



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Expansion
Économique
Régionale

Regional
Economic
Expansion

SITUATION ÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES À MOYEN TERME PAR PROVINCE

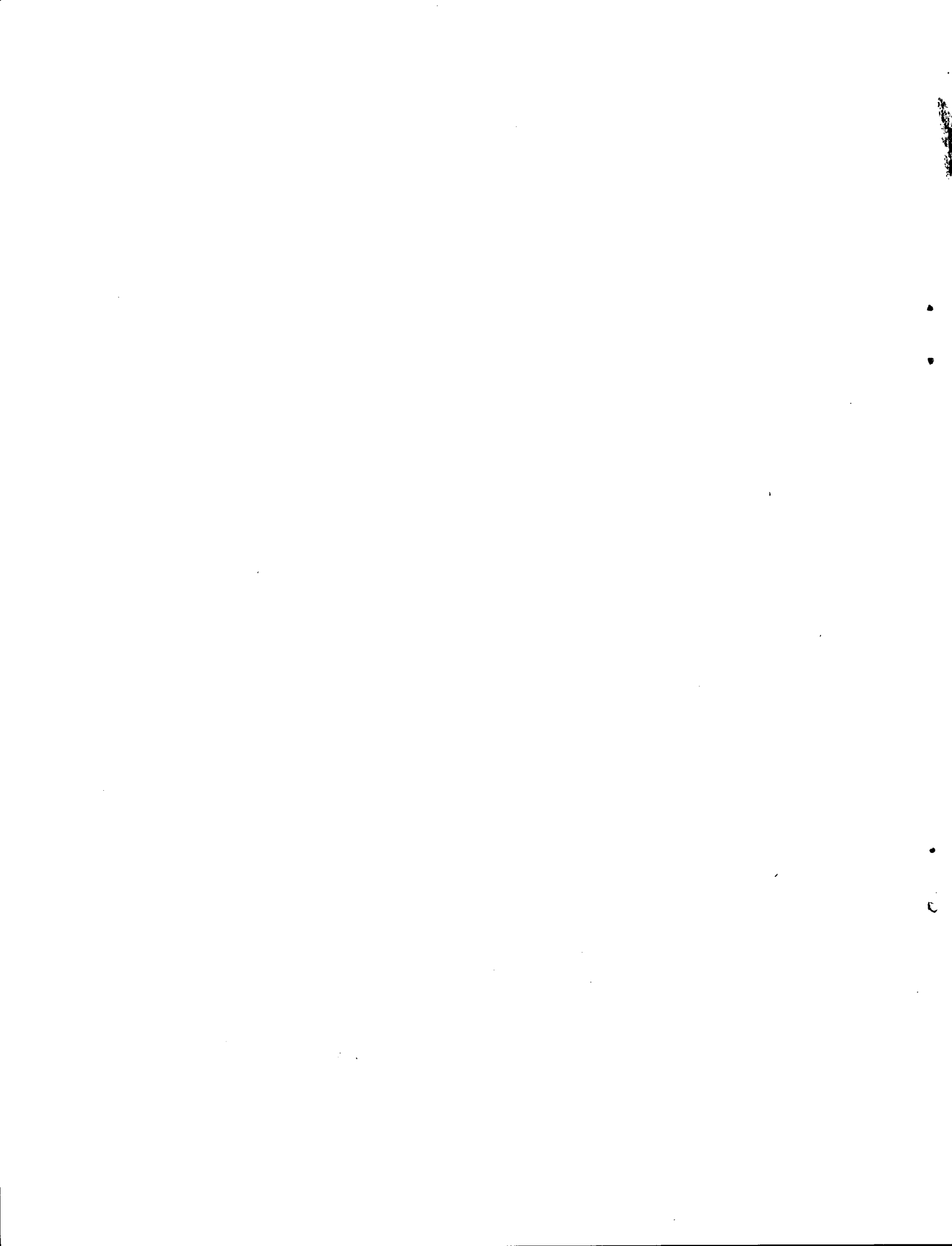
FÉVRIER 1978

SITUATION ÉCONOMIQUE
ET PERSPECTIVES À MOYEN TERME
PAR PROVINCE

*Un des documents de travail préparés pour
les consultations fédérales-provinciales
sur l'économie*

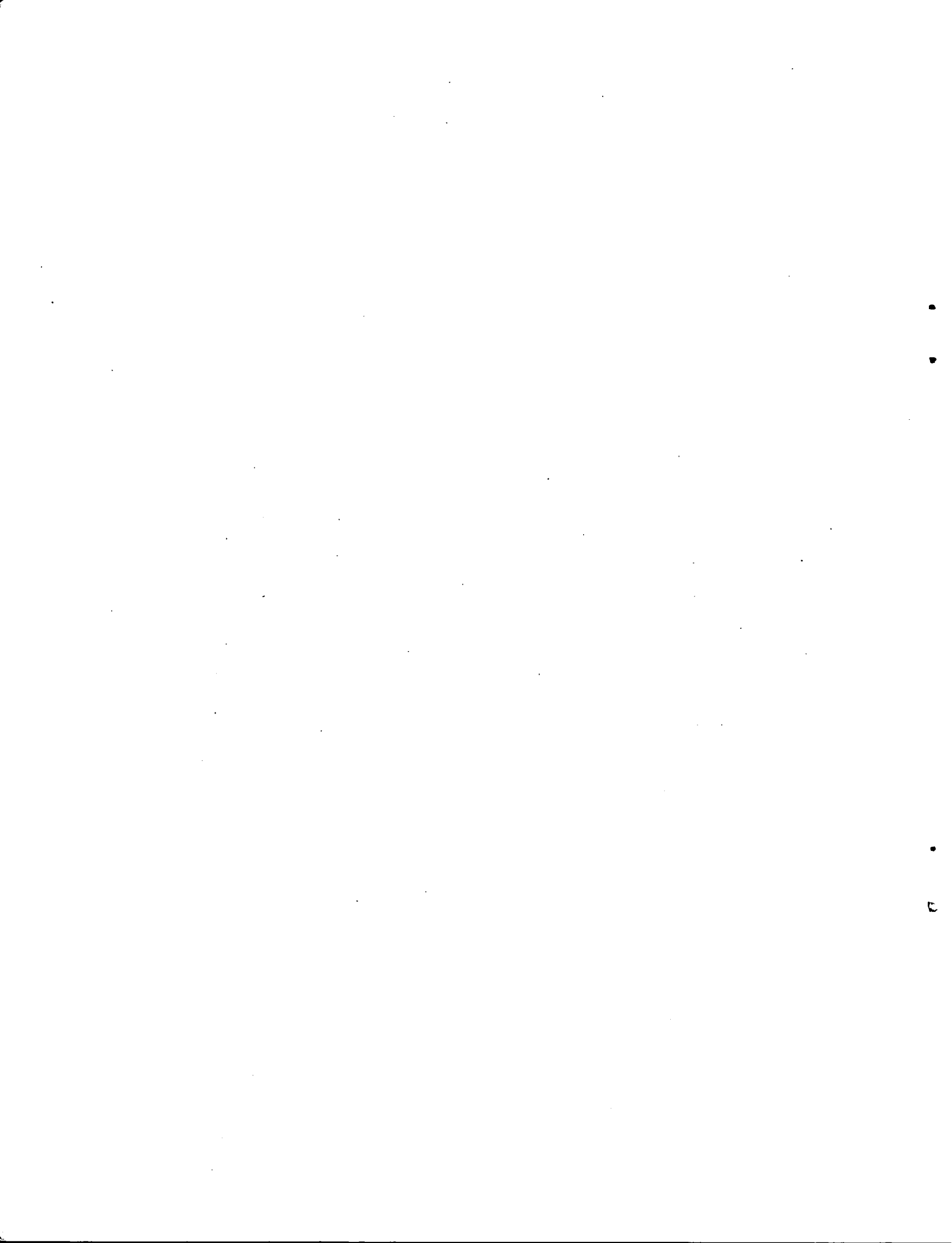
Ministère de l'Expansion
économique régionale

Février 1978



SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE	9
Terre-Neuve	15
L'Île-du-Prince-Édouard	21
La Nouvelle-Écosse	27
Le Nouveau-Brunswick	33
LA RÉGION DU QUÉBEC	41
LA RÉGION DE L'ONTARIO	51
LA RÉGION DE L'OUEST	63
Le Manitoba	69
La Saskatchewan	75
L'Alberta	79
La Colombie-Britannique	85



INTRODUCTION

Le ministère de l'Expansion économique régionale (MEER), dans le cadre de ses activités d'analyse, fait périodiquement état des perspectives à court terme de l'économie provinciale aussi bien que régionale. Des sommaires, préparés par les bureaux provinciaux et régionaux du MEER, ont été regroupés pour former le présent document. On notera cependant que, lors de la rédaction de ces rapports, on s'est attaché davantage à considérer les questions et les perspectives à moyen terme, vu l'intérêt qu'elles suscitent actuellement.

La situation économique à n'importe quel point dans le temps varie toujours d'une province à l'autre. Par contre, beaucoup de questions de développement économique ont une dimension régionale qui va au-delà des frontières provinciales et pour tenir compte de ce fait des aperçus régionaux ont été préparés pour les provinces de l'Ouest et les provinces de l'Atlantique.

Si chaque région du Canada manifeste un mode de développement qui lui est propre, il n'en demeure pas moins vrai que l'activité économique de chaque région est étroitement liée à celle du pays dans son ensemble. Nombre de facteurs ont eu une incidence prépondérante sur les événements économiques survenus au Canada au cours des vingt-quatre derniers mois. Le rythme lent de la relance de l'économie nationale, amorcée au cours du second semestre de 1975 et au début de 1976, a, de façon générale, encore ralenti en 1977, année pendant laquelle on a enregistré un accroissement de la dépense nationale brute, en termes réels, inférieur à 3 pour cent. La situation du marché du travail s'est, de ce fait, détériorée, le taux de chômage étant passé de 7.5 pour cent qu'il était en 1976 à plus de 8 pour cent en 1977. Le climat des investissements, enfin, est demeuré incertain en 1977 et le taux d'inflation s'est encore accru pour atteindre plus de 9 pour cent.

L'année 1978 s'annonce plus prometteuse, puisque le taux de croissance de la dépense nationale brute devrait atteindre quelque 5 pour cent. Cette remontée s'appuiera certes sur la consommation à l'échelle

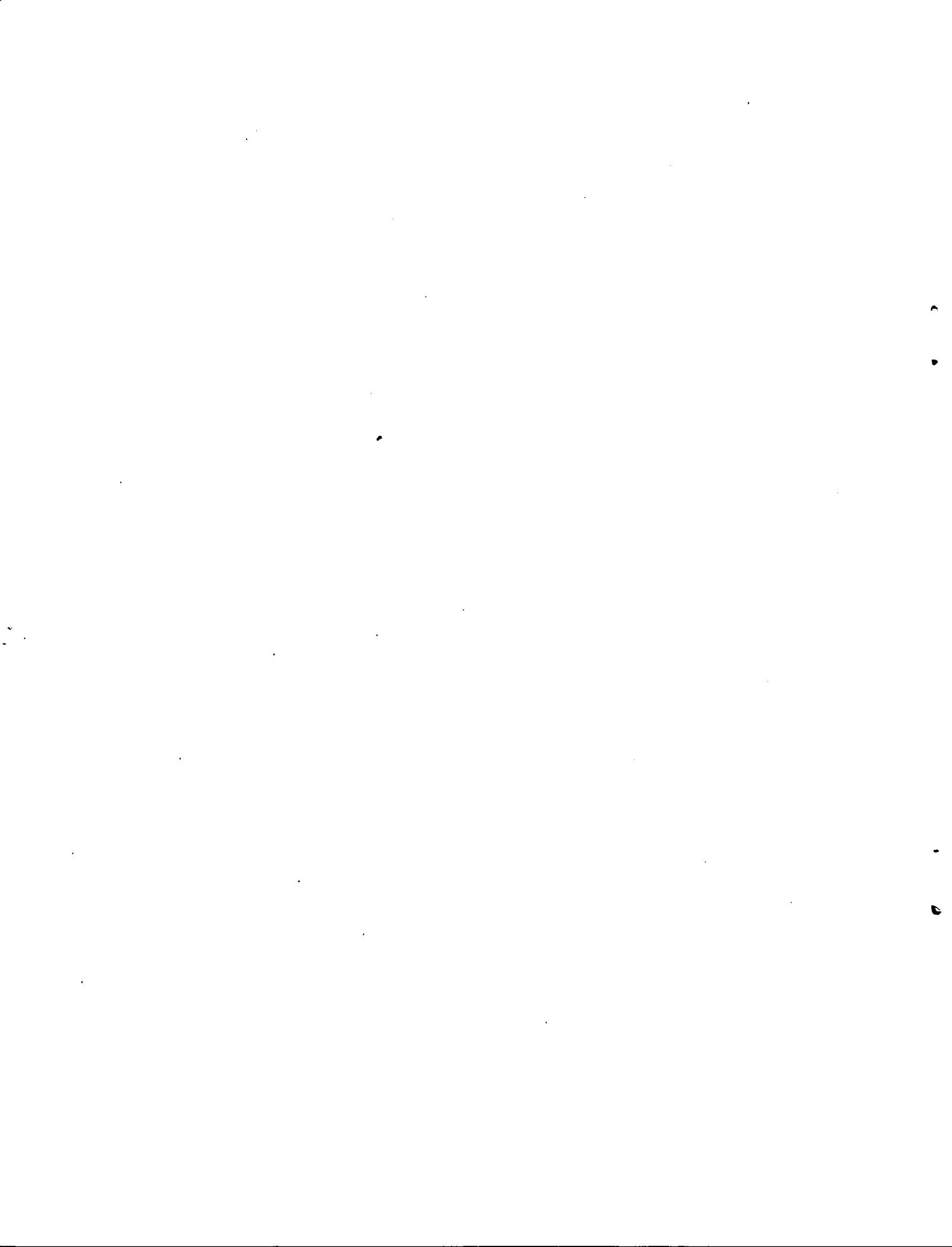
nationale, mais elle dépendra surtout des exportations qui seront en partie encouragées par la dévaluation du dollar canadien. L'année 1978 semble favoriser les investissements et les perspectives à moyen terme devraient s'améliorer mais, à court terme, on envisage une faible réduction du taux de chômage, puisque la croissance de l'emploi continuera d'être faible. On prévoit que les pressions accrues sur les prix intérieurs diminueront.

Bien que des perspectives de développement économique existent, à moyen terme, dans chaque province, on ne s'attend pas à ce que le rendement économique soit distribué de manière égale. Les provinces de l'Atlantique ont été particulièrement affectées par le creux de la vague de 1975 et ont ainsi perdu les gains relatifs qu'elles avaient faits à la fin des années 60 et au début des années 70. L'économie du Québec continue de souffrir des problèmes structurels qui affectent le secteur manufacturier depuis le début des années 60. En dépit de ces difficultés, le Québec a connu des périodes de prospérité relative associées particulièrement à des grands projets publics (Expo, les Olympiques, projets hydro-électriques). L'économie de l'Ontario continue d'être dominée par des variations cycliques qui proviennent en grande partie de l'extérieur du pays; elle maintiendra néanmoins une croissance relativement stable. En 1976, pour la première fois, le produit intérieur brut, en termes réels, des quatre provinces de l'Ouest a dépassé ceux du Québec et des quatre provinces de l'Atlantique associées, et dans l'Ouest, les perspectives à moyen terme sont encourageantes. Cette croissance n'est pas partagée également par les quatre provinces de l'Ouest. La situation économique des provinces de la Saskatchewan et, à un moindre degré du Manitoba, continueront de fluctuer principalement en fonction des revenus de l'agriculture. L'Alberta et la Colombie-Britannique peuvent s'attendre à une croissance au-dessus de la moyenne, à cause du développement accru des ressources primaires.

Chacun des rapports provinciaux inclus dans la présente publication se termine par une section exposant quelques-unes des principales perspectives de développement économique pour la province concernée. Bien qu'on se soit employé à mettre l'accent sur les possibilités importantes à moyen terme, il est évident que cette tentative n'est pas exhaustive; on peut donc prévoir que d'autres possibilités seront reconnues et viendront accroître les perspectives exposées dans le présent document.



- ☐ BUREAU RÉGIONAL
- ⊙ BUREAU PROVINCIAL
- △ BUREAU AUXILIAIRE



LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE

APERÇU GÉNÉRAL

L'économie de la région atlantique a connu un taux de croissance important au cours de la période de quinze ans qui s'est écoulée de 1961 à 1976. Le rendement total de la région, ou produit intérieur réel (PIR), a augmenté de 100.7 pour cent, soit environ 17 points de moins que l'ensemble du Canada pour la même période. Toutefois, le PIR par habitant s'est accru sensiblement plus vite au niveau de la région atlantique (74.6 pour cent) qu'au niveau du Canada (72.9 pour cent).

La région se ressent toujours du ralentissement économique actuel et, par le fait même, le PIR n'y a augmenté que de 3.3 pour cent en 1976, contre 4.8 pour cent pour l'ensemble du Canada. On a établi qu'en 1977 l'économie de la région atlantique a connu une augmentation inférieure à celle du Canada.

Par suite d'un revirement des tendances migratoires et d'un accroissement rapide du taux d'activité depuis le début des années 70, la population active a augmenté plus rapidement dans la région atlantique que dans l'ensemble du Canada et, en dépit d'un taux de croissance élevé de l'emploi, on a noté un taux accru de chômage. On estime que la région atlantique se classera très loin derrière le Canada en 1978.

Cependant, à moyen terme, on prévoit que la région enregistrera une reprise des taux de croissance notés au début des années 70, à raison de 5 à 6 pour cent par an. Cette relance dépend toutefois de la réalisation d'un certain nombre de possibilités de développement et d'une demande accrue tant au niveau du reste du Canada que de l'étranger.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

La population de la région atlantique a augmenté de moins de la moitié du taux de croissance de la population canadienne de 1961 à 1971, par suite de l'émigration d'environ 15 000 personnes par an. Cependant, par suite

d'un renversement des tendances migratoires, la population de la région a augmenté de 6,1 pour cent de 1971 à 1976, juste un peu moins que la moyenne canadienne. Au cours de cette période, l'immigration nette dans la région a été de l'ordre de 2 000 personnes par an.

Au niveau des provinces, Terre-Neuve a poursuivi son dépeuplement par le biais des migrations au début des années 70 (bien qu'à un taux inférieur à celui qui avait été noté auparavant), tandis que les provinces Maritimes ont toutes enregistré une immigration interne nette. Les premières données recueillies en 1977 laissent croire que l'immigration nette a augmenté dans l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick.

À moyen terme, la région ne devrait pas maintenir le niveau d'immigration enregistré depuis le début de la présente décennie tout comme on ne s'attend pas à une reprise de l'émigration nette. On croit plutôt que les taux de chômage élevés, à l'échelle nationale, freineront l'émigration alors que certaines tendances de retour à la vie rurale, jointes aux coûts d'habitation plus élevés partout ailleurs au pays, contribueront à favoriser une certaine poursuite de l'immigration.

Le marché du travail

Bien que dans la région atlantique la croissance de l'emploi ne corresponde qu'aux deux tiers de la croissance de l'emploi au Canada pour la période 1961-1971, la croissance de la population active y était inférieure à celle de l'ensemble du Canada par une marge beaucoup plus grande. De ce fait, le taux de chômage au niveau de la région a diminué tout au long de la présente décennie en dépit de la croissance relativement faible du taux d'emploi.

De 1971 à 1976 ce fut bien différent, puisque le taux d'emploi s'est accru à un rythme à peine inférieur à celui du Canada. Toutefois, à cause de l'accroissement rapide de la population, de sa composition par âge et d'un taux d'activité toujours croissant (à peine plus rapide que celui du Canada), la population active a augmenté plus rapidement dans cette région que dans toute autre région du Canada. Il s'ensuivit que le taux de chômage, lequel était seulement de 0,8 point plus élevé que celui du Canada en 1971, excédait de 3,8 points celui du Canada en 1976.

En 1977, la création d'emplois n'a augmenté que de 0,8 pour cent, se traduisant par un taux de chômage de près de 12,6 pour cent au niveau de la région (novembre 1977), soit environ 4,7 points de plus que la moyenne canadienne.

On estime que le chômage continuera d'augmenter tout au long de 1978. Par ailleurs, il devrait commencer à diminuer vers les années 1979 et 1980, lorsqu'un certain nombre de projets en préparation se concrétiseront.

Le climat des investissements

De 1971 à 1976, les dépenses d'immobilisations dans la région atlantique ont augmenté d'environ 60 pour cent, contre 108 pour cent pour le Canada. La région a cependant fait de rapides progrès au niveau du logement, du commerce, des finances, des services commerciaux et des services d'utilité publique, où les immobilisations ont plus que doublé au cours de cette période. D'autre part, dans le secteur manufacturier, où les immobilisations avaient atteint un sommet en 1971, elles ont, en 1976, enregistré une baisse de 42 pour cent.

En 1977, les dépenses d'immobilisations dans la région atlantique devraient avoir augmenté de 4.5 pour cent, contre 10.5 pour cent pour le Canada, par suite des ralentissements anticipés tant dans le secteur manufacturier que dans celui du logement, mais, selon l'enquête d'octobre dernier sur les investissements des grandes entreprises, menée par le ministère de l'Industrie et du Commerce, les perspectives sont encourageantes pour 1978.

À moyen terme, les investissements reprendront leur croissance normale, grâce à un certain nombre de projets d'importance connus ou prévus, bien que l'enquête du ministère de l'Industrie et du Commerce signale que, pendant cette période, les entreprises s'emploient à réviser leurs intentions au désavantage de la région atlantique plutôt que du Canada en général. Les deux secteurs de l'habitation et de la fabrication devraient s'améliorer considérablement. On prévoit, cependant, que les restrictions imposées par les administrations fédérale et provinciales, viendront ralentir cette croissance.

Aperçu sectoriel

En termes de production réelle, on a, de 1961 à 1976, réalisé des gains dans tous les secteurs, sauf dans celui de l'agriculture. Pour ce qui est des composantes du produit intérieur réel, l'agriculture et l'exploitation forestière ont fléchi, les pêches et l'exploitation minière sont demeurées stables, tandis que la fabrication et les services d'utilité publique augmentaient. Pour ce qui est de l'emploi, le secteur des services s'est développé plus rapidement que les autres, alors que le secteur primaire accusait une baisse considérable.

- L'importance de l'agriculture n'a cessé de diminuer tant au point de vue de la production que de l'emploi, mais cette industrie devrait se stabiliser à moyen terme. En outre, le secteur agricole apporte une contribution importante à l'industrie de la transformation des aliments.
- Les forêts ont également perdu de leur importance relative au fil des ans et, bien que ce secteur semble devoir être en mesure de maintenir son niveau actuel, il ne devrait pas connaître une croissance

considérable. L'infestation très répandue par la tordeuse des bourgeons et l'exploitation forestière incontrôlée dans le passé ont réduit la qualité autant que le volume des ressources.

- Bien que les pêches aient pris de l'importance de 1961 à 1971, l'épuisement des ressources a entraîné un ralentissement considérable de leur importance relative en 1971. Les perspectives de croissance sont bonnes à moyen et à long terme dans la région atlantique, vu la zone qui s'étend sur 200 milles et la récupération anticipée des stocks.
- De 1961 à 1974, la région atlantique a augmenté sa part du produit intérieur réel global d'environ 4 points au chapitre de la fabrication. La récession a cependant amené un ralentissement dans ce secteur depuis 1974, et on n'envisage aucune reprise de la croissance normale tant que les problèmes actuels de stagnation n'auront pas été résolus.

La fabrication employait 13.5 pour cent de l'ensemble de la main-d'oeuvre régionale en 1976, ce qui représente une baisse par rapport à la période d'avant la récession. Le nombre des emplois a augmenté lentement dans ce secteur depuis 1966, et l'accroissement de la production provient en majeure partie des améliorations apportées à la productivité.

Le secteur manufacturier a été le plus durement touché par la récession. Le nombre des emplois a fléchi de 8.3 pour cent de 1974 à 1976. En outre, vu la diminution des investissements dans ce secteur depuis 1974, il lui faudra plusieurs années pour se relever. A moyen terme (jusqu'en 1985), un revirement peut être prévu au chapitre des investissements et, malgré certains rajustements à la suite des négociations commerciales multilatérales, la région devrait bénéficier d'une réduction de tarifs douaniers.

- Le secteur des services est de loin le plus important, à la fois sur le plan de la production réelle et de l'emploi. Dans le premier cas, sa croissance était similaire à celle de l'ensemble de la région de 1961 à 1977, et, en 1977, ce secteur représentait environ 70 pour cent de la production globale. Toutefois, c'est dans ce secteur que l'emploi a enregistré la plus importante majoration puisqu'en 1977, plus de 70 pour cent des emplois étaient des emplois de service, la région se classant ainsi 5 points avant le Canada.

Deux éléments majeurs étaient à la base de l'augmentation des emplois dans ce secteur. Premièrement, la hausse du revenu personnel, imputable en partie à la hausse de paiements de transfert, qui a porté les revenus au-delà du strict nécessaire, entraînant une majoration de la demande de services et, de ce fait, une augmentation de l'emploi dans ce secteur. Deuxièmement, la croissance des services publics déjà offerts et les nouvelles fonctions confiées aux administrations publiques ont favorisé, de façon considérable, l'accroissement de l'emploi dans le secteur public et parapublic.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les progrès économiques qui seront réalisés dans la région atlantique au cours des cinq prochaines années dépendront en grande partie de la croissance économique du Canada et des États-Unis. Bien que la récession actuelle ait encore un effet négatif sur l'économie régionale et qu'aucun progrès ne puisse vraisemblablement être réalisé sur le marché du travail en 1978, les perspectives de croissance au-delà de cette période s'annoncent plus encourageantes. Cependant, ces perspectives reposent sur la concrétisation d'un bon nombre de possibilités précises et sur l'élimination de certaines contraintes.

Les pêches devraient reprendre de l'importance au fur et à mesure que la région se prévaudra de la modification législative portant la limite du territoire de pêche à 200 milles. La concrétisation de nouvelles possibilités par suite de cette modification exigera la participation tant des administrations fédérale et provinciales que des usines de traitement et des pêcheurs. Les stocks ne devraient pas s'accroître de façon marquée d'ici à 1985, mais certains investissements devraient être faits avant cette date en vue de l'expansion et de la modernisation de la flotte. L'appui des administrations publiques dans les améliorations qui seront apportées à l'infrastructure et dans l'aménagement d'installations terrestres de production contribuera largement à revitaliser l'industrie.

Dans le cas des forêts, en dépit des problèmes d'approvisionnement, il faudra investir afin de moderniser certaines usines de pâtes et papiers démodées et de rationaliser l'industrie du sciage. L'industrie devra s'habituer à utiliser davantage le bois franc par suite de l'infestation de la tordeuse des bourgeons de l'épinette.

On estime que les réserves de métaux communs du nord-est du Nouveau-Brunswick sont suffisamment importantes et de bonne qualité pour justifier l'aménagement d'une raffinerie, mais ce projet ne se réalisera pas à court terme à cause de l'instabilité du marché international du zinc. Un investissement de plus de \$100 millions devrait servir à l'exploitation d'une mine de potasse dans la région de Sussex. L'importance de l'extraction du charbon devrait s'accroître, et il se peut qu'on exploite de nouvelles mines à ciel ouvert pour l'alimentation des centrales thermiques au charbon.

La situation des industries manufacturières de la région atlantique devrait revenir peu à peu à la normale. Les nouvelles transmises récemment par l'industrie de l'acier sont encourageantes. Récemment, le Venezuela a signé un contrat de \$40 à \$45 millions avec des constructeurs de wagons de chemin de fer de Trenton, et la Sydney Steel tente actuellement d'obtenir un contrat connexe de \$45 millions pour la construction de voies ferrées en acier. Les chantiers de construction navale bénéficieront sans doute de l'expansion et de la modernisation de la flotte de pêche, mais on s'attend à ce que celui de Halifax connaisse des difficultés à moins qu'on puisse y effectuer des réparations majeures de navires. Au cours des cinq

prochaines années, les usines de traitement du poisson commenceront à réaliser certains bénéfices de l'extension, à 200 milles, de la limite du territoire de pêche.

Deux projets d'envergure en matière d'énergie font actuellement l'objet d'études actives dans la région atlantique. Le projet concernant l'utilisation de l'énergie marémotrice dans la région de la baie de Fundy est considéré comme ayant une certaine valeur et, si les études en cours confirment la faisabilité et la viabilité du projet, certains travaux de construction pourraient commencer avant 1985. Un projet hydro-électrique important à Gull Island, en aval du fleuve Churchill au Labrador, est à l'étude depuis plusieurs années.

L'Office national de l'énergie a approuvé la construction d'un terminal de transbordement du gaz naturel liquéfié à Lorneville, près de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick. Les avantages envisagés pourraient provenir de trois sources : de nouveaux emplois et le revenu qu'assureraient directement la construction et l'exploitation du terminal; l'accroissement des activités de construction et de réparation des navires et d'autres retombées favorisant l'industrie manufacturière et les services; enfin la possibilité de distribuer une ressource énergétique pour la consommation industrielle et domestique dans la région atlantique.

TERRE-NEUVE

APERÇU GÉNÉRAL

Depuis 1971, le taux de croissance du produit intérieur réel de Terre-Neuve a diminué pour atteindre une moyenne annuelle de 2.7 pour cent, comparativement au taux de 6.6 pour cent des années 60. Pendant les années 70, on a fait face à une période de récession prolongée, au cours de laquelle l'économie de Terre-Neuve a connu à la fois un taux élevé d'inflation et de chômage. Pour 1977, la croissance du produit intérieur réel a été virtuellement nulle. Depuis 1961, cependant, la croissance du revenu personnel a été passablement régulière, la part des transferts gouvernementaux ayant passé de 16 à 27 pour cent du revenu personnel entre 1961 et 1977. En 1978, l'activité économique devrait récupérer par rapport à l'année dernière, mais le taux de chômage continuera probablement à grimper. À moyen terme, la perspective économique semble plus encourageante qu'au cours des dernières années; néanmoins, il subsiste encore des problèmes structurels à résoudre.

On prévoit que l'économie provinciale s'améliorera au cours des cinq prochaines années, bien qu'il soit peu probable que l'on atteigne le taux de 6 et de 7 pour cent des années 60. L'aide traditionnelle accordée par le fédéral de même que les dépenses d'exploitation du gouvernement provincial (financées en partie par des emprunts à long terme) seront encore vraisemblablement soumises aux politiques actuelles de restriction à ces deux niveaux de gouvernement. De ce fait, à moyen terme, les perspectives d'expansion subiront un effet de ralentissement. En outre, les entreprises privées hésiteront peut-être à investir dans la province si l'on n'y règle pas les problèmes d'approvisionnement énergétique à long terme. Ces effets négatifs seront probablement contrebalancés par les perspectives plus réjouissantes que laissent entrevoir les industries des pêches, des mines et des forêts pour les cinq prochaines années.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

La population actuelle de Terre-Neuve est d'environ 565 000 habitants. Depuis 1961, la croissance démographique est demeurée constante, variant entre 1 et 1.5 pour cent par année. On ne prévoit pas de changement à ce chapitre dans

l'avenir immédiat. La composition de la population par âge est peu favorable, puisqu'elle manifeste un taux de dépendance élevé.

Le marché du travail

Depuis les quelques dernières années, le marché du travail à Terre-Neuve a été caractérisé par un taux de chômage sans cesse croissant. Depuis 1970, la population active s'est accrue de 38 pour cent, soit 191 000 travailleurs en 1977. Cependant, on n'a pu créer suffisamment d'emplois nouveaux pour suivre ce rythme et, par conséquent, le taux de chômage est passé de 13.6 à 15.9 pour cent entre 1976 et 1977. Le taux d'activité de la population active a augmenté de 43 à presque 51 pour cent entre 1970 et 1977, ce qui est encore bien au-dessous de la moyenne nationale qui s'établit à 62 pour cent. En 1977, les salaires et traitements hebdomadaires moyens à Terre-Neuve correspondaient à environ 97 pour cent de la moyenne nationale et croissaient à un rythme moins rapide que les salaires et traitements hebdomadaires moyens au niveau national.

Le climat des investissements

Depuis 1971, les investissements bruts des secteurs public et privé ont connu des hausses d'un peu plus de 4 pour cent par année en moyenne. En tenant compte de l'inflation, l'on obtient un taux de croissance réel d'environ - 4.5 pour cent annuellement. L'industrie de la construction et les services publics ont été plus durement touchés par la diminution générale des investissements au cours de la dernière année. Des projets hydro-électriques d'importance laissent entrevoir un avenir meilleur pour 1978 ainsi qu'à moyen terme.

Aperçu sectoriel

- Au cours des années 70, le volume des pêches est demeuré pratiquement au même niveau, bien que l'on remarque une diminution comparativement aux prises des années 60. La valeur totale s'est constamment améliorée à cause des prix élevés sur les marchés mondiaux. La mise en vigueur de la limite de 200 milles assurera un meilleur contrôle sur les prises des pays étrangers, ce qui se traduira par une meilleure production pour l'industrie canadienne de la pêche et par des revenus plus stables.
- Les répercussions de la fermeture de l'usine de la Labrador Linerboard, en août 1977, continueront à se faire sentir sur la production future du papier et de ses sous-produits dans la province. Bien que les deux autres papeteries aient connu des baisses au cours des dernières années et au début de 1977, elles fonctionnent actuellement presque à plein régime. Les marchés mondiaux tendent à se renforcer et l'avenir de l'industrie du papier semble meilleur qu'au cours des dernières années.

La tordeuse des bourgeons de l'épinette fait des ravages et, dans l'avenir, cette infestation pourra avoir des effets néfastes sur les industries forestières.

- Au cours des années 60, la production minérale est demeurée assez stable. Depuis 1972, sa valeur s'est grandement accrue (\$290 millions de revenus en 1972 et \$756 millions en 1976), particulièrement grâce à la production de minerai de fer dans le Labrador. Les pertes temporaires de la production de minerai de fer subies en 1977 s'amenuisent déjà devant le renforcement des marchés. À l'exception de la fermeture de la mine de fluorine à Saint Lawrence et du déclin de la mine de plomb et de zinc à Buchans, les perspectives d'avenir dans ce secteur semblent bonnes.
- La valeur des expéditions manufacturières s'est accrue régulièrement au cours des années 60 et au début des années 70. On remarque, cependant, une diminution depuis quelques années, à cause de la fermeture de deux établissements industriels importants, soit la raffinerie de pétrole de Come-By-Chance, en 1975, et l'usine de carton doublure de Stephenville, en 1977. La croissance de la valeur des expéditions était en voie de revenir à la normale en 1977, avec une augmentation totale de 11.6 pour cent. Toute hausse que connaîtra le secteur manufacturier dans l'avenir proviendra principalement des industries du papier et de la transformation du poisson.
- Traditionnellement, les projets de construction à grande échelle (par exemple, la route transcanadienne, Churchill Falls et la raffinerie de pétrole de Come-By-Chance) ont eu des répercussions importantes sur l'économie provinciale. Il n'y a actuellement aucun projet de ce genre en cours et, par conséquent, ce secteur de l'économie provinciale est dans un bien piètre état. On ébauche certains grands projets, notamment le projet hydro-électrique de Gull Island, mais on ne sait pas encore quand ils pourront se réaliser; en termes relatifs, la construction domiciliaire a connu à Terre-Neuve en 1977 une baisse plus importante que dans toute autre province.

La situation économique sous-provinciale

Saint-Jean à l'est et Corner Brook à l'ouest demeurent les principaux centres d'activité économique de la province. Les deux connaissent une expansion rapide en termes relatifs tout spécialement à cause du peu d'emplois disponibles dans le secteur rural. Un certain nombre de petits centres ont été plus durement touchés l'année dernière par suite de la fermeture ou de la diminution de l'effectif d'entreprises importantes.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les perspectives à court et à moyen terme de l'industrie des pêches de Terre-Neuve s'annoncent intéressantes. Cependant, en vue de tirer des avantages de l'adoption, par le Canada, de la zone économique de 200 milles, les gouvernements fédéral et provincial, l'industrie et les pêcheurs doivent poursuivre des discussions de manière à pouvoir relever les défis de la prochaine décennie. La participation du gouvernement pour améliorer l'infrastructure et la production côtière s'avère essentielle pour moderniser et relancer l'industrie. Il faudra faire porter les efforts sur la gestion des ressources, la rationalisation industrielle, l'expansion des marchés internationaux et l'infrastructure. On prévoit que la production industrielle doublera au cours des cinq prochaines années. Les emplois s'accroîtront aussi, mais de façon plus modérée.

Les produits de la pâte et du papier ont connu de nouveaux débouchés aux États-Unis et dans d'autres pays, et les deux papeteries produisent presque à plein rendement. Les contrats de vente des produits du papier sont en devises étrangères et, par conséquent, la récente dévaluation du dollar canadien se traduira par une augmentation des revenus pour les deux producteurs. La situation à court et à moyen terme est donc bonne. Il existe aussi des possibilités d'expansion des scieries, à condition de surmonter les difficultés d'exploitation et de mise en marché.

L'avenir semble prometteur pour la production minérale. Ainsi, on vient de procéder à la mise en valeur des installations récentes de l'Iron Ore Company of Canada à Labrador City et le minerai de fer non exploité y abonde. On prévoit que la demande de minerai de fer s'accroîtra sensiblement dans l'avenir, ce qui fera plus que compenser les pertes enregistrées en 1977. De plus, il est possible que l'on puisse exploiter des gisements d'uranium dans le Labrador au cours des cinq prochaines années.

Ailleurs à Terre-Neuve, la production minérale pourrait bien connaître un ralentissement et il faudra probablement procéder à des ajustements pour l'avenir à court et à moyen terme en ce qui concerne quelques agglomérations minières. Certaines indications permettent d'être optimiste relativement à la possibilité de découvrir de nouveaux gisements de métaux communs qui puissent être rentables.

Malgré les importants ralentissements des dernières années, les perspectives à court et à moyen terme du secteur de la fabrication sont modérément encourageantes, principalement à cause de la prospérité nouvelle des industries de la pêche et du papier, lesquelles constituent le coeur de ce secteur. On prévoit que la fabrication connaîtra une croissance d'un peu plus de 4 pour cent en 1978.

Bien que les activités de construction réelles aient diminué en 1977, on prévoit une remontée dans un avenir prochain. La situation de la construction domiciliaire et non domiciliaire s'améliore. On prévoit aussi que les services publics et la construction profiteront de la récente annonce de

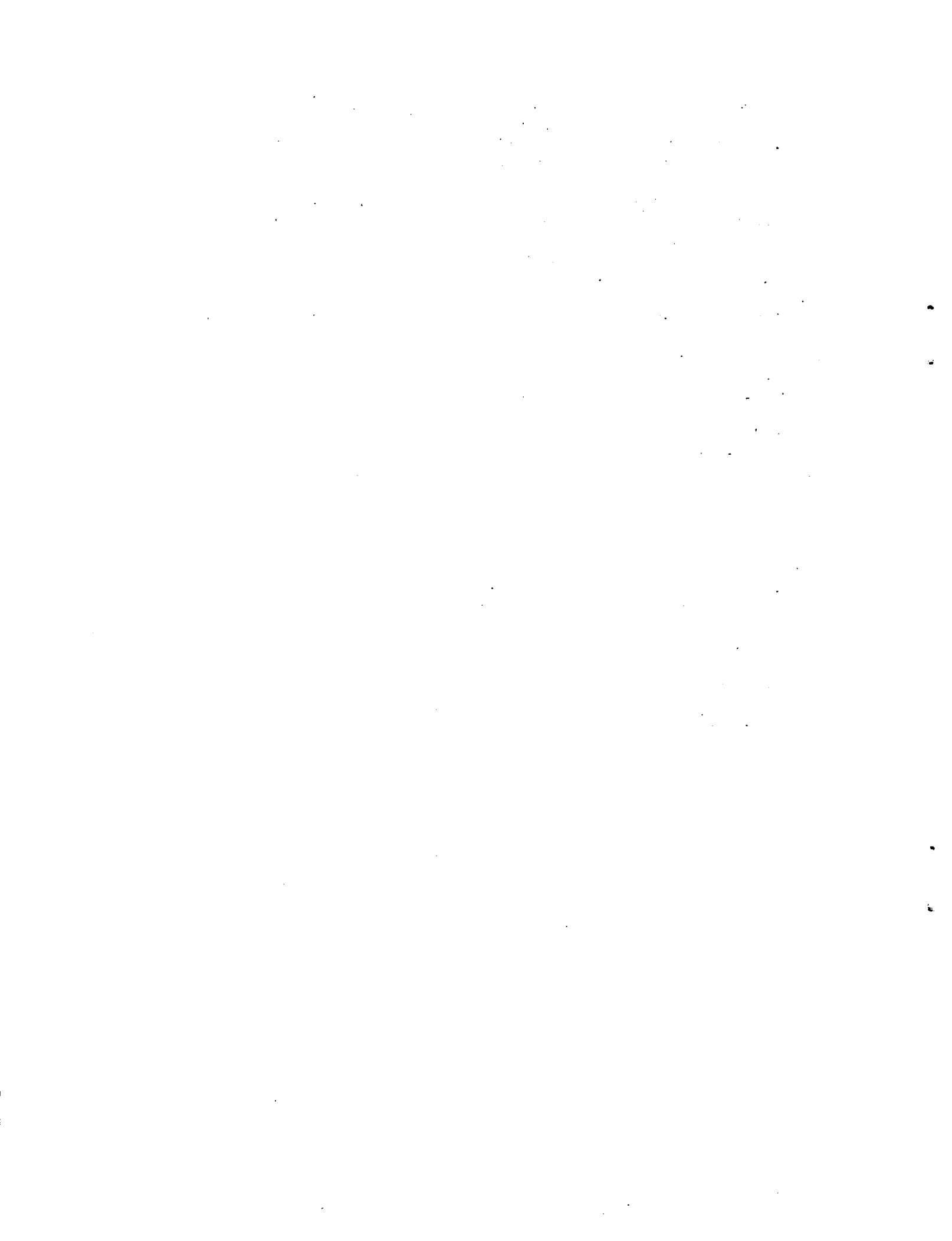
la province qui a l'intention d'entreprendre en 1978-1979 un projet hydro-électrique de \$80 millions au lac Hinds, au centre de Terre-Neuve. Le secteur de la construction pourra connaître d'autres améliorations au cours des années qui viennent, grâce au projet de centrale thermique à Holyrood.

La mise en valeur des ressources énergétiques paraît être la clef de la croissance économique pour la province, et avec le pétrole et les mines au large des côtes, elle constitue l'élément principal de l'essor futur de la province. Le gouvernement de Terre-Neuve a pris en considération la possibilité d'exploiter le cours inférieur de la rivière Churchill (le projet de Gull Island). On n'a pas encore pris de décision finale à ce sujet et, entre-temps, on améliore le rendement des centrales thermiques existantes.

La possibilité de découvrir du pétrole au large des côtes demeure l'un des aspects les plus prometteurs dans le cadre de l'exploitation des ressources naturelles de la province. Des rapports industriels précisent que si l'on confirme les découvertes commerciales, on pourra peut-être entreprendre la production lors de la prochaine décennie. Bien que l'exploration pétrolière et gazéifère ait été stagnante en 1977, dans l'attente du règlement de problèmes de juridiction, certaines indications permettent de croire que l'on pourra reprendre le terrain perdu en 1978.

On prévoit que le secteur du tourisme connaîtra une expansion au cours des cinq à dix prochaines années, par suite des initiatives des gouvernements fédéral et provincial visant à encourager l'investissement privé dans les entreprises. La courte saison et les coûts du transport vers la province constituent les deux plus importants problèmes.

Il pourra y avoir dans l'avenir des possibilités d'exploitation à long terme liées à la tradition navale de Terre-Neuve et à sa situation de "passage vers l'Atlantique Nord". La zone économique de 200 milles et les ressources pétrolières au large des côtes offrent d'autres possibilités à Terre-Neuve dans les domaines de la réparation, des services maritimes, du transport, de l'exploration des ressources et de la production.



L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

APERÇU GÉNÉRAL

De 1961 à 1971, la structure économique de l'Île-du-Prince-Édouard est demeurée pratiquement inchangée. Cette province a continué de dépendre fortement de l'agriculture, de la pêche et du tourisme. Les années 60 ont été marquées par un accroissement très lent de la population, par une émigration considérable et par un chômage saisonnier élevé. Depuis 1971, la province fait des progrès modestes sur le plan des investissements, de la diversification de son économie et de son accroissement démographique.

Le produit intérieur réel a progressé d'environ 1 pour cent en 1977 par rapport à 3 pour cent pour le pays entier et à 2 et 3 pour cent pour les provinces environnantes de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Les traitements et les salaires ainsi que le revenu personnel disponible ont augmenté plus lentement en 1977 qu'en 1976. Le revenu personnel disponible s'est élevé de seulement 8.1 pour cent, comparativement à 9.6 et à 10 pour cent dans les autres provinces de l'Atlantique.

Les contraintes les plus urgentes à moyen terme pour l'économie de l'île comprennent la conservation de l'énergie et les sources futures d'approvisionnement énergétique, la réforme de l'utilisation des terres et la législation afférente, et l'adaptation et la modernisation du secteur rural, qui constitue le fondement de l'économie et du tissu social de l'île.

Les perspectives pour la période 1978-1985 indiquent une croissance stable et modérée, liée principalement au secteur de la transformation alimentaire et aux autres industries manufacturières. La population d'âge actif de l'Île-du-Prince-Édouard est censée croître à un rythme plus lent de 1978 à 1985 que pendant les cinq dernières années. La forte augmentation du taux d'activité, qui a contribué à la croissance rapide de la population active, devrait aussi ralentir considérablement. À moyen terme, les pressions de l'emploi s'atténueront donc et la situation de l'emploi devrait vraisemblablement s'améliorer quoique, en 1978, le taux de chômage pourrait bien atteindre 10.5 pour cent.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

La population de l'île se chiffrait, en 1971, à 111 600 habitants et, à la fin de 1977 à environ 120 000, ce qui représente une augmentation de plus de 6 pour cent. Cet accroissement particulièrement élevé est attribuable à l'immigration. Il s'est manifesté surtout dans les deux principales villes de la province, Charlottetown et Summerside.

Le marché du travail

La population active est passée de 36 000 en 1969 à 50 000 en 1977, ce qui équivaut à une augmentation de plus de 33 pour cent en huit ans. Cette expansion prononcée de la population active en si peu de temps est due à un ensemble de facteurs telles les répercussions de l'explosion démographique de l'après-guerre, de la migration et du taux d'activité accru des femmes sur le marché du travail.

Même si la production totale n'a connu qu'une lente croissance à l'Île-du-Prince-Édouard en 1977, l'emploi a connu, à 2.7 pour cent, un accroissement relativement ferme. La croissance de l'emploi a été dépassée par la croissance de la population active de sorte que le taux annuel moyen de chômage en 1977 a été de 9.9 pour cent, soit à peine plus que les 9.8 pour cent de 1976. En 1978, cependant, on s'attend à ce que le taux de chômage monte jusqu'à 10.5 pour cent. Les salaires et les traitements moyens équivalaient en 1977 à 75.2 pour cent de la moyenne nationale.

Le climat des investissements

Les investissements nouveaux en bâtiment et en machinerie ont monté en flèche entre 1969 et 1973, particulièrement dans l'habitation et dans les secteurs publics et institutionnels. Après 1973, les dépenses d'immobilisations ont ralenti en raison d'un ralentissement sensible du secteur de la construction. Il semblerait que les investissements aient augmenté considérablement en 1977 dans le secteur public mais qu'ils soient restés modestes dans le secteur privé, particulièrement dans l'industrie manufacturière et dans les services publics. Les mises en chantier ont diminué d'environ 13 pour cent de 1976 à 1977, mais cette baisse s'est ralentie durant le dernier trimestre de 1977.

Aperçu sectoriel

- Le secteur agricole a marqué des progrès substantiels depuis 1966, mais l'année 1977 a connu certains reculs par rapport à la récolte record de 1976. La production de pommes de terre et de lait a subi une baisse et les exportations de produits agricoles ont régressé par rapport à 1976.

La proportion de pommes de terre traitées est passée de 5 et 8 pour cent à plus de 25 pour cent au cours des dernières années, ce qui a favorisé la stabilité du secteur agricole.

- L'industrie de la pêche à l'Île-du-Prince-Édouard repose en grande partie sur une seule espèce, le homard. La pêche s'effectue au rendement maximal possible qui est d'environ 11 millions de livres par année.

Le homard a représenté 65 pour cent de la valeur totale de toutes les prises en 1977. Elle s'était chiffrée à \$11.8 millions en 1976 et à \$11.0 millions au cours des premiers onze mois de l'année 1977.

Récemment, on a créé, dans le cadre du Plan d'ensemble de développement, un programme visant à dédommager les pêcheurs du retrait volontaire des permis de pêche au homard. Le but est de faire passer le nombre des pêcheurs de homard de 1 500 à 1 100. Si l'on atteint l'objectif du programme, on pêchera le homard à son rendement maximal supportable et les revenus des pêcheurs qui resteront devraient vraisemblablement augmenter.

- Le nombre de touristes qui visitent l'île entre mai et septembre a augmenté de plus de 10 pour cent par année jusqu'en 1976 pour ensuite régresser de 6.2 pour cent. Cette diminution s'est produite dans toutes les provinces Maritimes et les dépenses touristiques totales de l'Île-du-Prince-Édouard en 1976 ont baissé de 12 pour cent par rapport à 1975. L'année 1977 a cependant connu une augmentation nette des dépenses touristiques de l'ordre de 1 à 2 pour cent.
- Les industries de transformation des aliments et du poisson représentent plus de 75 pour cent de l'emploi total dans le secteur manufacturier. La baisse de production des secteurs de l'agriculture et de la pêche en 1977 a donc eu un impact majeur sur le secteur manufacturier. La production a augmenté de seulement 1 pour cent, en comparaison de 3.2 pour cent pour l'ensemble du Canada.

Le secteur industriel de l'île a fait l'objet depuis 1974 de plusieurs initiatives de diversification. Charlottetown a accueilli de nouveaux établissements qui produiront et vendront des produits technologiquement plus perfectionnés. On a aussi construit de nouveaux centres industriels à Charlottetown et à Summerside pour loger une partie de ces petites entreprises. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des années à venir.

- L'industrie de la construction a enregistré une légère croissance dans sa production en 1977 grâce à l'activité accrue du dernier trimestre de l'année. Le secteur des utilités publiques a vraisemblablement subi une diminution de production en 1977 et le secteur des services a connu une baisse encore plus importante. L'emploi dans le secteur des services à l'Île-du-Prince-Édouard a régressé de 0.7 pour cent pendant les neuf premiers mois de 1977, comparativement à une hausse de 3 pour cent pour l'ensemble du Canada.

La situation économique sous-provinciale

À l'instar des autres provinces, l'Île-du-Prince-Édouard poursuit un processus d'urbanisation. La croissance démographique se situe principalement dans les deux principaux centres urbains, Charlottetown et Summerside, et le taux de chômage dans ces villes est sensiblement plus bas que dans les régions rurales.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

On prévoit une croissance modérée pendant les cinq prochaines années dans le secteur agricole. Les possibilités de développement comprennent une usine de carton d'emballage qui desservirait également d'autres industries, une usine d'aliments cuisinés surgelés, le transport de déchets de pommes de terre pour l'élevage de bovins, un centre de communication et d'information sur la pomme de terre, ainsi qu'une usine pour produire de l'alcool à partir des pommes de terre. L'industrie de la pêche devrait connaître une véritable amélioration à court et à moyen terme. En plus de rationaliser l'industrie de la pêche, la province essaie de mettre sur pied une industrie basée sur la récolte des huîtres. Les efforts concertés des dernières années pour augmenter la productivité des pêcheurs de l'île devraient porter fruit d'ici cinq à sept ans. L'industrie touristique doit également s'étendre, vu la reprise de l'économie américaine et la dévaluation du dollar canadien.

L'an prochain, les travaux de construction des bureaux du ministère des Affaires des anciens combattants commenceront et le déménagement est prévu pour 1981. Ce projet créera des emplois de construction pendant trois ans et ensuite de 600 à 800 autres emplois permanents. La province et les municipalités étudient actuellement comment en retirer le maximum d'avantages. D'autres projets de construction à court et à moyen terme, comme la construction d'un nouvel hôpital et la reconstruction de l'aéroport, permettent d'envisager l'avenir de cette industrie avec optimisme.

La diversification industrielle constitue un objectif de développement important pour l'Île-du-Prince-Édouard. Depuis trois ans, la province s'emploie à implanter des petites industries qui ne dépendront pas de ses richesses naturelles. Les centres industriels de Charlottetown et de Summerside ont accueilli plusieurs de ces entreprises.

Le réaménagement du centre ville et de la partie faisant face à la mer à Charlottetown est en bonne voie. Le projet de la Confederation Court doit commencer au printemps de 1978 et se terminer à la fin de 1979; il amènera beaucoup de nouveaux bureaux et magasins au centre ville. Le projet coûte au total \$8 millions et amènera la création de plus de 100 nouveaux emplois. Il est financé surtout par des fonds privés, mais le gouvernement y a aussi investi dans le cadre du plan de développement.

La partie de Charlottetown qui fait face à la mer est en voie de réaménagement et le projet est évalué à \$30 millions. La Charlottetown Area Development Corporation (CADC), qui appartient à la province, à la ville et aux

municipalités environnantes, est responsable de ce projet et est financée par des fonds publics et privés. La CADC doit entreprendre un nouveau projet de réaménagement dans les années 80 avec l'aide de fonds privés plus importants. L'activité repose donc en grande partie sur la construction et doit apporter d'ici à 1981 plus de 150 nouveaux emplois permanents.



LA NOUVELLE-ÉCOSSE

APERÇU GÉNÉRAL

On estime que le produit intérieur réel de la Nouvelle-Écosse s'est accru de 2.2 pour cent en 1977, contre une hausse de 2.9 pour cent pour l'ensemble du pays. Bien que cette augmentation ait contribué à diminuer l'écart de progression entre la moyenne néo-écossaise et la moyenne nationale depuis 1976, elle peut être imputée en grande partie à un ralentissement général de l'activité à l'échelle nationale. Une certaine reprise est prévue pour la province l'an prochain, la production et l'emploi devant s'accroître un peu plus rapidement qu'au cours des deux années précédentes. On peut attribuer le ralentissement de l'activité économique de la province, en 1977, au comportement de l'industrie de la construction et de l'agriculture, de même qu'à un faible rendement des secteurs manufacturiers (en particulier la construction navale), des services d'utilité publique et du secteur des services en général. À moyen terme, le taux de croissance économique devrait se rapprocher de la moyenne nationale plus qu'il ne l'a été ces derniers temps.

Même si, en 1977, la masse salariale a augmenté moins rapidement en Nouvelle-Écosse que dans l'ensemble du Canada, le revenu des particuliers (en raison d'une hausse plus rapide des revenus de transfert) s'est accru plus vite dans la province (9.8 pour cent) qu'au pays (9.5 pour cent).

À court terme, on s'attend à ce que l'économie de la Nouvelle-Écosse amorce une reprise modérée par rapport aux faibles niveaux d'activité économique enregistrés en 1977. On prévoit des accroissements du rendement dans la construction, la fabrication, les services d'utilité publique et les services en général, et des augmentations plus modestes dans les secteurs des forêts et des mines; le taux de chômage ne devrait cependant pas baisser beaucoup plus bas que 10 pour cent en 1978.

Les perspectives à moyen terme pour l'économie de la province sont quelque peu encourageantes, l'aperçu d'ensemble des investissements étant relativement prometteur. Un certain nombre d'importants projets annoncés, principalement gouvernementaux, devraient être amorcés et, d'ici à 1980, leur effet conjugué devrait contribuer à atténuer le chômage.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

La population de la Nouvelle-Écosse a progressé de 5.0 pour cent entre 1971 et 1976, contre un accroissement de 6.6 pour cent dans l'ensemble du pays. La hausse la plus importante depuis 1971 s'est produite dans les comtés du centre de la province, bien que quelques-uns des comtés périphériques aient enregistré des augmentations en pourcentage étonnamment élevées.

Le gros de l'accroissement s'est situé à l'extérieur des centres urbains, le pourcentage de population rurale ayant nettement augmenté, passant de 42.0 pour cent en 1971 à 44.2 pour cent en 1976. Les facteurs qui expliquent ce changement sont un renversement des tendances migratoires (les fortes migrations hors de la province ayant fait place, depuis 1971, à une immigration nette évaluée à 1 400 personnes par an), des impôts fonciers moins élevés et un meilleur accès des régions résidentielles rurales aux emplois urbains grâce à un réseau routier amélioré.

Le marché du travail

Ces deux dernières années, il n'y a pratiquement pas eu création de nouveaux emplois en Nouvelle-Écosse; le niveau d'emploi est demeuré constant en 1975 et 1976 et ne s'est accru que de 0.9 pour cent en 1977. Pendant la même période cependant, la population active a augmenté d'environ 13 000 personnes. En conséquence, le taux de chômage est passé de 7.8 pour cent en 1975 (seulement 0.9 point au-dessus de la moyenne canadienne) à 10.8 pour cent en 1977 (plus de 2.5 points au-dessus du taux national).

Dans certaines parties de la Nouvelle-Écosse, le chômage a atteint des niveaux extrêmement élevés. Par exemple, la moyenne pour les premiers dix mois de 1977 s'établissait à 14.2 pour cent dans le nord de la province et à 14.8 pour cent au Cap-Breton.

Le climat des investissements

Les institutions et les administrations publiques ont toujours compté pour une part appréciable des investissements de capital en Nouvelle-Écosse. Depuis 1961, leur part des investissements totaux n'est jamais descendue au-dessous de 20 pour cent. Au début des années 70, cependant, la dépendance à l'égard de ces catégories a donné des signes de fléchissement mais, à la suite de la récession de 1974, le climat des investissements privés s'est considérablement détérioré. Les investissements du secteur manufacturier ont diminué en 1975 et en 1976 et n'ont commencé à s'améliorer qu'en 1977. Cette année-là, les investissements du secteur privé sont demeurés limités en Nouvelle-Écosse. On s'attend à un retournement d'ensemble en 1978. C'est principalement grâce à la croissance des investissements dans le secteur public et les services

LA NOUVELLE-ÉCOSSE

APERÇU GÉNÉRAL

On estime que le produit intérieur réel de la Nouvelle-Écosse s'est accru de 2.2 pour cent en 1977, contre une hausse de 2.9 pour cent pour l'ensemble du pays. Bien que cette augmentation ait contribué à diminuer l'écart de progression entre la moyenne néo-écossaise et la moyenne nationale depuis 1976, elle peut être imputée en grande partie à un ralentissement général de l'activité à l'échelle nationale. Une certaine reprise est prévue pour la province l'an prochain, la production et l'emploi devant s'accroître un peu plus rapidement qu'au cours des deux années précédentes. On peut attribuer le ralentissement de l'activité économique de la province, en 1977, au comportement de l'industrie de la construction et de l'agriculture, de même qu'à un faible rendement des secteurs manufacturiers (en particulier la construction navale), des services d'utilité publique et du secteur des services en général. À moyen terme, le taux de croissance économique devrait se rapprocher de la moyenne nationale plus qu'il ne l'a été ces derniers temps.

Même si, en 1977, la masse salariale a augmenté moins rapidement en Nouvelle-Écosse que dans l'ensemble du Canada, le revenu des particuliers (en raison d'une hausse plus rapide des revenus de transfert) s'est accru plus vite dans la province (9.8 pour cent) qu'au pays (9.5 pour cent).

À court terme, on s'attend à ce que l'économie de la Nouvelle-Écosse amorce une reprise modérée par rapport aux faibles niveaux d'activité économique enregistrés en 1977. On prévoit des accroissements du rendement dans la construction, la fabrication, les services d'utilité publique et les services en général, et des augmentations plus modestes dans les secteurs des forêts et des mines; le taux de chômage ne devrait cependant pas baisser beaucoup plus bas que 10 pour cent en 1978.

Les perspectives à moyen terme pour l'économie de la province sont quelque peu encourageantes, l'aperçu d'ensemble des investissements étant relativement prometteur. Un certain nombre d'importants projets annoncés, principalement gouvernementaux, devraient être amorcés et, d'ici à 1980, leur effet conjugué devrait contribuer à atténuer le chômage.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

La population de la Nouvelle-Écosse a progressé de 5.0 pour cent entre 1971 et 1976, contre un accroissement de 6.6 pour cent dans l'ensemble du pays. La hausse la plus importante depuis 1971 s'est produite dans les comtés du centre de la province, bien que quelques-uns des comtés périphériques aient enregistré des augmentations en pourcentage étonnamment élevées.

Le gros de l'accroissement s'est situé à l'extérieur des centres urbains, le pourcentage de population rurale ayant nettement augmenté, passant de 42.0 pour cent en 1971 à 44.2 pour cent en 1976. Les facteurs qui expliquent ce changement sont un renversement des tendances migratoires (les fortes migrations hors de la province ayant fait place, depuis 1971, à une immigration nette évaluée à 1 400 personnes par an), des impôts fonciers moins élevés et un meilleur accès des régions résidentielles rurales aux emplois urbains grâce à un réseau routier amélioré.

Le marché du travail

Ces deux dernières années, il n'y a pratiquement pas eu création de nouveaux emplois en Nouvelle-Écosse; le niveau d'emploi est demeuré constant en 1975 et 1976 et ne s'est accru que de 0.9 pour cent en 1977. Pendant la même période cependant, la population active a augmenté d'environ 13 000 personnes. En conséquence, le taux de chômage est passé de 7.8 pour cent en 1975 (seulement 0.9 point au-dessus de la moyenne canadienne) à 10.8 pour cent en 1977 (plus de 2.5 points au-dessus du taux national).

Dans certaines parties de la Nouvelle-Écosse, le chômage a atteint des niveaux extrêmement élevés. Par exemple, la moyenne pour les premiers dix mois de 1977 s'établissait à 14.2 pour cent dans le nord de la province et à 14.8 pour cent au Cap-Breton.

Le climat des investissements

Les institutions et les administrations publiques ont toujours compté pour une part appréciable des investissements de capital en Nouvelle-Écosse. Depuis 1961, leur part des investissements totaux n'est jamais descendue au-dessous de 20 pour cent. Au début des années 70, cependant, la dépendance à l'égard de ces catégories a donné des signes de fléchissement mais, à la suite de la récession de 1974, le climat des investissements privés s'est considérablement détérioré. Les investissements du secteur manufacturier ont diminué en 1975 et en 1976 et n'ont commencé à s'améliorer qu'en 1977. Cette année-là, les investissements du secteur privé sont demeurés limités en Nouvelle-Écosse. On s'attend à un retournement d'ensemble en 1978. C'est principalement grâce à la croissance des investissements dans le secteur public et les services

d'utilité publique, sauf peut-être en 1975, que les dépenses d'immobilisations de la Nouvelle-Écosse ont pu augmenter sensiblement au même rythme que pour l'ensemble du Canada.

Aperçu sectoriel

- L'agriculture a paru faible en 1977 comparativement à 1976, où le rendement avait été supérieur à la moyenne. En fait, le rendement global a diminué en termes réels en 1977 par rapport à l'année précédente.
- Les industries minière et forestière ont été relativement prospères en 1977. Le rendement de cette dernière industrie demeure à la hausse en 1977, même si l'on tient compte des niveaux de rendement artificiellement bas enregistrés en 1976 en raison d'une grève prolongée. De même, le rendement de l'industrie minière s'est accru de près de 6 pour cent en 1976, en grande partie grâce à des augmentations de la production du charbon et du gypse.
- De même, l'industrie de la construction a fait face à un recul en 1977, en raison principalement d'une diminution des mises en chantier de l'ordre de 25 pour cent. Par ailleurs, la construction non résidentielle a affiché en 1977 une hausse plus rapide en Nouvelle-Écosse qu'au Canada dans son ensemble.
- Dans son ensemble, le secteur de la fabrication a fonctionné au ralenti en 1977 et n'a enregistré qu'une modeste croissance réelle de la valeur de ses expéditions. Le gros de cet accroissement peut être attribué à la reprise dans les usines de pâtes et papiers, cependant que des augmentations modérées se sont également produites dans les domaines de la transformation des boissons et des aliments, de la fabrication de produits en métal et du raffinage du pétrole. Les expéditions des industries du matériel de transport ont cependant diminué en valeur de 40 pour cent en raison de la faiblesse des marchés de la construction navale et ferroviaire.
- Le rendement de l'industrie des services en général et du secteur des services d'utilité publique s'est accru lentement en 1977 comparativement à 1976. On s'attend à ce que leur croissance soit inférieure en 1977 à la moyenne nationale, mais on prévoit une amélioration en 1978. L'industrie touristique s'est légèrement consolidée en 1977. L'Exposition mondiale sur les pêches et la dévaluation du dollar canadien ont contribué à attirer les touristes dans la région.

La situation économique sous-provinciale

Comme par le passé, le comté d'Halifax et la région centrale ont connu des taux de chômage et d'activité économique plus près de la moyenne nationale que le reste de la province. Les perspectives pour les quelques prochaines années

laissent aussi présager la poursuite d'une croissance plus rapide dans ces régions qu'ailleurs dans la province, non seulement en termes de croissance absolue, mais aussi sur le plan de la diversification économique.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

On s'attend que le secteur de la fabrication obtienne un rendement mitigé à moyen terme. L'industrie de la construction navale éprouvera des difficultés et nécessitera des rajustements. Au mois de janvier 1978, les chantiers navals de Halifax auront mis à pied 900 travailleurs. Les perspectives à moyen terme pour l'usine de wagons Hawker Siddeley de Trenton sont plus encourageantes, avec l'annonce de la signature d'un contrat de \$40 à \$45 millions avec le Venezuela. Les usines de pneus Michelin, situées dans la province, continueront d'assurer une source stable d'emplois et de revenus; cette entreprise vient tout juste de terminer des travaux d'expansion qui porteront ses effectifs à 3 000 (de 1 000 qu'ils étaient à l'origine en 1971) et feront d'elle le plus important employeur privé de la province. La Sydney Steel Corporation demeurera, à moyen terme, dans une situation précaire. L'annonce faite dernièrement quant à la conclusion fort possible d'un contrat de \$45 millions avec le Venezuela pour la fabrication de rails, dans le cadre du projet ferroviaire de ce pays, et l'injection, par l'administration fédérale, de quelque \$19.5 millions, principalement au titre des immobilisations et de l'équipement, devraient stabiliser la population active à moyen terme. Dans l'ensemble, on s'attend, à moyen terme, que les emplois dans le secteur manufacturier augmentent de 650 à 700 par an.

Dans le domaine de la construction non résidentielle, des projets précis comme le projet de modernisation du chantier naval de la B.F.C. de \$100 millions, le nouveau terminal à conteneurs de \$60 millions, l'exploitation d'une nouvelle mine de charbon à ciel ouvert et le nouveau centre de distribution de "Home Hardware" de Debert produiront certainement un effet positif sur l'emploi.

Les secteurs des forêts et de l'agriculture continueront de n'afficher qu'une modeste croissance à moyen terme. On estime que, par le biais des ententes auxiliaires conclues entre le MEER et la Nouvelle-Écosse, on consacra quelque \$67.3 millions au cours des cinq prochaines années pour créer des unités de production efficaces, réduire la dépendance de la province à l'égard des aliments importés et encourager, à long terme, la production de fibres de bois dans l'industrie forestière, stabilisant ainsi l'emploi dans ces secteurs.

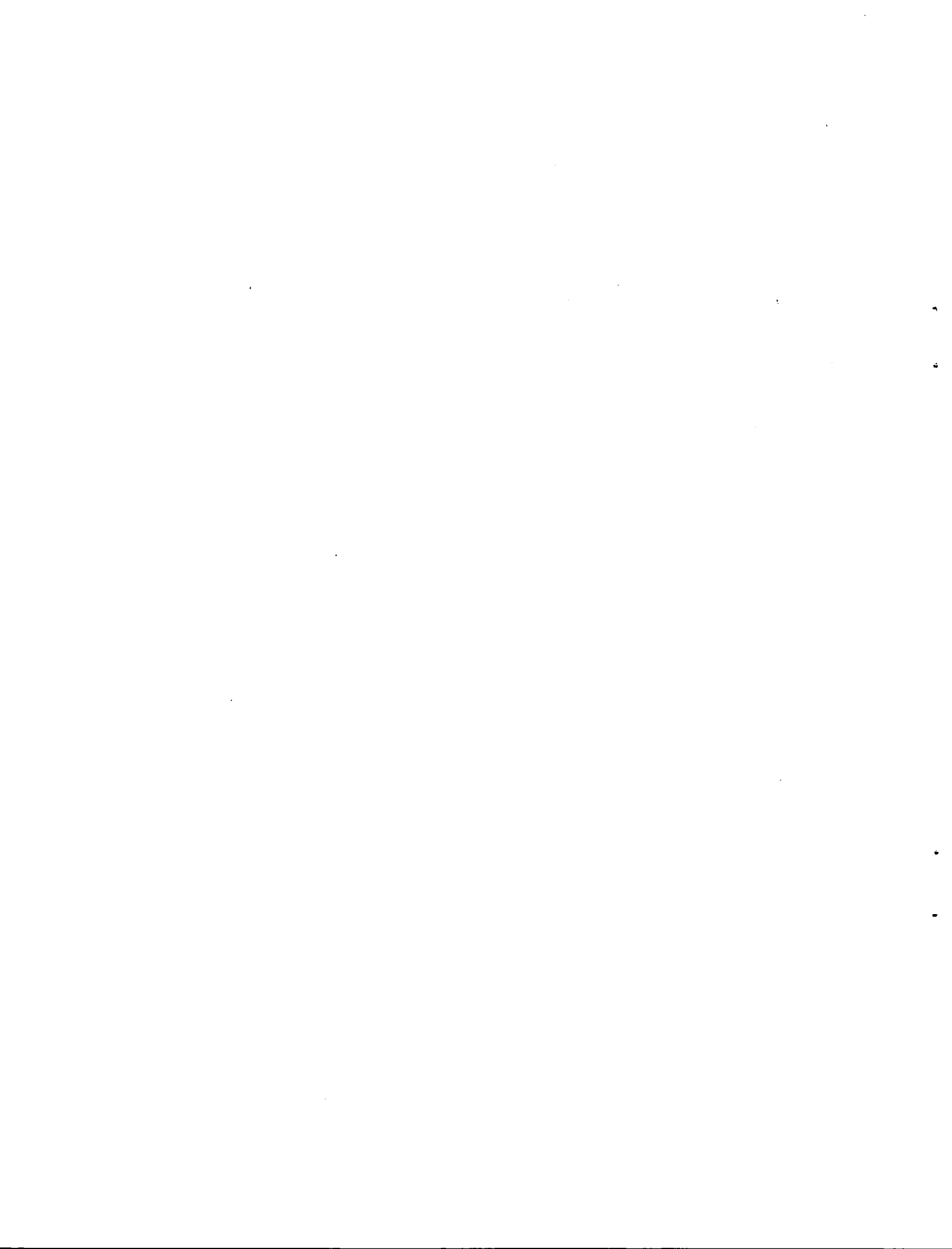
Le secteur des pêches possède, à long terme, un potentiel de croissance modérée, compte tenu de l'établissement de la limite de 200 milles, mais on n'entrevoit aucune perspective de croissance à moyen terme sur une grande échelle. On ne s'attend pas à ce que les stocks augmentent d'ici à 1985; toutefois, certains investissements au titre de l'expansion et de la modernisation de la flotte pourraient être réalisés avant cette date.

En 1974, l'industrie minière a commencé à renverser sa tendance à la baisse, comme en témoigne l'augmentation de 90 pour cent dans la production de charbon de 1974 à 1976. On s'attend qu'à moyen terme, la Société de développement du Cap-Breton effectue des opérations charbonnières rentables pour la première fois depuis sa création en 1967. L'ouverture d'autres mines, comme la mine à ciel ouvert de Stellarton, est également prévue en 1978. Le marché du gypse s'est amélioré par suite de l'activité accrue du marché de l'habitation aux États-Unis.

La croissance modérée de l'industrie touristique de la Nouvelle-Écosse se poursuivra à moyen terme et sera accompagnée d'améliorations des installations matérielles et des attractions grâce à l'entente auxiliaire sur le tourisme intervenue entre le MEER et la Nouvelle-Écosse, qui permettra de dépenser quelque \$13.7 millions au cours des cinq prochaines années.

Le rendement des services d'utilité publique devrait s'accroître d'environ 15 pour cent en 1978, étant donné que la première des deux installations de la centrale hydro-électrique de Wreck Cove sera mise en service au début de l'année. La Nouvelle-Écosse est présentement la deuxième province qui supporte au Canada les coûts d'électricité les plus élevés. On s'attend qu'à moyen terme, elle se rapprochera de la moyenne nationale, étant donné qu'elle diminue sa dépendance à l'égard du pétrole importé et a davantage recours au charbon néo-écossais pour la production thermique. À moyen terme cependant, on estime que les coûts énergétiques poseront de sérieuses contraintes au développement de la province.

Pour le moment, on ne prévoit pas que les projets majeurs de développement, tels ceux de la Cansteel pour le Cap-Breton et de " Gateway " pour la région métropolitaine de Halifax-Dartmouth, seront réalisés à moyen terme, bien que ces deux projets puissent s'avérer viables dans le futur.



LE NOUVEAU-BRUNSWICK

APERÇU GÉNÉRAL

Ces deux dernières années, la croissance économique du Nouveau-Brunswick a été inférieure à la moyenne canadienne. En 1976, le taux d'emploi s'est accru de 1.3 pour cent dans cette province, contre 2.2 pour cent pour le Canada, et la production a augmenté de 3.7 pour cent, contre un peu moins de 5 pour cent à l'échelle nationale. On ne prévoit pas de hausse de l'emploi pour 1977, bien que le taux d'accroissement prévu soit approximativement de 2 pour cent pour l'ensemble du Canada. En 1978, l'activité économique de la province devrait s'accélérer, la production et l'emploi se rapprochant du taux national, mais tout en y demeurant inférieure.

La croissance économique a ralenti de façon considérable au Nouveau-Brunswick, si l'on compare à la période 1971-1975, où la croissance réelle de la production et de l'emploi a dépassé la moyenne canadienne. Toutefois, les progrès réalisés dans la première moitié de l'actuelle décennie en vue de réduire les inégalités de revenu entre le Nouveau-Brunswick et le reste du pays ne se sont pas poursuivis, mais ont plutôt fait place récemment à un ralentissement. Le revenu gagné par habitant, qui s'était accru pour correspondre à 71 pour cent de la moyenne nationale pour la période 1971-1975, est tombé à peu près au niveau de 1971 (68 pour cent).

Actuellement, les principaux secteurs favorisant la croissance de la production provinciale sont les services publics et les mines. Les dépenses de consommation et la construction résidentielle ont diminué par rapport aux niveaux de 1976 en chiffres réels, en raison principalement du ralentissement de la croissance de l'emploi.

Les montants d'investissement ont diminué légèrement en chiffres réels depuis 1975, mais ils sont demeurés élevés en raison des investissements dans les services d'utilité publique. Toutefois, les placements de nouveaux capitaux dans le secteur manufacturier ont diminué par rapport au sommet qu'ils avaient atteint en 1975.

À moyen terme, les gros investissements prévus dans des projets liés aux mines et à l'énergie devraient aider le Nouveau-Brunswick à atteindre des taux de croissance équivalents à la moyenne nationale. Les perspectives provinciales pour l'agriculture, la pêche, les mines et les activités connexes

d'approvisionnement et de transformation sont bonnes et les taux de croissance estimés devraient excéder les tendances récentes. Toutefois, à cause d'une croissance rapide de la main-d'oeuvre, il ne faut pas s'attendre avant plusieurs années à ce que la croissance de l'emploi puisse de façon soutenue l'excéder. À court terme, l'on peut s'attendre à ce que le taux de chômage excède le taux moyen de 13.5 pour cent qui a prévalu en 1977.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

Pour la période 1971-1977, le Nouveau-Brunswick, avec des immigrations nettes positives, a connu une croissance démographique marginalement supérieure à la moyenne canadienne, ce qui signifie un revirement par rapport à la tendance historique selon laquelle la province enregistrait des pertes constantes de population en faveur du reste du Canada. Cependant, l'immigration nette semble avoir diminué récemment, passant d'un niveau de 5 000 à 6 000 en 1975 à environ 1 000, peut-être en raison de la détérioration de la situation économique provinciale. La composition de la population par âge demeure concentrée dans le groupe précédent l'âge d'activité et dans le groupe des 65 ans et plus, ce qui produit un taux de dépendance supérieur à la moyenne nationale.

La croissance démographique à l'intérieur de la province traduit principalement le mouvement de la population rurale vers les centres urbains du Sud offrant des possibilités d'emploi. La croissance démographique de la province peut être surtout attribuable à l'expansion économique de villes comme Saint-Jean, Moncton et Fredericton, et, en fait, un seul comté rural, celui de Gloucester, situé en dehors de la zone d'influence de ces villes, a connu une immigration interne nette de 1971 à 1976.

Le marché du travail

En général, la croissance de l'emploi n'a pas suivi le même rythme que la croissance de la population active au cours des années 70, et le taux de chômage a plus que doublé, passant de 6.2 pour cent en 1971 à 13.5 pour cent en 1977. De 1970 à 1975, l'emploi s'est élevé à des taux historiquement élevés, mais la population active, favorisée par l'entrée de jeunes et l'immigration, s'est accrue encore plus rapidement. Bien que le taux de croissance de la population active ait, depuis, ralenti quelque peu, les très faibles taux de croissance de l'emploi en 1976 et en 1977 ont entraîné une hausse vertigineuse du chômage ces deux dernières années.

Le climat des investissements

Les investissements ont augmenté de façon régulière au Nouveau-Brunswick depuis le début de la présente décennie pour atteindre un sommet en 1975. Ces deux dernières années, les dépenses ont diminué légèrement en dollars réels par rapport au niveau de 1975, les tendances variant toutefois

considérablement entre les secteurs d'activité. Les nouveaux investissements ont été orientés de façon disproportionnée dans le secteur des services d'utilité publique.

On prévoit une augmentation importante des investissements et un meilleur équilibre entre les secteurs d'activité économique. Les augmentations devraient favoriser principalement les secteurs connexes aux mines et à l'énergie et, de façon moindre, l'agriculture, le commerce, les services ainsi que les administrations publiques et les institutions.

Toutefois, dans le secteur important de l'industrie manufacturière, les perspectives de croissance des investissements sont pessimistes. Ainsi, une incertitude considérable, liée en partie à la faiblesse de l'économie à l'échelle nationale et internationale, entoure actuellement la réalisation d'entreprises importantes de traitement des métaux communs et de construction navale.

Aperçu sectoriel

- Il semble que, ces dernières années, la baisse de longue date de la production et de l'emploi en chiffres réels dans le secteur agricole ait laissé place à une nouvelle tendance. En 1976, par exemple, l'indice de la production matérielle a atteint son plus haut niveau depuis 1968.

À moyen terme, on envisage une forte croissance en agriculture et dans les secteurs connexes, en partie parce qu'une production intérieure accrue sera appelée à remplacer les produits de l'extérieur sur le marché provincial. En outre, on s'attend à une forte augmentation des exportations de produits tels que les pommes de terre de semence, les pommes de terre traitées, ainsi que les fruits et légumes frais et surgelés.

- L'industrie minière du Nouveau-Brunswick a connu des augmentations de production réelle, en dépit de la récession actuelle dans ce secteur à l'échelle mondiale. La principale raison de la force relative de cette industrie au Nouveau-Brunswick est que le plomb, principal élément de la production de métaux non ferreux dans cette province, est l'un des rares métaux pour lesquels la demande et les prix sont demeurés constants.

Les perspectives à moyen terme pour cette activité économique au Nouveau-Brunswick continuent d'être prometteuses. Bien que l'important projet d'expansion du riche dépôt de plomb-zinc de la Brunswick Mining and Smelting ait récemment été retardé d'un an en raison de la faiblesse des marchés, on prévoit un accroissement de la production et de l'emploi lorsque les marchés mondiaux se raffermiront.

- Les perspectives sont très bonnes dans le secteur de la potasse. On a annoncé l'aménagement d'une mine importante au début de l'année et on pourrait faire de même dans le cas d'une autre mine avant la fin de 1978.
- La croissance de la production manufacturière a généralement dépassé la moyenne canadienne depuis 1971. Cette croissance est principalement attribuable aux secteurs traditionnels, liés aux ressources tels que les pâtes, le papier journal, le bois d'oeuvre et les produits alimentaires.
- La faiblesse de la situation nationale et internationale en 1976 et en 1977 a entraîné la perte de la plupart des gains réalisés dans les secteurs non liés aux ressources au cours de la période 1971-1975. Des fermetures d'usines et des mises à pied ont produit une perte nette de 2 000 emplois manufacturiers depuis 1975.
- Les perspectives à moyen terme sont variables. Etant donné les limites des ressources, on prévoit une faible croissance dans l'importante industrie des produits forestiers, qui représente plus du quart des emplois manufacturiers. Les perspectives de croissance sont quelque peu meilleures pour la transformation des produits de l'agriculture et de la pêche. Grâce à un redressement soutenu des marchés mondiaux, on pourrait s'attendre à un accroissement de la fonte du plomb et du zinc.

La situation économique sous-provinciale

Selon une tendance bien établie, l'essentiel de la croissance économique provinciale se produit dans les régions urbanisées du Sud. Au cours de la période 1971-1976, les inégalités dans les niveaux du revenu et de l'emploi entre les régions rurales du Nord et les régions urbaines du Sud se sont accentuées fort sensiblement. Cette situation s'est produite parallèlement aux migrations assez importantes vers les régions urbaines, dont nous avons parlé plus haut.

Malgré la très faible croissance économique en 1977, l'économie des régions rurales a été relativement forte. Toutefois, en cas de reprise de la croissance économique, les inégalités pourraient bien s'accroître davantage entre les régions du Nord et du Sud, et les migrations pourraient se poursuivre vers les centres urbains.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le Nouveau-Brunswick pourrait accroître sensiblement la production et la transformation de certains produits pour lesquels il possède un avantage comparatif, étant donné son climat et la disponibilité de ses terres. Il existe toutefois des contraintes à ces possibilités de développement : une répartition inadéquate des installations, en particulier pour les pommes de

terre, une commercialisation insuffisante, un contrôle imparfait de la qualité des produits et un faible niveau d'efficacité productive. Pour plusieurs produits, l'absence d'installations de transformation restreint sensiblement les chances d'atteindre les niveaux possibles de production. L'aménagement des installations nécessaires représente une possibilité importante en soi.

Dans le secteur de la pêche, le Nouveau-Brunswick jouit d'installations modernes de transformation du poisson et d'une main-d'oeuvre nombreuse. On pourrait accroître la production réelle et l'emploi en augmentant la production de coquillages, de certaines espèces actuellement sous-utilisées et des poissons de fond, étant donné une reconstitution des stocks. Il serait aussi possible de réduire la saisonnalité de la production existante, la principale contrainte dans cette industrie. De plus, la flotte commence à vieillir et manque de brise-glaces et de chalutiers-congélateurs. On pourrait aussi améliorer la commercialisation et la distribution.

Le bois du Nouveau-Brunswick présente l'avantage d'un coût peu élevé, si on le compare à la moyenne pour l'est du Canada, et celui d'être à proximité du marché du nord-est des États-Unis. Toutefois, la coupe annuelle permise est actuellement presque totalement utilisée. Pourtant, on pourrait accroître la productivité de l'exploitation forestière grâce à la mécanisation accélérée et à la formation de la main-d'oeuvre. À plus long terme, on pourrait aussi élever les niveaux annuels de coupe permise au Nouveau-Brunswick grâce à un programme intensif d'aménagement forestier. Les possibilités dans le secteur des pâtes et papiers exigent une modernisation et une rationalisation des usines de traitement, de façon à améliorer l'efficacité et à permettre une meilleure utilisation des ressources disponibles. Dans le secteur du bois d'oeuvre, il serait possible d'accroître l'efficacité en améliorant les techniques de transformation des petites billes et en créant des produits qui permettraient leur utilisation.

Le Nouveau-Brunswick possède de riches et importants dépôts de métaux communs, de potasse et de tourbe. En outre, la plupart des dépôts de minéraux ont l'avantage d'être à proximité des eaux côtières. Il serait possible d'accroître l'extraction et le traitement du plomb et du zinc, ainsi que de la tourbe. La tourbe offre en particulier des possibilités d'alimentation pour l'énergie électrique.

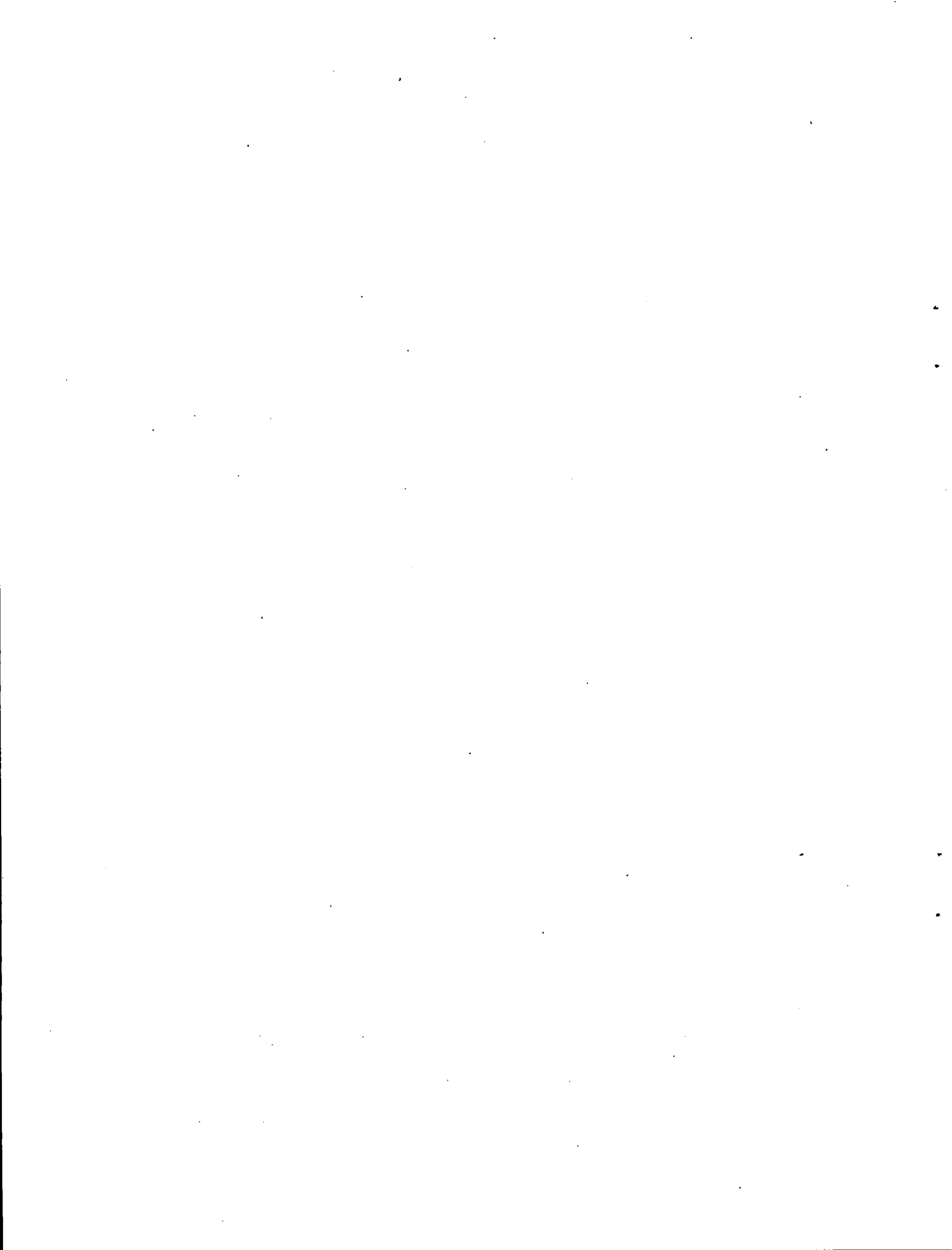
La principale restriction dans le cas de la tourbe est le manque de renseignements détaillés quant au volume et à la qualité des ressources. Pour ce qui est des métaux communs, les principales limites sont la dépression actuelle des marchés et la faible liquidité des producteurs.

La province a l'avantage de posséder des ports en eau profonde et d'être située de façon stratégique entre l'Europe et les États-Unis. Il serait possible d'accroître considérablement l'exploitation portuaire et les activités connexes à Saint-Jean. Toutefois, il faudra investir pour améliorer les installations, actuellement insatisfaisantes, de manutention du fret (céréales et produits forestiers) et d'entreposage frigorifique. Dans le cas de la construction navale, les perspectives sont assez heureuses en vue de la construction de brise-glaces destinés à l'Arctique et de transporteurs de gaz

naturel liquéfié, ainsi qu'en vue de l'accroissement des activités de reconstruction et de réparation. Les principales contraintes sont la taille insatisfaisante des installations actuelles et le manque de compétitivité des chantiers canadiens de construction sur le plan international.



- ☐ BUREAU RÉGIONAL
- ⊙ BUREAU PROVINCIAL
- △ BUREAU AUXILIAIRE



LA RÉGION DU QUÉBEC

APERÇU GÉNÉRAL

L'économie du Québec enregistre, depuis le troisième trimestre de 1976, un ralentissement important de sa croissance économique. Depuis cette date, le taux de chômage s'est accru de façon sensible pour atteindre une moyenne de 10.3 pour cent pour l'année 1977, ce qui représente un niveau sans précédent depuis la dernière guerre. Au-delà de la conjoncture difficile que traverse actuellement le Québec et qui caractérise aussi l'ensemble de l'économie canadienne, il existe des tendances à long terme qui apparaissent particulièrement inquiétantes dans le cas du Québec. Sauf pendant les périodes qui ont précédé la tenue de l'Expo 67 et des jeux Olympiques, la croissance de l'activité économique au Québec, depuis le début des années 60, a généralement été inférieure à la moyenne nationale et le Québec a vu sa position relative se détériorer.

Le recul du Québec s'est fait sentir dans la plupart des secteurs et notamment dans l'industrie manufacturière où la part québécoise des investissements canadiens a eu tendance à diminuer et où les investissements furent insuffisants pour moderniser une structure industrielle concentrée, de longue date, dans les secteurs traditionnels. Le peu de dynamisme de l'économie québécoise s'est forcément traduit par un rythme de création d'emplois nettement inférieur à la moyenne canadienne et insuffisant pour absorber la croissance de la population active. Aussi, la croissance de la population de la province s'est ralentie de façon marquée et le poids démographique du Québec a diminué progressivement depuis le milieu des années 60. Même si certaines régions du Québec sont parvenues à améliorer leur position relative, il existe encore d'importantes inégalités régionales, surtout en termes de chômage et de revenu par habitant. Également, la région de Montréal est maintenant plus difficilement en mesure que dans le passé de jouer son rôle moteur dans l'économie provinciale et de maintenir sa position relative à l'échelle nord-américaine.

Au cours des prochaines années, l'économie québécoise continuera d'être caractérisée par des taux de chômage relativement élevés. Les tendances passées et les circonstances actuelles laissent entrevoir, à moyen terme, pour le Québec, la possibilité d'une diminution de sa part relative de la population, de la production et de l'emploi à moyen terme, et l'on pourrait observer en particulier une réduction de la part québécoise de la production

canadienne du secteur manufacturier. Le renforcement et la modernisation de l'industrie manufacturière ainsi qu'un rôle accru de Montréal dans un certain nombre de secteurs clefs apparaissent comme des conditions essentielles à l'amélioration, à long terme, de la situation économique au Québec.

Rappelons que le Québec dispose de plusieurs avantages comparatifs sur lesquels il peut miser pour favoriser le développement à moyen terme de son économie, en dépit de certaines limites que lui impose sa structure industrielle. Le Québec possède des ressources naturelles relativement abondantes qui sont toutefois largement exportées à l'état brut. L'augmentation du degré de transformation de ces ressources laisse entrevoir d'intéressantes possibilités de développement pour l'industrie sidérurgique, celle des produits de l'amiante, de même que celle des produits alimentaires congelés et surgelés. La disponibilité d'énergie hydro-électrique, dont le prix est très concurrentiel, confère au Québec, dans le contexte énergétique actuel, un atout de première importance pour favoriser le développement d'industries manufacturières hautement productives, notamment dans les secteurs de l'électrométallurgie et de l'électrochimie. L'agglomération de Montréal constitue par ailleurs un facteur d'attraction important à la fois en raison de sa taille et de la diversité de ses industries de services. Le développement des industries du secteur tertiaire, telles les activités du transport, de la recherche et des services commerciaux et financiers, pourra y être favorisé. Finalement, le Québec constitue le second marché en importance après l'Ontario et dispose d'une main-d'oeuvre de plus en plus qualifiée. Il importe également de mentionner l'existence d'une assise industrielle et d'une compétence technologique relativement fortes dans certains secteurs, notamment le matériel de transport, les instruments de communication, le matériel électrique et les produits pharmaceutiques.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

Entre 1976 et 1977, la population du Québec a augmenté de 48 700, atteignant 6 283 100 habitants. Depuis le milieu des années 60, la croissance de la population québécoise a été faible et le Québec a connu une diminution constante de son poids démographique dans l'ensemble canadien. Alors que la population du Québec comptait pour environ 29 pour cent du total canadien en 1963, elle ne représente plus que 27 pour cent du total en 1977.

Depuis 1969, le Québec est la seule province à enregistrer un taux de croissance annuel de sa population constamment inférieur à 1.0 pour cent. Cette faible progression démographique s'explique à la fois par la diminution régulière depuis 1961 du taux de natalité et par des déficits migratoires importants, surtout entre 1970 et 1973, ainsi que plus récemment. Cette absence de dynamisme sur le plan démographique risque de conduire à un rétrécissement graduel du marché intérieur québécois et pourrait se répercuter sur les décisions d'investissement des entreprises.

Le marché du travail

La détérioration récente des conditions économiques au Québec n'a fait qu'amplifier certains problèmes de l'économie québécoise, notamment au chapitre des conditions du marché du travail. Durant le dernier trimestre de 1977, le taux de chômage s'élevait à un niveau supérieur à 11.0 pour cent. Ce sont les jeunes qui connaissent les taux de chômage les plus élevés et c'est Montréal qui a été la région la plus touchée par le ralentissement économique, puisque le taux de chômage y passait de 6.5 pour cent en 1975 à 9.4 pour cent en 1977, le nombre de chômeurs s'accroissant de 53 000 entre ces deux dates.

Au cours de la période 1966-1977, la population active du Québec, avec un taux annuel moyen de 2.6 pour cent, augmentait moins rapidement qu'en Ontario (3.4 pour cent) et qu'au Canada dans son ensemble (3.2 pour cent). Par ailleurs, l'emploi augmentait également moins rapidement au Québec (1.9 pour cent) qu'en Ontario (3.0 pour cent) et que dans l'ensemble du pays (2.7 pour cent), cet écart de croissance étant plus considérable que dans le cas de la population active. En raison de la trop faible création nette d'emplois et malgré un taux d'activité qui, bien qu'il se soit accru, s'est néanmoins maintenu à un niveau plus bas qu'en Ontario, le Québec a connu un taux de chômage plus élevé que ceux de l'Ontario et de l'ensemble du Canada.

Le climat des investissements

La performance de l'économie québécoise, au chapitre des investissements, avait été particulièrement décevante au cours de la seconde moitié des années 60 et le Québec avait alors enregistré une détérioration marquée de sa position relative. Si on fait exception de l'année 1976, le Québec, a depuis le début des années 70, amélioré sa performance au chapitre des investissements. Ils ont en effet augmenté à un rythme annuel moyen d'environ 20 pour cent entre 1971 et 1975 et le taux de croissance des investissements québécois fut continuellement supérieur à celui des investissements effectués en Ontario. Cette remontée a fait en sorte que la part québécoise de l'ensemble des investissements réalisés au Canada s'est accrue, passant de 19.2 pour cent en 1970 à 24.0 pour cent en 1975. De plus, il est prévu par l'enquête de Statistique Canada que la croissance des investissements sera de l'ordre de 14.3 pour cent en 1977, en comparaison d'une croissance de 10.5 pour cent au Canada et de 6.2 pour cent en Ontario.

La tenue satisfaisante des investissements totaux est en large partie attribuable à la mise en chantier de nombreux projets publics. Jusqu'en 1975, la proportion des investissements publics et parapublics par rapport aux investissements totaux oscillait autour de 32 pour cent, et l'on observe depuis 1975 une contribution relativement plus importante du secteur public alors que la proportion se maintient à un niveau très voisin de 40 pour cent, ceci reflétant en quelque sorte la faiblesse relative des investissements du secteur privé.

D'autre part, l'enquête d'octobre 1977 du ministère de l'Industrie et du Commerce quant aux intentions d'investissement de 300 grandes entreprises au Canada prévoit un changement dans les investissements de l'ordre de

5 pour cent pour le Québec et de 6 pour cent pour le Canada entre 1977 et 1978. Au Québec, les investissements du secteur manufacturier s'accroîtraient de 22.5 pour cent (9 pour cent au Canada) entre ces deux dates et ceux du secteur non manufacturier, de 2.1 pour cent (5.6 pour cent au Canada).

Aperçu sectoriel

Au Québec, la structure des activités économiques s'est modifiée de façon sensiblement analogue à l'évolution observée dans l'ensemble du Canada. Les industries du secteur tertiaire occupent une place de plus en plus importante au sein de l'économie, tant en termes de production que d'emploi. En 1961, ces industries étaient responsables de 52 pour cent de l'emploi total au Québec alors qu'en 1976, la proportion atteignait 65 pour cent. Parallèlement à la croissance du secteur tertiaire, le Québec a vu diminuer l'importance relative des secteurs primaire et secondaire.

- Les activités primaires ont vu leur importance relative régresser sensiblement, car le pourcentage de l'emploi est passé de 11.5 en 1961 à 5.0 en 1976.
- Dans le secteur agricole, le Québec a enregistré en 1977 une baisse de 8.0 pour cent dans le revenu net agricole qui fait suite à une diminution de 19.5 pour cent en 1976, cette situation s'expliquant par une hausse importante des dépenses d'exploitation.
- L'industrie minière traverse une période difficile puisque, pour les neuf premiers mois de 1977 et par rapport à l'année précédente, le volume des expéditions minérales a diminué pour huit métaux, notamment le fer et le cuivre. La faiblesse de la demande mondiale et les stocks volumineux qui existent pour plusieurs métaux expliquent la situation précaire du secteur minier, bien qu'on puisse envisager certaines améliorations si les récentes explorations se révélaient fructueuses.
- La performance récente du secteur forestier est caractérisée par une diminution de la production du bois à pâte et une augmentation de celle du bois d'oeuvre. Les activités de l'abattage sont, d'une part, influencées par la faible demande américaine de papier journal. D'autre part, elles bénéficient de l'activité satisfaisante de la construction aux États-Unis.
- Le secteur secondaire a aussi connu une réduction de son importance, l'emploi total y passant de 36.5 pour cent en 1961 à 29.9 pour cent en 1976. Ce déclin est en grande partie attribuable aux difficultés du secteur manufacturier qui, au cours de la période 1961-1976, a enregistré une croissance relativement faible aux chapitres de la production, des investissements et de l'emploi et a vu sa part relative de la production totale diminuer sensiblement au Québec (de 26.3 pour cent en 1961 à 24.6 pour cent en 1976). Aussi, la part québécoise de la production manufacturière canadienne est passée de 30 pour cent en 1961 à 26 pour cent en 1976.

Cette performance peu satisfaisante résulte en grande partie de problèmes structurels occasionnés par la forte concentration de l'industrie manufacturière dans les activités de type traditionnel, dont certaines continuent à connaître des difficultés en raison de l'affaiblissement de leur position concurrentielle. L'emploi dans l'industrie du textile a diminué de 25 pour cent entre 1973 et 1977 (le niveau passant de 40 000 à 30 000 travailleurs), perte associée à la croissance des importations et à la stagnation de l'industrie du vêtement (son principal client). L'industrie du vêtement fait face à de graves problèmes structurels depuis plusieurs années et a connu une baisse prononcée de l'emploi en 1977. Les principaux problèmes de ce secteur semblent être reliés à la taille moyenne des entreprises et à l'aspect fragmentaire de l'industrie. L'industrie de la chaussure, un autre secteur de type traditionnel, a vu son déclin s'accélérer entre 1974 et 1977. Ces problèmes sont similaires à ceux de l'industrie du vêtement sauf pour le fait que le principal secteur en amont, l'industrie du tannage, n'est pas particulièrement développé au Québec.

- Les activités tertiaires ont largement contribué à la croissance de l'économie québécoise en 1977, puisqu'elles ont crû au rythme de 3.9 pour cent et ont créé 56 000 nouveaux emplois. Malgré le dynamisme relatif de ce secteur dans l'ensemble de l'économie québécoise, il n'en demeure pas moins que le secteur tertiaire au Québec progresse de plus en plus lentement, ce qui est dû en grande partie à la croissance de Toronto et au déplacement graduel de l'activité économique vers l'ouest. Les activités qui sont ainsi principalement affectées au Québec sont celles des transports, des finances, du commerce et de la recherche.

Aperçu sous-provincial

Il existe au Québec de fortes inégalités régionales qui, notamment au chapitre de la population, du marché du travail et du revenu, persistent. La population de la région métropolitaine de Montréal connaît un rythme de croissance inférieur à celui de l'ensemble du Québec. Les indicateurs du marché du travail montrent un taux de chômage variant de 9.4 pour cent dans la région économique de Montréal à 18.5 pour cent pour le bas Saint-Laurent-Gaspésie en 1977. De même, le revenu personnel disponible par habitant du bas Saint-Laurent-Gaspésie ne représente qu'environ 60 pour cent de celui de la région montréalaise.

Quant à la répartition des activités au niveau sous-provincial, on peut noter, par exemple, que plus de 70 pour cent des emplois manufacturiers du Québec sont concentrés à Montréal. Les autres régions du Québec possèdent généralement une structure industrielle peu diversifiée et des activités manufacturières habituellement reliées de très près à l'exploitation des ressources. À titre d'exemple, on peut mentionner la région de l'Outaouais où plus des deux tiers de l'emploi manufacturier sont concentrés dans les industries du bois, du meuble et des pâtes et papiers. Enfin, le Québec compte de nombreuses villes dont la survie tient bien souvent à la présence d'une ou de deux entreprises seulement.

Le développement de Montréal suscite depuis plusieurs années certaines inquiétudes. Plusieurs avertisseurs ont fait ressortir le déclin relatif de Montréal par rapport à d'autres agglomérations urbaines nord-américaines et la croissance de l'économie montréalaise a été, depuis le milieu des années 60, inférieure à celle du reste du Québec. Le déclin relatif de la région de Montréal est d'autant plus inquiétant que cette région constitue le seul pôle véritable de développement au Québec et que son dynamisme influe considérablement sur l'ensemble de l'économie québécoise. En 1977, le Québec a vu son nombre de chômeurs augmenter de 50 000, et de ce nombre, 41 000 provenaient de la région de Montréal, qui enregistrait une perte nette de 3 000 emplois, principalement dans les secteurs manufacturiers de type traditionnel, dans la construction, le commerce et les services.

En ce qui concerne les autres régions du Québec, il convient de souligner la persistance des problèmes de croissance dans les régions périphériques du Québec, soit celles du Saguenay-Lac-Saint-Jean, du Nord-Ouest et du bas Saint-Laurent-Gaspésie. Pour l'ensemble de ces régions, le taux de chômage en 1977 atteignait 16.2 pour cent. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les retombées des projets d'investissement dans l'industrie des pâtes et papiers et dans celle de l'aluminium pourraient amener une amélioration de la situation du chômage. Les régions de Trois-Rivières et des Cantons de l'Est continuent d'enregistrer des taux de croissance relativement faibles en raison de leurs difficultés à moderniser leurs structures industrielles très fortement concentrées dans les industries de type traditionnel. Il convient de noter finalement la détérioration récente et marquée des conditions économiques dans la région de l'Outaouais québécois, où le taux de chômage augmentait de 9.2 pour cent en 1976 à 11.9 pour cent en 1977. Le ralentissement de la construction apparaît comme étant le principal facteur à l'origine de cette situation.

PRINCIPALES POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Dans le secteur des ressources, et dans les industries qui y sont reliées, il existe à moyen terme des possibilités intéressantes. Dans le secteur de l'agro-alimentaire, il apparaît possible d'accroître certaines productions, notamment celles du porc et du boeuf, de même que la production céréalière. L'amélioration de la productivité des sols grâce aux travaux d'irrigation et la protection des sols contre la spéculation et l'envahissement urbain constituent des mesures essentielles afin de réaliser ces objectifs. Le dynamisme du secteur agricole est également relié au développement de l'industrie de transformation des produits agricoles. Le développement de l'industrie des produits congelés et surgelés laisse entrevoir d'intéressantes possibilités pour le Québec.

Le Québec possède également des réserves importantes de minerai de fer et on peut envisager au cours de la prochaine décennie des investissements croissants dans l'exploitation de nouveaux gisements et une augmentation sensible de la production d'acier primaire. Les effets d'entraînement sur le secteur de la transformation sont cependant pratiquement nuls, puisque le Québec ne transforme en acier qu'environ 1 pour cent du minerai extrait de son

sous-sol. Ce déficit du Québec dans la production sidérurgique contribue à ralentir le développement des industries utilisatrices de l'acier. La construction d'une usine de bouletage, à Port-Cartier, et l'expansion de la SIDBEC constituent toutefois une étape importante dans la réalisation d'une intégration verticale complète et dans l'augmentation de la capacité de production d'acier primaire.

Les industries forestières occupent une place importante dans l'économie de la province et elles jouent un rôle significatif dans la structure économique de plusieurs régions. L'industrie des pâtes et papiers fait cependant face à des problèmes majeurs qui résultent d'une structure de coûts plus élevée que ses principaux concurrents. Compte tenu de l'évolution de la demande sur les marchés, cette industrie devra consentir des investissements importants en vue de moderniser ses équipements. Les mesures entreprises en vue d'améliorer la gestion des ressources forestières, de même que les investissements réalisés au niveau des voies d'accès à la forêt et des travaux sylvicoles permettront d'accroître la disponibilité de la ressource, d'optimiser son allocation et d'en réduire le coût. Parmi les nouveaux projets, la mise sur pied d'un complexe forestier majeur apparaît possible au cours des prochaines années. Le Québec pourrait notamment tirer avantage des possibilités qui existent dans la fabrication de panneaux particules.

Sur le plan industriel, il existe des possibilités certaines de développement pour l'industrie du matériel de transport. Le Québec dispose d'une base industrielle relativement forte dans les secteurs de l'aéronautique, de la construction navale et du matériel de transport en commun. Des contrats importants concernant le matériel de transport ont été accordés récemment et les possibilités de contrats additionnels impliquant des sommes substantielles, notamment en ce qui concerne le matériel militaire, pourront engendrer au Québec des retombées significatives en termes d'emploi. Les perspectives de croissance sont également intéressantes dans les industries de la machinerie et des produits électriques.

Sur le plan énergétique, le Québec est actuellement fortement dépendant du pétrole. La production du complexe de la baie James lui permettra de disposer d'une quantité accrue d'énergie hydro-électrique à un coût qui demeurera très concurrentiel. Cependant, l'extension du réseau de distribution de gaz naturel au-delà de Montréal apparaît nécessaire pour permettre au Québec une plus large diversification de son bilan énergétique.

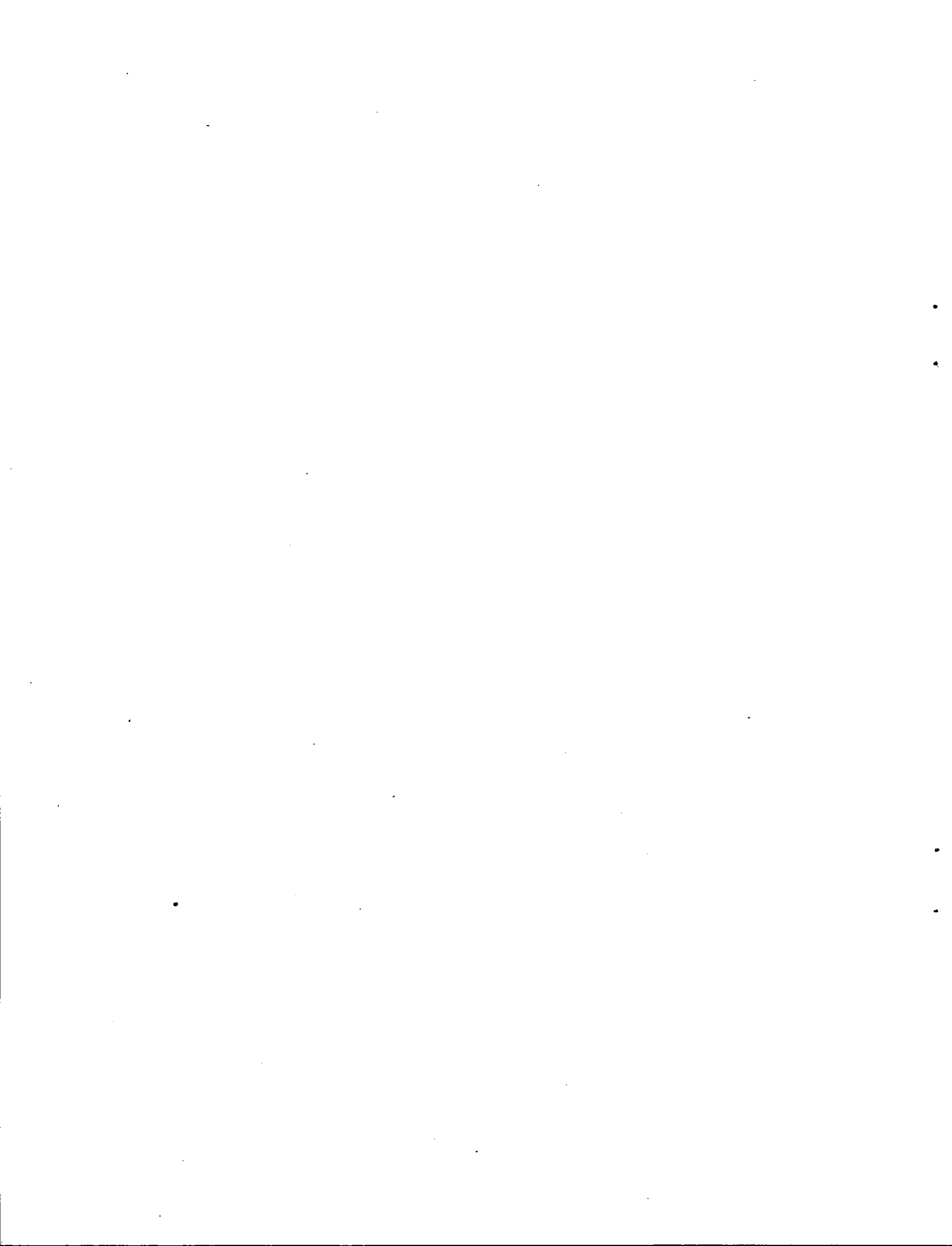
Les industries de l'électrometallurgie et de l'électrochimie devraient enregistrer un taux de croissance élevé à moyen terme au Québec grâce à la disponibilité d'énergie hydro-électrique à coût concurrentiel. Le Québec est déjà très bien représenté au niveau de la production primaire d'aluminium, puisqu'il est responsable d'environ 75 pour cent de la production canadienne. Un certain nombre d'industries de transformation se sont développées, mais l'aluminium continue d'être exporté en très grande partie à l'état brut. Le Québec possède plusieurs avantages pour profiter, au cours des prochaines années, du développement rapide prévu dans la production des produits semi-finis et finis en aluminium.

Dans le secteur de la pétrochimie, la taille du complexe pétrochimique de Montréal est actuellement insuffisante pour soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Des investissements substantiels seront requis pour permettre au Québec de conserver sa position dans l'industrie canadienne. La possibilité la plus immédiate concerne l'augmentation de la production d'éthylène ainsi que la construction d'usines de dérivés qui absorberaient cette production additionnelle.

Dans le secteur des transports, la région de Montréal possède des infrastructures aéroportuaires et portuaires qui lui confèrent un avantage comme plaque tournante du transport de marchandises entre l'Europe et le Nord-Est américain. Ces infrastructures constituent un instrument important pour favoriser la restructuration de l'industrie manufacturière de la région et susciter le développement des industries de services dans les domaines reliés au commerce international. La construction d'un centre commercial international apparaît souhaitable pour accroître le rôle de Montréal dans le secteur des activités commerciales.



- ◆ OTTAWA
- ◻ BUREAU RÉGIONAL
- ⊙ BUREAU PROVINCIAL
- △ BUREAU AUXILIAIRE



LA RÉGION DE L'ONTARIO

APERÇU GÉNÉRAL

On évalue le taux de croissance réelle de l'économie ontarienne, en 1977, à environ 3 pour cent, comparativement à celui de près de 5 pour cent enregistré en 1976. Dans le domaine des investissements, l'activité est demeurée plutôt faible, quelques questions importantes de politique générale contribuant au maintien d'un certain climat d'incertitude. Le chômage a légèrement augmenté à 7 pour cent, parce que le taux de création d'emplois était un peu inférieur au taux de croissance de la population active. Des problèmes ont été décelés dans les secteurs des mines, de l'agriculture et de la construction. Dans le secteur manufacturier, le montage des automobiles, les produits du pétrole et du charbon, ainsi que l'exploitation forestière, ont connu une bonne année, tandis que les articles d'ameublement et les autres biens de consommation ne connaissaient qu'une croissance faible. La demande est demeurée stable pendant deux ans dans l'industrie de l'acier; comme celle des pâtes et papiers, elle ne fonctionnait qu'à 80 pour cent de sa capacité. Les dépenses de consommation, qui représentent presque 55 pour cent du produit provincial brut (PPB), sont faibles, les ventes au détail pour l'Ontario n'ayant enregistré que des gains modestes au cours du troisième trimestre de l'année.

Les facteurs ayant eu une influence positive sur l'économie pendant l'année sont le fléchissement des taux d'intérêt, la baisse du dollar canadien et le redressement de l'économie des États-Unis. Cependant, les coûts de main-d'oeuvre toujours élevés, les taux relativement faibles de croissance de la productivité, les préoccupations en matière d'environnement et la faiblesse des liquidités des sociétés ont par contre contribué à ralentir l'activité économique en 1977.

L'économie de l'Ontario devrait connaître une croissance faible mais constante en 1978, bien qu'on ne prévoise aucune baisse sensible du chômage et de l'inflation. Il semble que le second semestre sera meilleur que le premier; les entreprises se montrent plus optimistes en partie à cause de la construction imminente du pipeline de la route de l'Alaska, de la demande accrue de biens de consommation, de la poursuite du lent redressement de l'économie internationale et des gains nets retirés à la suite de la dévaluation du dollar canadien. L'on prévoit que la croissance globale se situera à environ 4.5 pour cent.

L'on s'attend à ce que la fabrication, les forêts, le transport, les communications et les services publics figurent parmi les secteurs forts en 1978. La construction devrait également connaître une certaine croissance, puisqu'on prévoit une certaine hausse des investissements résultant de l'amélioration de la conjoncture qu'on perçoit actuellement. Dans la construction, c'est le secteur non résidentiel qui connaîtra la poussée la plus forte. Le gouvernement provincial ayant décidé de maintenir la politique de restriction des dépenses pour la prochaine année, les investissements publics demeureront faibles et ralentiront, par conséquent, la croissance de l'industrie de la construction. On prévoit que les mines et l'agriculture connaîtront une année relativement difficile en Ontario et que le secteur des services se remettra quelque peu de son ralentissement de 1977, le taux de croissance devant égaler le taux national.

L'économie de l'Ontario a toujours joué un rôle prépondérant dans l'économie canadienne; à moyen terme, on s'attend à ce que cette situation se maintienne. Il existe un certain nombre de possibilités fondamentalement favorables au développement même si certaines contraintes importantes en minimiseront les répercussions.

L'existence d'une main-d'oeuvre qualifiée, une vaste gamme d'industries de fabrication et de services, la proximité des débouchés dans le sud de l'Ontario, l'ouest du Québec et le nord-est des États-Unis et l'existence d'une infrastructure industrielle bien développée continueront vraisemblablement à fournir à l'Ontario d'excellentes occasions de croissance économique soutenue. En outre, le rôle croissant de Toronto comme centre financier du pays, l'existence d'entrepreneurs compétents dans divers domaines et une vaste gamme de services sociaux constituent des possibilités additionnelles de croissance économique, bien qu'il faille distinguer, pour chacun de ces avantages, entre le nord et le sud de l'Ontario, puisque la plupart ne se trouvent que dans cette dernière partie. L'importance des ressources agricoles, des matières premières et des forêts offrent d'autres possibilités.

À long terme, on prévoit un ralentissement de la croissance de la population active de l'Ontario, par suite de la baisse constante du taux de natalité et d'une immigration plus faible. Ce facteur contribuera beaucoup à la réduction des niveaux de chômage et favorisera les investissements et une plus grande productivité de la main-d'oeuvre.

La dévaluation du dollar canadien aide l'industrie manufacturière de l'Ontario à reconquérir sa situation concurrentielle face aux États-Unis et aux autres compétiteurs commerciaux importants. On prévoit, en particulier, que l'industrie des pâtes et papiers de l'Ontario bénéficiera à moyen terme de cette dévaluation. Toutefois, le coût des matières premières importées a augmenté en conséquence.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

On estime que l'Ontario comptait 8.4 millions d'habitants en 1977. Ce chiffre indique que le ralentissement du taux de croissance de la population, amorcé en 1973, s'est poursuivi. Ce phénomène est attribuable à la persistance de deux facteurs : un faible taux de natalité et un taux d'immigration décroissant.

Les tendances concernant la répartition de la population par âge et par sexe se sont maintenues. Le pourcentage de la population comprise dans le groupe de 0 à 14 ans a diminué, tandis que celui du groupe de 20 à 39 ans a augmenté, ce qui a des implications importantes pour la croissance future de l'offre de main-d'oeuvre en Ontario. Parmi les autres caractéristiques, il convient de mentionner une proportion croissante de femmes et de personnes âgées dans la population et une plus grande concentration dans les villes. Ce dernier facteur signifie une baisse relative de la population du secteur rural et du nord de l'Ontario.

Le marché du travail

Pour l'année 1977, la population active de l'Ontario se chiffrait en moyenne, à plus de 4 millions d'habitants, dont 3.8 millions étaient actifs. Les taux de croissance annuelle s'établissaient à 3 pour cent et à 2 pour cent respectivement pour la population active et l'emploi. En général, il semble que les écarts importants observés ces dernières années entre ces deux taux de croissance, et qui ont produit des niveaux élevés de chômage, diminuent lentement.

Le taux de chômage provincial a fluctué entre 6.2 pour cent et 7.4 pour cent en 1977, ce qui est sensiblement supérieur aux taux variant entre 5.7 pour cent et 6.5 pour cent pour l'année précédente. Pour les hommes, ce taux est passé de 5.1 pour cent en 1976 à 5.9 pour cent en 1977; pour les femmes, il a fait un bond de 7.8 pour cent à 8.6 pour cent. Le taux le plus fort, et de beaucoup, 13.0 pour cent pour l'année, concerne le groupe de 15 à 24 ans. Les taux d'activité sont demeurés à peu près stables pendant toute l'année pour les hommes; ils ont augmenté dans le cas des femmes.

L'emploi dans l'agriculture et les autres secteurs primaires, dans les transports et communications, dans les secteurs des utilités et de la fabrication a connu une croissance négative ou nulle. La croissance a été par contre positive dans les secteurs de la construction, du commerce, des services, de l'administration publique, de la finance, de l'assurance et de l'immobilier.

Les deux régions de la province les plus sérieusement touchées par le chômage demeurent les régions économiques de Sudbury et de Peterborough. Les taux de chômage de ces régions, en 1977, étaient respectivement de 9.9 pour cent et de 8.1 pour cent; le taux d'activité dans chacune se situait en deçà des moyennes provinciale et nationale. De plus, les régions métropolitaines d'Ottawa-Hull et de Saint Catharines-Niagara

connaissaient des taux de chômage respectifs de 8.9 pour cent et de 9.4 pour cent en novembre 1977; elles constituaient des foyers d'inquiétude pour le monde du travail.

On ne prévoit pas vraiment d'amélioration de la situation en ce qui concerne le chômage en Ontario à court terme. Certains indices laissent prévoir des taux de chômage plus élevés que ceux enregistrés à l'automne 1977, avec une moyenne désaisonnalisée supérieure à 7 pour cent. Toutefois, une meilleure performance économique au cours du second semestre de 1978 contribuerait à améliorer les conditions d'embauche au fur et à mesure que l'année progressera.

Le climat des investissements

En termes réels, les investissements ont connu une croissance faible ou nulle en Ontario, en 1977, surtout à cause de l'inquiétude de l'entreprise privée au sujet de l'inflation, des conditions du marché international et de la sous-utilisation de la capacité des industries. Cependant, la dévaluation du dollar canadien, la baisse des taux d'intérêt, la hausse des profits, des coûts de main-d'oeuvre plus raisonnables et une certaine stimulation de l'économie par le gouvernement devraient tous avoir des conséquences positives.

La construction dans le secteur résidentiel, où le travail réalisé a été estimé à \$4.1 milliards, n'a connu aucune croissance réelle en 1977. Cependant, les réparations de logements faisaient voir une croissance sensible depuis 1976, tandis que la construction de logements neufs progressait moins vite. En termes absolus, la production de la construction non résidentielle a diminué de \$87.6 millions par rapport à 1976. Les perspectives de 1978 en ce qui concerne l'ensemble du secteur de la construction indiquent une croissance accrue due à l'amélioration de la conjoncture. On s'attend à ce que les investissements dans les travaux de génie augmentent, mais que les profits soient modestes à cause des contraintes concernant les dépenses du secteur public.

Les dépenses d'immobilisations en machines et matériel ont enregistré une faible hausse en 1977. Les industries de matériel de transport et les métaux primaires, en particulier, ont connu une excellente année. On prévoit que ce type d'investissements continuera à croître, mais lentement.

Aperçu sectoriel

- Les recettes agricoles se chiffraient à \$2.3 milliards pour les dix premiers mois de 1977, soit une augmentation de \$50 millions ou de 2.2 pour cent par rapport à la période correspondante de 1976. Cependant, la variation en pourcentage est négative en termes réels. Cela peut être attribué à une mauvaise année en ce qui concerne le bétail et les grandes cultures. Aucune amélioration importante n'est prévue pour 1978, puisqu'on s'attend à ce que les prix des produits agricoles demeurent stables alors que les coûts d'exploitation augmenteront.

- Les industries forestières ont connu des succès variés en 1977, mais ont réalisé une croissance modérée. Le bois d'oeuvre se vendait très bien, à cause principalement de la construction intensive de logements aux États-Unis; le bois de menuiserie, en revanche, s'est ressenti du marasme de l'industrie du meuble. L'industrie des pâtes et papiers a connu une faible croissance en 1977, due en grande partie à la perte des débouchés que la grève prolongée de 1976 a causée. Malgré la baisse récente du dollar canadien, les prévisions en ce qui concerne l'avenir immédiat de l'industrie forestière demeurent incertaines à cause des stocks supérieurs à la moyenne et du fait que l'industrie des pâtes et papiers fonctionne actuellement à 80 pour cent de sa capacité.
- Les mines ont fonctionné plutôt au ralenti en 1977 en raison de la faible demande internationale et des productions compétitives du tiers monde. Le nickel, le cuivre et le zinc sont les métaux qui ont été davantage touchés par les conditions du marché. Seuls l'uranium, le plomb, l'argent et l'or ont connu une bonne année. Le taux de croissance s'établissait à environ 4 pour cent en 1977; en 1978, cependant, on prévoit des baisses sensibles en raison des diminutions de production imposées par la constitution des stocks de l'année.
- En 1977, la fabrication était l'un des secteurs les mieux portants de l'économie. La valeur estimative des expéditions effectuées au cours des huit premiers mois dépassait de 9.9 pour cent, en dollars courants, celle de la période correspondante de 1976. Les produits en caoutchouc et en plastique, le papier et les produits connexes, les produits du pétrole et du charbon, les produits chimiques et le matériel de transport ont connu une excellente année. Le rythme de croissance de la dernière de ces industries est cependant quelque peu en perte de vitesse. Les meubles et accessoires, la première transformation des métaux, les produits électriques et non métalliques, malgré une légère hausse en termes absolus, ont subi un recul réel et sont, avec les produits du tabac et du cuir, les zones du secteur manufacturier où la croissance a été lente.
- Pour 1978, on prévoit une croissance de 4.5 pour cent, contre 3.0 pour cent en 1977. On s'attend à un fort rendement dans les secteurs du bois à pâte et du papier journal, des produits chimiques et des produits en plastique, de la première transformation des métaux, de la fabrication de produits en métal et dans le domaine des transports. La dévaluation du dollar canadien devrait contribuer à rendre les produits canadiens plus compétitifs sur le marché international et plus attirants pour les consommateurs canadiens. Les premières répercussions de la construction du pipeline de la route de l'Alaska devraient se faire sentir sur l'économie ontarienne au cours des troisième et quatrième trimestres. D'ici là, l'accroissement de la demande de biens de consommation devrait maintenir l'activité dans le secteur manufacturier.

- En ce qui concerne l'industrie de la construction, les prévisions pour 1978 sont nettement meilleures. Les mises en chantier de logements étaient à la baisse en 1977 à cause d'un nombre important de maisons non vendues, mais l'on s'attend à une reprise de cette activité en 1978. On prévoit que la construction non résidentielle progressera quelque peu, principalement vers la fin de l'année. Les travaux de génie pourraient également connaître une légère croissance à cause du nombre de projets du secteur public en carnets qui, malgré les restrictions budgétaires, doivent être mis en oeuvre.
- Le secteur des transports, des communications et des services d'utilité publique a connu une croissance de 5 pour cent environ en 1977. Bien que les perspectives soient bonnes, il existe quand même certains problèmes immédiats liés à la nécessité d'obtenir d'importants investissements. Cela est très évident si l'on considère les contraintes imposées relativement aux plans d'expansion de l'Hydro-Ontario. Néanmoins, ce secteur demeure l'un de ceux qui réalisent les gains les plus importants dans l'économie de l'Ontario; on prévoit que sa croissance réelle se situera entre 4 et 5 pour cent, en 1978.
- Les ventes au détail en Ontario ont progressé de 8.9 pour cent en 1977, soit plus que dans l'ensemble du pays. Les gains les plus importants peuvent être attribués aux dépenses pour les biens de consommation durables, principalement les automobiles, et les biens de consommation semi-durables. Les ventes de biens non durables étaient très faibles.
- Le rendement du secteur des finances, de l'assurance et de l'immeuble, en 1977, a été mieux que d'habitude; on prévoit qu'il sera meilleur en 1978 et que le taux de croissance égalera à peu près celui du produit provincial brut. Le maintien de faibles taux d'intérêt devrait favoriser les emprunts des consommateurs et les transactions immobilières. Toutefois, les dépenses des grandes entreprises pour de nouveaux projets peuvent demeurer faibles, puisque la confiance des entreprises ne s'est améliorée que légèrement et que cela influera sur la demande de financement à court terme.
- Le secteur des services a progressé d'environ 3 pour cent en 1977. La diminution des dépenses gouvernementales en matière de santé, d'éducation et de services communautaires, en vertu de la politique de restriction du gouvernement ontarien, constitue l'une des principales causes du rendement faible de ce secteur. Dans le domaine de l'éducation, les taux de natalité décroissants et les plafonds budgétaires des conseils scolaires ont limité toute expansion. Le tourisme a été affecté par les coûts élevés et une situation peu concurrentielle. Les services de gestion des entreprises ont souffert du retard ou de l'annulation de plusieurs importants projets de construction dans les services d'utilité publique et les industries

manufacturières. L'on prévoit que le secteur des services connaîtra une meilleure année en 1978. Les contraintes du secteur public en matière de dépenses et la persistance d'une activité économique fonctionnant au ralenti continueront à réduire les possibilités des services.

La situation économique sous-provinciale

On a observé certains signes précurseurs d'une meilleure performance dans un certain nombre des plus importantes industries du Nord. Stimulés par une augmentation du nombre de mises en chantier de logements aux États-Unis, les calendriers de production de bois d'oeuvre, du contre-plaqué et de panneaux de bois pressé se raffermisaient. Les stocks de pâte et de papier se rapprochaient des niveaux normaux, et la demande reprenait sur le marché américain. La demande de plomb et d'uranium et leurs prix étaient très forts; pour sa part, le prix de l'or s'était redressé.

Toutefois, les récents licenciements dans les industries du nickel et du cuivre ont créé des zones éparées de chômage grave. Comme dans le reste de la province, l'industrie de la construction a stagné en 1977, à cause de la faiblesse des investissements. Même si les principales industries du nord de l'Ontario se portent mieux, on prévoit que l'emploi suivra avec deux ou trois trimestres de retard l'amélioration générale de l'économie, à cause de la marge non utilisée de sa capacité de production.

Les principales zones de croissance sont actuellement Elliot Lake, Timmins et Thunder Bay. Dans l'industrie, aucun secteur ne fournit un rendement supérieur à la moyenne, sauf la fabrication de matériel de transport et les services d'utilité publique. Les forêts et les mines sont les plus susceptibles d'amélioration actuellement et le demeureront pendant au moins douze autres mois.

La situation du chômage dans l'est de l'Ontario est relativement grave; la proportion de chômeurs dépasse la moyenne provinciale. La région de la capitale nationale a été surtout touchée par la pénurie de nouveaux emplois suscitée par la décision du gouvernement fédéral de stabiliser la croissance de ses effectifs et par sa politique de décentralisation. Au nombre des autres régions où sévit le chômage, on peut mentionner Napanee, Pembroke, Gananoque et Picton.

À brève échéance, on prévoit, pour l'est de l'Ontario, que le lent recouvrement qui s'est amorcé en 1977 se poursuivra. L'un des principaux obstacles à la croissance future continuera d'être un surplus de capacité et le sous-emploi dans le secteur manufacturier, bien qu'on prévoie une forte croissance des industries de fabrication d'aliments et boissons et de fabrication de produits en métal. On s'attend à ce que d'autres industries importantes de l'est de l'Ontario, plus précisément celles des textiles et des produits électriques, enregistrent un rendement supérieur à celui observé en 1977 et qui était particulièrement médiocre. L'agriculture offre des perspectives un peu meilleures grâce au relèvement des prix du boeuf et des

produits laitiers. La décision qu'a prise l'administration provinciale de développer l'est de l'Ontario a produit de nouveaux emplois pour la région grâce au déménagement de l'OHIP, à Kingston, et de l'établissement du Transit Test Centre, à Brockville.

Les perspectives se sont nettement améliorées en 1977 en ce qui concerne l'économie du sud de l'Ontario, principalement pour les raisons mentionnées dans l'aperçu général. On s'attend à ce que les industries des produits chimiques et du plastique connaissent une bonne année par suite de la récente réalisation d'importants projets d'investissements dans l'industrie pétrochimique de Sarnia. La construction du pipeline de la route de l'Alaska aura, elle aussi, des répercussions sensibles sur la première transformation des métaux, principalement dans la région de Hamilton. Les dépenses des consommateurs augmentant, la fabrication de biens durables devrait également s'améliorer. L'industrie des finances, des assurances et des immeubles, dont le centre est à Toronto, devrait connaître une autre bonne année en 1978; le secteur des services devrait également faire quelques gains, principalement dans les centres urbains importants du sud de l'Ontario.

Malgré ces perspectives prometteuses, le chômage ne diminuera pas beaucoup et les investissements n'augmenteront qu'un peu plus rapidement (ce qui augure pour une autre mauvaise année dans l'industrie de la construction). On s'attend également à ce que l'industrie des pièces d'automobiles soit encore handicapée par un déficit commercial avec les États-Unis. On prévoit que le surplus de capacité et la sous-utilisation constitueront d'autres obstacles. En résumé, on prévoit une amélioration générale, mais non un redressement total pour le moment, dans le sud de l'Ontario.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Parmi les obstacles bien connus au développement en Ontario figurent la taille relativement restreinte du marché intérieur, ce qui limite la production, la petite taille des entreprises industrielles, l'influence négative des impôts miniers sur le développement et le syndrome de la filiale. Bien que bon nombre de ces contraintes se retrouvent dans les autres provinces, elles ont une importance particulière en Ontario à cause du rôle que joue cette province dans l'économie nationale et de la concentration de ses activités dans le secteur manufacturier.

Un obstacle important, qui peut durer plusieurs années, est le manque de débouchés pour les matières premières sur le marché international. On connaît bien les conséquences de cette situation pour les importants producteurs de nickel de Sudbury. Elle est également grandement responsable de la remise à plus tard de la mise en valeur de l'exploitation du minerai de fer de Bending Lake et du lac Saint-Joseph, ainsi que de l'exploitation forestière de la Reed Paper Company dans le nord-ouest de l'Ontario. En outre, on prévoit que la concurrence des pays capables de produire des minerais à coût modique, comme le Brésil, constituera à moyen terme un obstacle à la mise en valeur des minéraux de l'Ontario.

De même, la concurrence des industries manufacturières des pays où les coûts de production sont faibles limitera probablement la croissance des secteurs comme celui de la chaussure, du vêtement et de l'électronique. Dans cette situation, les prochaines négociations du GATT, qui entraîneront probablement une baisse des barrières tarifaires, auront des répercussions vitales sur l'industrie manufacturière de l'Ontario.

La situation dans le nord de l'Ontario, où les obstacles traditionnels au développement sont l'éloignement des débouchés, les grandes distances entre les centres de population, le climat rigoureux, la piètre qualité des terres agricoles et l'instabilité économique et sociale propre aux collectivités qui dépendent d'une seule industrie, contraste avec celle que l'on trouve dans le Sud.

L'insuffisance des ressources énergétiques en Ontario, principalement de charbon, de pétrole et de gaz naturel, et la dépendance croissante de produits importés plus coûteux réduiront l'avantage que l'utilisation d'énergie à coût modique assurait à l'Ontario. Le coût plus élevé de l'énergie contribuera à augmenter les coûts de fabrication, lesquels se feront davantage sentir dans le nord que dans le sud de l'Ontario; ce facteur pourrait entraîner à la longue une concentration accrue de l'activité dans le Sud. Il pourrait également contribuer beaucoup au développement économique de l'ouest du Canada. Les péages sur la voie maritime du Saint-Laurent doivent être augmentés de 110 pour cent dans les prochains trois ans. Des péages plus élevés seront évidemment au détriment des ports de l'Ontario, comme Thunder Bay et Toronto, mais en autant que le trafic est acheminé par rail, cela peut bénéficier aux ports de Montréal et de la côte est.

L'agrandissement des centrales nucléaires ou thermiques, telles celles de Darlington, Nanticoke et Marmion Lake (Atikokan), offrira probablement des possibilités considérables aux industries de la construction et des travaux de génie dans le domaine de l'énergie nucléaire et électrique. De même, la construction de la centrale électrique au charbon d'Atikokan contribuera à abaisser les taux de chômage dans une région où l'activité minière est en perte de vitesse. Le développement de Nanticoke, sur la rive nord du lac Érié, signifie l'établissement d'une raffinerie de pétrole de Texaco et la construction d'une nouvelle ville (Townsend); cela pourrait se révéler un catalyseur important pour le développement de cette partie de l'Ontario. Dans le nord de la province, la mise en valeur des dépôts de lignite d'Onakawana aura probablement des répercussions considérables sur l'économie locale et pourra provoquer une exploration plus poussée dans cette région.

La construction de nouveaux pipelines dans l'Ouest et dans les régions arctiques devrait bénéficier aux producteurs d'acier tels que Stelco. Ceci pourrait représenter une possibilité considérable, étant donné l'excédent de capacité mondiale actuelle de la production d'acier.

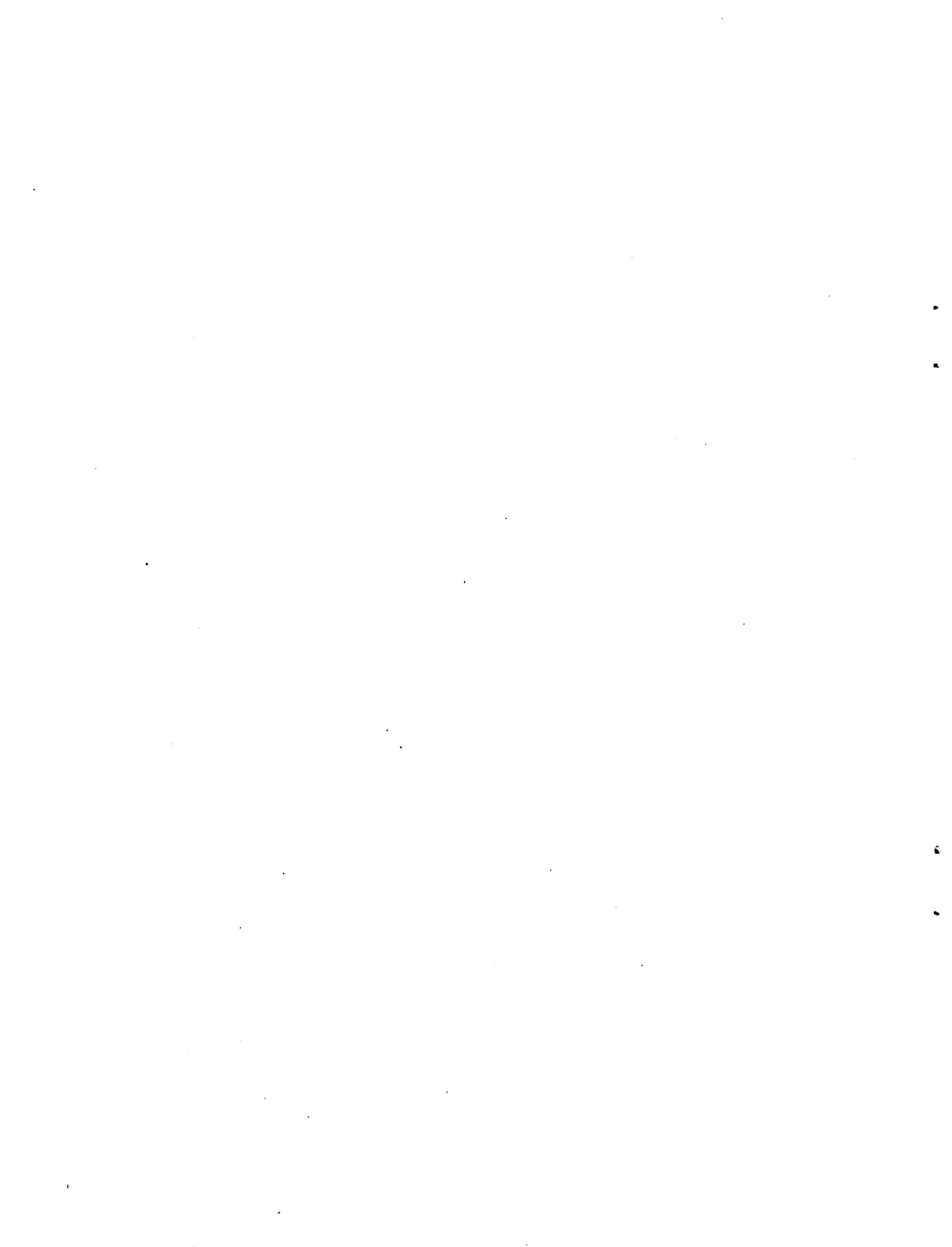
L'activité des mines d'uranium des régions d'Elliot Lake et de Bancroft se poursuivra probablement à moyen terme et offrira, par conséquent, d'excellentes possibilités de développement à ces régions.

On prévoit que la Commission royale d'enquête de l'Ontario sur l'environnement du Nord et le Comité de l'avenir économique des communautés minières de l'Ontario, du cabinet de l'Ontario, ainsi que le programme d'exploration minière de \$2.5 millions pour le nord de l'Ontario récemment annoncé, fourniront des indications à long terme sur les possibilités de développement dans le Nord.

Dans le sud de l'Ontario, l'industrie pétrochimique, dont le centre est Sarnia, continue à se développer à l'échelle mondiale et constituera pour l'Ontario un actif industriel important dans un avenir proche et éloigné.



- ☐ BUREAU RÉGIONAL
- ⊕ BUREAU PROVINCIAL
- △ BUREAU AUXILIAIRE



LA RÉGION DE L'OUEST

APERÇU GÉNÉRAL

Le produit régional de l'ouest du Canada a augmenté de 9.3 pour cent en termes réels depuis 1975 pour s'établir en 1977 à près de \$60 milliards. Représentant 28.3 pour cent du total canadien, la production régionale de l'Ouest a légèrement dépassé celle des provinces de l'Atlantique et du Québec mises ensemble. Cependant, en dépit de son taux de croissance rapide, la structure économique de l'ouest du Canada ne s'est guère modifiée, bien que d'éventuelles possibilités de développement puissent permettre de remplacer certains produits de base importés. La transformation et la production primaires représentent 53 pour cent de la valeur ajoutée totale des industries productrices de biens et se situent ainsi bien au-dessus du taux canadien qui est de 28 pour cent.

La région de l'Ouest a grandement bénéficié de l'essor des richesses naturelles du début des années 70. Toutefois, en 1976 et au début de 1977, un certain nombre de facteurs ont contribué à diminuer la confiance des milieux d'affaires. Le prix des produits miniers, forestiers et agricoles, indirectement touché par la majoration rapide des coûts énergétiques a subi une importante baisse. Même dans le domaine de l'énergie, la confusion au sujet des redevances est venue accroître les incertitudes. Cependant, à la fin de 1977, la dévaluation du dollar canadien, la relance de l'industrie forestière en Colombie-Britannique, le relèvement de la production de potasse en Saskatchewan et les effets positifs de la décision prise à propos du pipeline justifiaient un certain optimisme quant à la situation économique des trois provinces situées le plus à l'ouest. Seule la situation du Manitoba, où les réductions d'emplois annoncées dans le secteur minier conjuguées à la médiocre performance de l'industrie manufacturière et à de faibles revenus agricoles, justifie des perspectives à moyen terme pessimistes.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

Depuis 1961, les populations combinées de l'Alberta et de la Colombie-Britannique sont passées de 3 millions à 4.4 millions d'habitants,

comptant ainsi pour 18.9 pour cent de la population du pays en 1977. La population du Manitoba s'est également accrue, passant de 922 000 habitants en 1961 à un peu plus d'un million en 1977; cependant, par rapport au Canada, elle a diminué. Des 960 000 habitants qu'elle comptait en 1968, la population de la Saskatchewan est tombée à un peu moins de 900 000 en 1974, mais est remontée à 936 000 habitants en 1977, niveau semblable à celui du début des années 60. Par suite de ces diverses tendances, la part de l'Ouest proportionnellement à celle du pays ne s'est accrue que d'un point de pourcentage en vingt ans, soit de 26 pour cent en 1957 à 27 pour cent en 1977.

Ces tendances devraient se poursuivre à moyen terme. L'Alberta continuera d'avoir besoin d'une immigration substantielle de travailleurs pour la réalisation du pipeline et des autres importants projets. Par ailleurs, il semble peu probable que la Saskatchewan et le Manitoba puissent continuer à présenter les mêmes chiffres d'augmentation. Leur population agricole semble en voie de stabilisation et la croissance rapide de la population active, due à l'explosion démographique, ne se fait pratiquement plus sentir. En conséquence, l'immigration dans d'autres régions du pays pourrait se révéler relativement plus importante que ne le montre la tendance actuelle.

La suprématie légendaire de Winnipeg sur les Prairies commence à s'effriter en raison de la croissance du corridor Edmonton-Calgary. D'une population de 571 000 habitants au recensement de 1976, Winnipeg n'a connu qu'un accroissement de 3.8 pour cent depuis 1971. Cependant, les populations conjuguées d'Edmonton et de Calgary, de 543 000 et de 458 000 habitants respectivement, dépassent le million, soit une augmentation de 11.3 pour cent depuis le recensement de 1971. En 1976, Regina et Saskatoon comptaient respectivement 149 000 et 132 000 habitants, soit un gain de 5.8 pour cent pour Regina et de 4.6 pour cent pour Saskatoon. Quant à Vancouver, sa population n'avait progressé que de 4.9 pour cent par rapport à 1971 pour s'élever à 1 136 000 habitants, comparativement à une hausse de 8.5 pour cent pour Victoria, qui compte 212 000 habitants.

Tendance significative entre 1971 et 1976 : la croissance démographique des centres régionaux, dont la population se situe entre 15 000 et 100 000 habitants. En Colombie-Britannique, la croissance de ces centres a réduit la domination exercée par Victoria et Vancouver, lesquelles regroupaient 58.5 pour cent de la population totale de la province en 1971 et n'en représentaient plus que 56 pour cent en 1976. Le centre de gravité s'est donc déplacé vers l'intérieur. Dans les Prairies, les villes régionales ont accru leur proportion de la population totale, la portant à 7.5 pour cent, aux dépens de centres moins importants (moins de 5 000 habitants), dont bon nombre ont affiché des baisses absolues. Les régions métropolitaines des Prairies ont également augmenté leur part et représentaient, en 1976, la moitié de la population.

La croissance démographique des Métis et des Indiens a continué de se situer au-dessus des moyennes nationales. On estime qu'environ 200 000 Indiens résident présentement dans l'ouest du Canada. De plus en plus de personnes, en particulier dans le groupe des 15 à 30 ans, ont choisi de vivre dans les régions métropolitaines.

Le marché du travail

Conformément à l'évolution démographique, la population active de l'Alberta et de la Colombie-Britannique mises ensemble s'est élevée à 2 millions en 1977. Il s'agit là d'une augmentation de près de 51 pour cent depuis 1971, bien supérieure au pourcentage canadien de 24 pour cent. Au cours de la même période, la population active du Manitoba et de la Saskatchewan s'est accrue modérément, soit de seulement 21 pour cent. Toutefois, la croissance de l'emploi en Colombie-Britannique s'est produite surtout avant 1975. Depuis lors, l'emploi n'a progressé que de 7 pour cent. Pendant que la population active s'accroissait de 10 pour cent, le taux de chômage atteignait, pour sa part, 8.5 pour cent, soit le taux le plus élevé enregistré à l'ouest du Québec. En Alberta, la croissance de l'emploi est demeurée forte soit près de 6 pour cent par année de 1974 à 1977, et le taux de chômage est resté inférieur au taux national. À moyen terme, le chômage devrait se maintenir assez bas dans l'Ouest, en raison de la construction du pipeline et d'autres projets de construction liés à l'énergie.

Les traitements et salaires hebdomadaires moyens, qui s'établissent à \$297 en Colombie-Britannique et à \$272 en Alberta, sont supérieurs à la moyenne nationale de \$258. Par contre, ils sont inférieurs à la moyenne nationale au Manitoba (\$235) et en Saskatchewan (\$244).

Le climat des investissements

Entre 1971 et 1977, les investissements se sont accrus dans l'ouest du Canada, passant de \$8.4 milliards à \$21 milliards; ils représentaient un peu moins de 33 pour cent du total canadien en 1971 et quelque 36 pour cent de ce même total en 1976, ou 9 points de pourcentage de plus que la proportion de l'Ouest à la population canadienne. Cette prépondérance des investissements totaux procède en grande partie de la supériorité de l'Ouest dans le secteur primaire, où près de \$5 milliards ont été investis en 1977, soit plus de 62 pour cent du total canadien. Les investissements dans l'industrie manufacturière de l'Ouest ont cependant fluctué autour de 19 pour cent du total canadien entre 1971 et 1977. Au total, les investissements par habitant sont de 33 pour cent plus élevés dans l'Ouest qu'au Canada dans son ensemble, tandis que les investissements manufacturiers par habitant y sont inférieurs de 33 pour cent. Dans les autres secteurs, ils sont supérieurs de 27 pour cent à la moyenne nationale.

Les importants nouveaux projets envisagés au chapitre énergétique sont susceptibles de perpétuer cette situation. La construction du pipeline de la route de l'Alaska a déjà été annoncée, comme il en a été pour d'importants investissements dans le secteur de l'huile lourde en Alberta et en Saskatchewan et pour les possibilités d'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta. Les investissements requis pour la fabrication du matériel dans le domaine énergétique, comme des pipelines, des tiges de forage et d'autres outillages liés à la construction et au domaine pétrolier sont susceptibles de s'accroître à moyen terme. Qui plus est, comme l'activité des secteurs des

finances et des services devrait se faire plus intense, on s'attend à ce que la croissance déjà sensible des intermédiaires financiers et des autres industries de services de l'Ouest canadien sera plus importante et favorisera avant tout Calgary, Edmonton et Vancouver.

Aperçu sectoriel

- La structure principale de l'ouest du Canada ne s'est guère modifiée depuis 1961. La transformation et la production de biens primaires représentent 52.6 pour cent de la valeur ajoutée totale des industries productrices de biens et se situent bien au-dessus du taux canadien de 28.1 pour cent. Bien que l'Ouest détienne 36 pour cent du total des investissements effectués au Canada et regroupe 27 pour cent de la population canadienne, il ne représente que 17 pour cent de l'emploi total et 17 pour cent de la valeur ajoutée nette du Canada dans le secteur manufacturier. Bien que les emplois agricoles aient diminué dans les Prairies, passant de près de 250 000 en 1961 à 217 000 en 1977, le secteur agricole demeure le principal employeur des Prairies et se classe au deuxième rang après le secteur minier pour sa contribution au produit intérieur réel. La Colombie-Britannique tire près de 30 pour cent de son produit réel des industries forestières et connexes et 11.2 pour cent des mines, et demeure encore fortement tributaire de l'exploitation de ses matières premières.
- Les grains des Prairies, de même que le bois, la pâte et le papier de la Colombie-Britannique, se vendent en grande partie sur les marchés mondiaux. De façon générale, l'Ouest a participé davantage que le reste du Canada à l'essor des richesses naturelles du début des années 70; le prix relativement élevé des céréales a également contribué à maintenir cet essor dans les Prairies longtemps après qu'il eut pris fin dans le reste du pays. Les revenus agricoles ont diminué de 11 pour cent entre 1975 et 1976, de 21 pour cent de 1976 à 1977, et l'on prévoit une nouvelle baisse de 6 pour cent en 1978.
- L'industrie forestière a, de son côté, peut-être moins souffert en Colombie-Britannique que dans le reste du Canada, étant donné qu'elle repose grandement sur le bois d'oeuvre et sur le taux relativement élevé de la construction domiciliaire aux États-Unis. De son côté, l'industrie des pâtes et papiers s'est ressentie de la récession sur les marchés mondiaux.
- Jusqu'à l'automne de 1977, l'industrie minière de l'Ouest a semblé relativement forte. Cependant, les licenciements de l'INCO à Thompson ont suscité une incertitude de plus en plus grande à l'égard de l'industrie minière dans l'Ouest, et particulièrement à l'égard des graves répercussions qu'une telle situation peut produire au Manitoba et en Colombie-Britannique. Pendant un certain temps, on a envisagé la possibilité de vendre du charbon métallurgique au Japon, mais à la suite de la détérioration du marché sidérurgique japonais, on a remis

ce projet à plus tard. Les industries pétrolières et gazières et leurs industries connexes demeurent cependant prospères dans l'Ouest.

- L'Ouest continue à se préoccuper de la compétitivité internationale de son industrie manufacturière tant en ce qui concerne la transformation des matières premières que la fabrication des machines et du matériel requis par les industries primaires. À la fin de 1976 et au début de 1977, il a été question d'un déplacement possible de projets nouveaux d'investissement au sud de la frontière, en particulier dans le secteur de la machinerie agricole. La dévaluation du dollar canadien a de façon générale déçu les milieux d'affaires et les récentes diminutions du rythme inflationniste des salaires sont venues s'ajouter et contrecarrer la réalisation de ces projets.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

À moyen terme, l'avenir de l'économie de l'Ouest présente un contraste saisissant entre les divers secteurs. Dans le domaine énergétique, les perspectives paraissent brillantes, compte tenu de la décision de construire le pipeline de l'Alaska et des possibilités de construire un deuxième pipeline pour récupérer d'autres réserves. D'autres projets également annoncés comme l'exploitation des dépôts d'huile lourde en Alberta et en Saskatchewan et l'augmentation possible des usines de sables bitumineux offrent des possibilités à moyen terme. Ces projets impriment un élan réel mais facile à exagérer aux industries de la construction connexes et à certaines industries manufacturières comme l'usine des tuyaux IPSCO à Regina et l'entreprise de construction industrielle ATCO. Les ressources en uranium de la Saskatchewan semblent prometteuses, bien qu'une commission provinciale d'enquête soit maintenant en train d'étudier les questions d'ordre écologique.

Abstraction faite du domaine énergétique, des contraintes sans cesse plus importantes s'exercent sur le développement à long terme de l'ouest du Canada. On exploite déjà les principales ressources forestières de la Colombie-Britannique; les forêts non exploitées sont relativement éloignées, la croissance des arbres y est relativement lente ou sont constituées d'espèces dont la demande est encore faible. Même si les richesses minières semblent abondantes dans le nord de la Colombie-Britannique et le Yukon, on se préoccupe de plus en plus de la concurrence que peuvent présenter les pays du tiers monde et l'exploitation minière des fonds marins.

La prospérité de l'industrie manufacturière de l'ouest du Canada nécessitait une transformation plus poussée de ses produits et, à défaut d'une importante exploitation des ressources nouvelles, son expansion pourrait être limitée. Par ailleurs, les perspectives peuvent se révéler plus encourageantes pour les industries qui fournissent l'outillage spécialisé nécessité par l'exploitation forestière et minière, le pipeline et d'autres industries primaires.

Au début des années 70, on s'inquiétait de la capacité du système de transport qui traverse les Rocheuses ou longe la côte de la Colombie-Britannique, à absorber la production sans cesse croissante de l'Ouest et notamment celle de l'Alberta. Une analyse et de nouveaux investissements en installations portuaires et ferroviaires ont par la suite démontré que ces inquiétudes étaient excessives. La capacité du système de transport à véhiculer les ressources en période d'essor demeure cependant un sujet de préoccupation.

L'optimisme global, mais quelque peu réservé, que l'on peut appliquer aux provinces de l'Ouest peut également s'appliquer aux deux territoires du Nord, bien qu'il existe certaines inquiétudes sur le degré réel de participation des populations autochtones au progrès apparent. Au Yukon, l'exploration, le développement et l'exploitation minière ont amené l'établissement d'un climat économique relativement sain depuis les années 60. La plupart de ces activités ont bénéficié très largement de l'infrastructure qui fut mise en place lors de la Seconde Guerre mondiale. On s'attend à ce que la situation économique se maintienne bonne à moyen terme avec les possibilités de développement planifiées dans le domaine du transport, des mines et, bien sûr, avec la construction du pipeline à travers le Yukon. L'on s'attend à ce que ces possibilités de développement entraînent des gains substantiels dans le secteur tertiaire, entre autres dans l'industrie du tourisme.

Pour ce qui est des Territoires du Nord-Ouest, le revenu et l'emploi dépendent des possibilités de développement liées aux ressources et à l'activité gouvernementale. En effet, environ la moitié des salaires dans les territoires proviennent du secteur gouvernemental. Le pétrole, le gaz et les minéraux représentent la majorité des exportations. Cependant, il faut noter que les petites entreprises, souvent associées à des modes de vie traditionnels, offrent toute une diversité d'occupations aux gens du Nord et contribuent à diversifier et à stabiliser l'économie et à répartir les bénéfices du développement parmi ceux qui ne bénéficient pas directement de l'expansion des grands secteurs. On peut s'attendre à ce que les grands projets de développement se maintiennent à moyen terme et continuent à procurer des bénéfices réels à la population. Récemment, dans le cas de Beaufort et de la production minérale à Nanisivik et dans la région de Great Bear, il a été démontré que les firmes privées trouvent profitable d'engager des populations autochtones locales et de dépendre autant que possible des services d'affaires locaux. De cette façon, leurs activités favorisent la croissance des centres régionaux, ainsi que les communautés éloignées par le biais des mécanismes de rotation du travail.

LE MANITOBA

APERÇU GÉNÉRAL

Les indicateurs économiques continuent d'indiquer des ralentissements de l'activité au Manitoba. On s'attend à ce que les nouvelles dépenses d'immobilisations n'augmentent que de 5 pour cent, contre environ 11 pour cent pour le Canada. Les recettes monétaires agricoles brutes ont diminué de 4 pour cent en 1976, et on s'attend à ce qu'elles diminuent encore de 7 pour cent en 1977. D'autres secteurs, producteurs de biens, subiront une baisse additionnelle dans leur production réelle, alors que la construction, qui a connu une forte croissance en 1976, se développera moins rapidement en 1977. Le secteur des services continuera de soutenir le rendement global de la province; on ne s'attend cependant pas à ce qu'il soit très dynamique. Les contraintes budgétaires des administrations fédérale et provinciale contribueront davantage à la période prévue de ralentissement économique. Le Conference Board envisage que la production réelle du Manitoba va augmenter de 0.5 pour cent en 1977, et de 3.1 pour cent en 1978, contre 2.9 et 4.7 pour cent respectivement pour le Canada.

Le manque actuel de vigueur de l'économie manitobaine devient encore plus accentué, lorsqu'on compare sa performance relative avec celle des trois autres provinces de l'Ouest. L'emploi dans le secteur manufacturier a fortement diminué, comparativement à la situation dans l'Ouest canadien. La part des dépenses d'immobilisations de la province dans celles de l'Ouest canadien a diminué, alors que sa part du chômage a augmenté. On n'a pas de nouveaux projets d'importance en vue. L'aménagement hydro-électrique du fleuve Nelson, seul important projet de construction au Manitoba, est déjà avancé, et les projets actuels d'exploitation de l'énergie de l'Ouest canadien, de construction de pipelines et d'un réseau de transport n'auront, semble-t-il, qu'une incidence limitée sur l'emploi au Manitoba.

Aspect positif, le Manitoba a un bon dossier sur le plan des entreprises et une économie bien diversifiée, avec une activité industrielle également répartie parmi les principaux secteurs tels que la fabrication, la transformation des ressources, l'agriculture et les services financiers et de distribution. Il est presque certain qu'une amélioration sensible dans les perspectives d'un de ces secteurs clefs se refléterait de façon positive sur

le rendement global de l'économie de la province. Toutefois, les perspectives économiques à moyen terme du Manitoba sont, en général, beaucoup plus modestes que dans les autres provinces de l'Ouest.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

La croissance démographique du Manitoba continue à se maintenir en deçà des moyennes du Canada et de l'Ouest canadien. Entre 1961 et 1976, la population canadienne a augmenté d'environ un quart, celle de l'Ouest a augmenté d'environ un tiers et celle du Manitoba d'un dixième, pour atteindre 1.03 million en 1977. Cependant, l'écart entre les taux de croissance a diminué considérablement au cours de la période allant de 1971 à 1976, comparativement à la période de 1966 à 1971. Winnipeg et les plus importants centres urbains de la partie rurale et du nord du Manitoba sont en grande partie responsables de cette croissance, bien que l'augmentation de la population de Winnipeg ait été moins forte que dans les autres grandes villes de l'Ouest. Un fait à remarquer concernant cette évolution démographique est que la population d'Indiens inscrits de la province continue d'augmenter à un rythme deux fois plus élevé que la moyenne provinciale.

Le marché du travail

Au cours de l'année 1977, la population active de la province atteignait en moyenne 460 000, ce qui représente une augmentation de 10 000 par rapport à 1976. L'emploi augmentant à un taux plus faible, le taux de chômage au Manitoba atteignait presque 6 pour cent en 1977. Les statistiques sur la main-d'oeuvre indiquent que le secteur manufacturier a connu la plus forte baisse dans l'emploi. La croissance de l'emploi dans l'agriculture et les autres industries primaires semble avoir compensé les baisses dans les secteurs de la fabrication et de la construction, la croissance nette de l'emploi au Manitoba résultant directement de l'expansion du secteur tertiaire.

Le climat des investissements

L'ensemble des nouvelles dépenses d'immobilisations atteignait presque \$1.8 milliard en 1976, soit une augmentation de 16.4 pour cent par rapport à l'année précédente. Les services financiers et commerciaux, et de l'habitation, ont été les secteurs les plus forts, alors que les investissements dans le secteur manufacturier diminuaient de 24.5 pour cent, après une réduction de 15.7 pour cent en 1975. En 1977, on prévoyait que les nouvelles dépenses d'immobilisations augmenteraient de 4.8 pour cent, les taux élevés de croissance se limitant au secteur manufacturier et à celui des institutions.

Aperçu sectoriel

- Ces deux dernières années, l'agriculture n'a pas secondé l'économie provinciale comme elle l'avait fait depuis quelques années. Les recettes monétaires agricoles brutes ont été de \$897 millions en 1976, soit 4 pour cent de moins qu'en 1975. Le revenu net devrait diminuer davantage en 1977. Cette situation est attribuable en grande partie à la faiblesse continue des marchés internationaux de céréales, à la hausse du coût des facteurs de production comme l'équipement et les conditions climatiques défavorables, qui ont des répercussions sur la qualité des céréales et sur le rendement moyen par acre.
- On s'attend à ce que la production minière diminue en chiffres réels, en 1977, en raison d'un surplus mondial de métaux communs. La production de nickel, qui compte pour 55 pour cent de la valeur de la production minérale au Manitoba, devrait diminuer de 5 pour cent en chiffres réels, alors que la production de zinc, qui compte pour 10 pour cent de la production minérale provinciale devrait demeurer au même niveau qu'en 1976. La production de cuivre (17 pour cent de la production minérale provinciale) devrait augmenter, en chiffres réels, de 5 pour cent, mais ceci est en grande partie le résultat d'une révision en baisse des niveaux de production de 1976.
- La valeur des expéditions par les fabricants manitobains a été d'environ \$2.7 milliards en 1976, augmentation de seulement 6.5 pour cent en dollars courants, contre des augmentations de 11.5 pour cent pour le Canada et de 13.8 pour cent pour l'Ouest canadien. En 1977, la demande de produits manufacturés est demeurée faible. La valeur des expéditions de produits manufacturés au cours des huit premiers mois de l'année marquait une augmentation de seulement 6.1 pour cent par rapport à la même période de 1976. Au même moment, les livraisons augmentaient de 10.1 pour cent au Canada et de 13.6 pour cent dans l'Ouest canadien. Les secteurs industriels du Manitoba, qui ont connu un certain regain en 1977, sont les aliments et boissons, le cuir, les bonneteries, l'impression et la publication, la transformation des métaux et les produits électriques. La production a diminué sensiblement, en 1977, dans les domaines du vêtement pour hommes, de la machinerie et des produits chimiques, mais celle de l'équipement de transport est restée stable. Après être passées de \$38 millions en 1971 à \$139 millions en 1976, les ventes d'instruments et de matériels agricoles ont baissé de 20 pour cent dans les sept premiers mois de 1977, comparativement à la même période de 1976.
- L'emploi dans le secteur de la construction au Manitoba a diminué d'environ 4 pour cent en 1977, fait attribuable en grande partie au petit nombre de mises en chantier au cours de l'année. Les restrictions actuelles de l'administration provinciale pourraient amener une baisse de la construction dans le secteur public en 1978.
- On s'attend à ce que la croissance du nombre d'emplois dans le secteur des services, qui a augmenté de 14 000 en 1976, diminue sensiblement en 1977, comme le démontre une augmentation de seulement 4 000 au cours

des onze premiers mois de l'année. Toutefois, le secteur des services continue d'être la plus importante source d'emplois de la province, représentant 70 pour cent de l'emploi total en 1977.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Bien qu'à court ou à moyen terme, on ne prévoit aucun redressement important dans le volume de la production agricole au Manitoba, la principale amélioration semble se rattacher à l'augmentation de la production de récoltes spécialisées. De plus, on croit que les agriculteurs accueilleront plus favorablement les nouveautés technologiques, non seulement comme un moyen d'augmenter la production, mais encore comme une façon d'accroître la production et de protéger les revenus nets. Une spécialisation des récoltes pourrait offrir des possibilités pour la transformation des produits, alors que la volonté d'améliorer l'efficacité pourrait créer de nouveaux débouchés pour le secteur de la machinerie agricole. Il faut également prendre en considération la sécheresse qu'on a connue au printemps de 1977 et qui a accentué les problèmes d'eau dans les Prairies. On accordera donc plus d'attention aux questions de la gestion des eaux, tant dans la perspective de la production que dans celle de la transformation. La solution de ces problèmes d'eau pourrait avoir des répercussions économiques importantes pour les régions agricoles rurales.

Le secteur minier est devenu le principal soutien de l'économie du nord du Manitoba. À court ou à moyen terme, l'expansion de l'industrie minière se limitera à accroître la production des mines existantes. Une transformation plus poussée des minerais accroîtrait l'incidence de cette industrie sur l'économie provinciale, mais on reconnaît qu'il faut évaluer les possibilités de transformation en tenant compte des facteurs externes. L'aménagement préliminaire de terrains miniers prometteurs près de Flin Flon et au nord de Lynn Lake constitue, à moyen terme, une autre possibilité plus lointaine. L'annonce de la réduction de 650 employés à la compagnie INCO de Thompson a attiré l'attention sur le déclin de l'industrie du nickel, mais l'Hudson Bay Mining and Smelting Co. Ltd. et la Sheritt-Gordon connaissent les mêmes difficultés; ces entreprises dirigent de grandes exploitations de zinc et de cuivre dans le nord du Manitoba. On peut toutefois prévoir que la production et l'emploi s'amélioreront à mesure que les marchés mondiaux des minerais se rétabliront.

Les perspectives économiques pour le secteur forestier du Manitoba sont essentiellement statiques. Bien qu'il semble y avoir possibilité d'accroître la production dans une ou aux deux principales usines de pâtes et papiers, soit celle de la Manfor, à Le Pas, et celle de l'Abitibi, à Pine Falls, le développement est peu probable lorsqu'on évalue cette possibilité en regard de la situation nationale de l'industrie et des marchés mondiaux. À l'exception peut-être de la Manfor, l'industrie du sciage et du bois d'oeuvre est principalement destinée aux marchés de bois de construction brut à l'intérieur de la province. Aucun développement important n'étant prévu pour la Manfor ou l'Abitibi, l'expansion future ne visera que les opérations des terres à bois accordées par contrat aux principaux exploitants ainsi que les

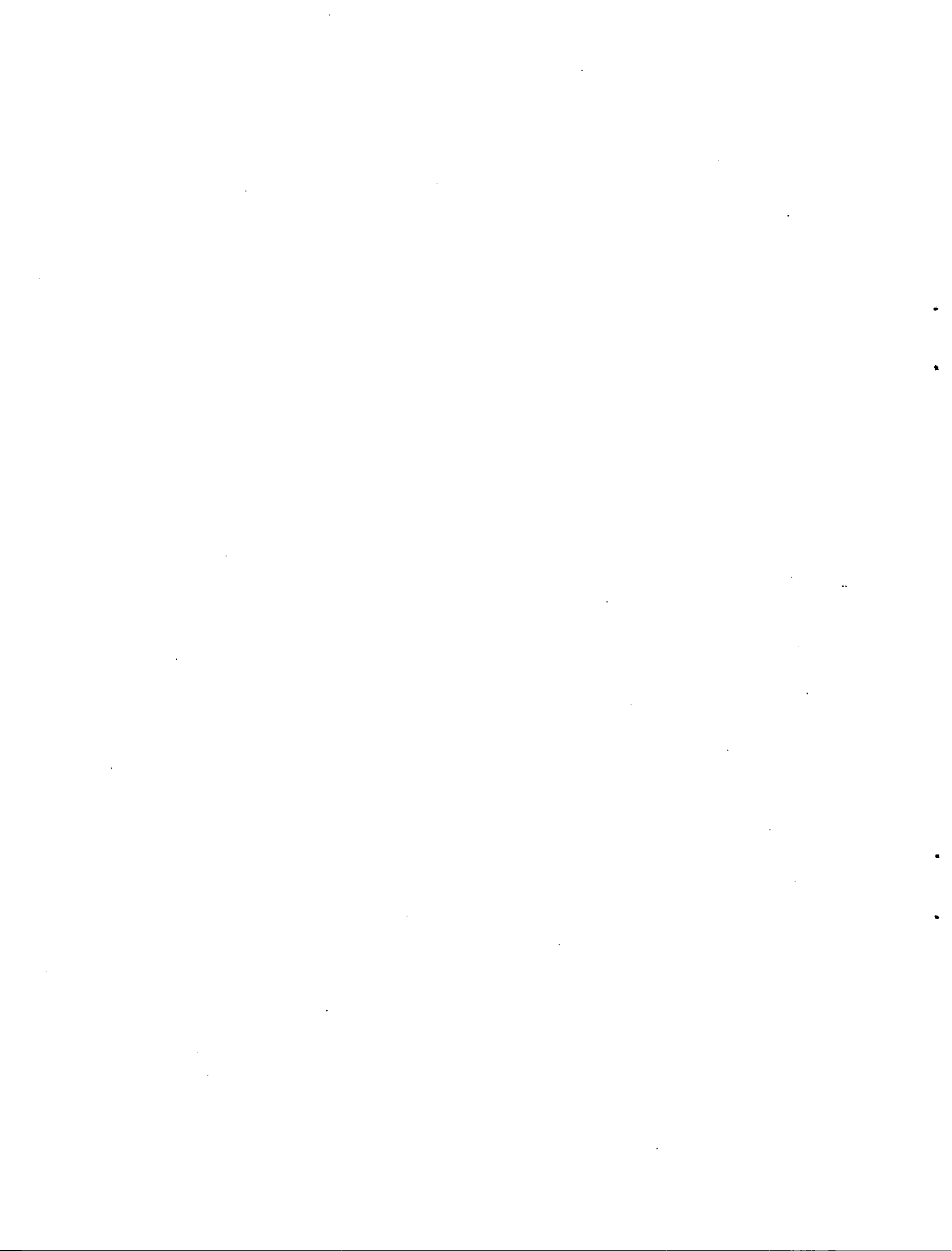
scieries qui desservent les localités dans les régions du nord de la province. Toutefois, avec le perfectionnement de techniques de construction pertinentes, certaines possibilités d'exploitation locales des forêts pourraient surgir, en vue de répondre aux besoins des projets d'habitation dans les régions du Nord.

La situation du secteur manufacturier au Manitoba, par rapport à celle du Canada et de l'Ouest canadien, s'est détériorée. Bien que la part du Manitoba sur le plan de l'emploi et de la production dans le secteur manufacturier canadien ait été stable au cours des dernières années, il semble y avoir un manque général de dynamisme et, en conséquence, on s'attend à ce que l'emploi dans ce secteur au Manitoba demeure stable pour les quelques années à venir. L'insuffisance des approvisionnements d'eau potable dans plusieurs localités rurales non seulement entrave les activités du secteur agricole, mais aussi écarte les autres possibilités de développement industriel.

Toutefois, dans ce tableau général, des possibilités industrielles particulières pourraient être mises en application pour compenser les réductions dans les industries en baisse; ainsi, le secteur manufacturier pourrait peut-être apporter une plus grande contribution au rendement global de l'économie de la province. L'évolution dans le secteur agricole et dans celui des ressources naturelles laisse entrevoir une possibilité dans le domaine de la transformation qui, en plus de créer des emplois dans la fabrication, assurerait un revenu aux activités de production du secteur primaire. La proximité des marchés des Prairies et du Midwest américain, ainsi que des principaux réseaux canadiens de transport et d'énergie, pourrait signifier un potentiel accru pour la machinerie agricole, la fabrication de métaux légers et les industries secondaires. Les entreprises du Manitoba ont montré des possibilités fondamentales, tant au point de vue de la production que de la commercialisation sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux.

L'essor du secteur de l'énergie au Manitoba, y compris les règlements du lac Winnipeg, la dérivation des eaux de la rivière Churchill et la construction de centrales électriques en aval du fleuve Nelson, a été un facteur majeur de l'économie provinciale pendant plus de dix ans, tant au point de vue de l'investissement de capitaux qu'au point de vue des emplois qui ont atteint le nombre de 4 000 en période de pointe. Avec une baisse de croissance de la demande d'électricité attribuable à la demande réduite de la part des industries et du ralentissement de l'économie, l'aménagement hydro-électrique se fera moins rapidement que par le passé.

Le plan actuel de développement de l'industrie du tourisme consiste à attirer les visiteurs à Winnipeg et à maximiser les effets de leur passage en les dirigeant ensuite vers les attractions qui sont à proximité et mettent en valeur les ressources matérielles et la diversité ethnique et culturelle du Manitoba. On encourage aussi les Manitobains à passer leurs vacances au Manitoba. Selon la stratégie provinciale du tourisme, on s'efforce principalement de valoriser les installations déjà en place et de développer des installations récréatives et touristiques près de Winnipeg.



LA SASKATCHEWAN

APERÇU GÉNÉRAL

L'économie de la Saskatchewan a toujours été liée à ses ressources naturelles. Traditionnellement, ses principaux produits sont expédiés vers d'autres marchés à l'état de matières premières afin d'être transformés. Les périodes de croissance économique rapide sont le résultat surtout de prix élevés pour un produit (comme le blé) ou de la découverte d'une nouvelle ressource (comme la potasse). D'un autre côté, une chute du prix des produits ou une mauvaise récolte ont un effet néfaste sur l'économie de la province. L'économie de la Saskatchewan a donc été caractérisée par des variations relativement importantes de l'activité économique occasionnées par sa dépendance vis-à-vis des secteurs primaires de production de la province.

La capitalisation accrue de l'agriculture et la diminution du nombre de nouveaux emplois agricoles qui en est résultée ont nui au marché du travail de la province. Il y a eu peu de nouvelles industries secondaires. Il en est résulté, jusqu'à tout récemment, une émigration nette de la population de la province, une hausse dans la répartition de l'âge de la population active de la province, un déplacement marqué de la population rurale vers les centres urbains et la disparition de plusieurs petites localités.

À moyen terme, l'économie de la Saskatchewan continuera d'être axée sur les ressources de celle-ci et sera exposée aux importants changements cycliques. Toutefois, il existe des possibilités dans le domaine de l'activité minière reliée à la production d'énergie, dans celui de la fermentation industrielle (des céréales et de la cellulose), dans les activités ayant trait au fer et à l'acier et, peut-être, dans le domaine des instruments aratoires, lorsque les marchés locaux sont stables ou qu'il est possible de faire des exportations vers des régions d'aridoculture outre-mer.

Au cours des cinq prochaines années, il sera important de viser à une croissance équilibrée en Saskatchewan. Ceci signifie qu'il faudra favoriser les initiatives dans les domaines industriel, rural et forestier et développer le Nord. La question de la croissance n'est pas liée à l'accroissement du produit provincial brut car, un tel accroissement sera atteint par l'expansion des activités minières, en particulier celles touchant

l'exploitation du charbon, mais bien plutôt d'avoir suffisamment de possibilités de développement pour absorber les déplacements de main-d'oeuvre provenant de l'agriculture et les nouveaux entrants de population active.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

D'après Statistique Canada, la population de la Saskatchewan en 1977 était de 936 000, soit une augmentation de 1.6 pour cent par rapport à 1976. Cette augmentation comprenait une certaine immigration et représentait une évolution par rapport au début des années 70 alors que la population de la province diminuait. Une stabilité relative a été atteinte grâce à un équilibre entre l'émigration en provenance des régions rurales et la croissance dans les villes.

Le marché du travail

Le taux de chômage en 1977 était en moyenne de 4.5 pour cent, soit une augmentation modérée par rapport à l'année précédente. Au cours de l'année dernière, environ 17 000 personnes ont trouvé un emploi en Saskatchewan.

Le climat des investissements

La grande dépendance vis-à-vis du secteur des ressources a eu une influence déterminante sur la performance des investissements dans le secteur privé. La faiblesse des revenus dans le secteur agricole a contribué à ralentir l'investissement dans beaucoup de domaines. Cependant, les investissements miniers ont contribué à un certain stimulus et certaines réalisations importantes comme l'expansion de la fabrication du fer et de l'acier (IPSCO) et les secteurs de l'uranium pourraient relever fortement l'économie. Cela dépend des décisions qui seront prises relativement aux caractéristiques du pipeline et aux demandes ultérieures de tuyaux et de la recommandation de la commission Bayda de procéder ou non à l'exploitation de l'uranium.

En 1977, les investissements se sont chiffrés à environ \$2.9 milliards, soit une augmentation de 7.8 pour cent par rapport à 1976. Cette croissance a eu lieu dans les secteurs primaires, de la construction, des services et du logement. Les investissements dans l'industrie ont augmenté légèrement en dollars courants, ce qui laisse entrevoir une diminution en termes réels.

Aperçu sectoriel

- L'agriculture est responsable de la moitié de la valeur ajoutée dans le secteur de la production de biens en 1976. Toutefois, malgré des récoltes records, les recettes agricoles et le revenu agricole ont

diminué considérablement. En raison de prix moins élevés pour les céréales en 1977, les recettes agricoles et, en conséquence, le revenu net seront peu élevés. On s'attend à ce que le programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest fasse un généreux versement aux agriculteurs en 1978. Les craintes que l'on avait eues quant à l'effet désastreux de la sécheresse et des mauvaises conditions de récolte au début de l'automne ne se sont pas confirmées. La qualité des récoltes est généralement bonne et la production est légèrement au-dessus de la moyenne à long terme bien qu'inférieure aux conditions exceptionnelles de l'année dernière.

- Le marché du bétail est demeuré modéré en 1977, bien que l'on prévoie une amélioration des conditions d'ici à juin 1978. Les perspectives du marché des porcs sont incertaines et l'on craint qu'une augmentation du nombre de porcs sur le marché ne réduise les prix pour le producteur.
- L'industrie minière occupe le deuxième rang en tant que productrice de revenus dans le secteur de la production de biens. Elle constitue à peu près 18 pour cent de la valeur ajoutée des biens produits dans la province, bien qu'elle n'emploie directement que de 2 à 3 pour cent de la population active de la province.
- Depuis dix ans, la fabrication constitue de 10 à 11 pour cent de la valeur ajoutée du secteur de la production de biens en Saskatchewan et emploie presque 6 pour cent de la population active.
- En 1977, les expéditions de produits manufacturés en dollars courants ont augmenté à un taux légèrement supérieur au taux d'inflation.
- L'industrie des services, à la fois en termes de revenus et d'emplois, a continué à occuper une partie plus importante de l'économie provinciale. Tout le secteur des services, en Saskatchewan, subit une révision structurelle, alors que son système de distribution fortement décentralisé s'adapte à une urbanisation plus importante et à des modes d'achat plus centralisés chez les habitants des régions rurales.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Au fur et à mesure que la population du globe continue à croître, la demande de céréales augmentera sensiblement. Comme il n'existe aucune ligne directrice en Amérique du Nord quant au stockage d'importantes quantités de céréales, on croit que le prix des céréales continuera à fluctuer au moins jusqu'en 1980. Toutefois, en général, l'offre et la demande de blé, de céréales secondaires et de graines oléagineuses devraient s'équilibrer, ou l'offre devrait être légèrement insuffisante. Après 1980, l'offre de céréales ne suffira pas à répondre à la demande et il y aura des pénuries. On prévoit que les prix seront alors au niveau de ceux des récentes années de prospérité.

L'avenir du bétail engraisé aux céréales secondaires est très incertain en raison de la concurrence provenant d'animaux engraisés à l'herbe en Australie et en Nouvelle-Zélande. L'accès ininterrompu aux marchés américains est aussi quelque peu incertain. Il devrait toutefois y avoir au cours des deux prochaines années un raffermissement du prix du bétail. À court terme, le prix du porc devrait connaître une baisse, mais il est impossible de faire une prévision à moyen terme, car ce secteur doit aussi faire face à la concurrence des animaux (substituts du boeuf) engraisés à l'herbe.

Dans certains cas, le système actuel de transport nuit au développement du secteur de la transformation en Saskatchewan, puisqu'il en coûte moins cher d'expédier les matières premières vers le centre du Canada que les produits manufacturés. Toutefois, ou doute qu'une modification des tarifs statutaires de transport des céréales améliorerait sensiblement l'avenir de la production de bétail dans la province. Les producteurs de céréales connaîtraient alors d'importantes pertes de revenus. Le secteur de la transformation alimentaire profiterait particulièrement d'une révision des tarifs de transport, puisque ce secteur souffre actuellement d'une surcapacité due en grande partie aux contraintes de distribution de ses produits vers les marchés des régions plus peuplées du pays.

On prévoit à moyen terme une expansion du secteur de l'acier et des métaux connexes. La construction du pipeline de la route de l'Alaska pourrait offrir à l'IPSCO une excellente occasion de fournir une partie importante des tuyaux nécessaires. Ces nouveaux besoins aideraient à financer l'expansion des aciéries de Regina et d'Edmonton. La décision du comité technique Canada-États-Unis, qui étudie les caractéristiques des tuyaux, pourrait limiter la participation de l'IPSCO au projet.

Les investissements du secteur privé dans le secteur de la fermentation industrielle, qui comprend les sirops de fructose à haute teneur, les plastiques biodégradables, les antibiotiques et l'éthanol en tant qu'additif à l'essence et produit chimique industriel, pourraient fournir un marché industriel pour les céréales.

La diminution du revenu agricole a nuï aux fabricants d'instruments aratoires. Cette industrie devrait toutefois retrouver sa vitalité à moyen terme, puisque le marché des céréales devrait s'améliorer à la longue. Au cours des quelques prochaines années, des efforts concentrés en vue d'encourager l'exportation de machines agricoles de la Saskatchewan vers d'autres régions d'aridoculture du globe aideraient à relancer cette industrie.

En raison d'une augmentation de la demande à moyen et à long terme, il devrait y avoir une expansion importante du domaine minier touchant la production d'énergie, comme l'uranium, le charbon et les huiles lourdes et une augmentation de la production de potasse.

L'ALBERTA

APERÇU GÉNÉRAL

On peut dire que, depuis 1974, la performance économique générale de l'Alberta a été satisfaisante, étant donné que le produit intérieur réel de la province, les salaires hebdomadaires moyens et le revenu personnel total ont tous augmenté plus rapidement que la moyenne nationale. Bien que la performance économique de l'année 1977 ait encore été supérieure, de façon globale, à la moyenne nationale, la fin des travaux de construction du projet Syncrude et des autres développements liés au secteur énergétique a contribué à un taux de croissance économique quelque peu inférieur et à un taux de chômage accru. La performance de l'économie s'est également ressentie de la faiblesse des prix mondiaux du blé et des problèmes que connaît le secteur du bétail. On s'attend à ce que l'économie de l'Alberta continue d'enregistrer un taux plus faible de croissance au cours de l'année 1978.

Les perspectives économiques à moyen terme pour l'Alberta sont excellentes. Un certain nombre de grands projets reliés à l'usage de l'énergie entreront dans leur phase de construction au cours de la deuxième moitié de la période de 1977-1982. Il y aura également des possibilités de diversification de l'économie provinciale sous la forme d'un accroissement de la transformation des produits agricoles et forestiers, des travaux d'irrigation, des usines pétrochimiques et du développement du tourisme. Associées à la croissance de l'immigration qu'elles sous-tendent, ces possibilités permettront généralement aux secteurs de la construction et des services de maintenir leur rythme d'activité.

Plusieurs facteurs peuvent, cependant, nuire au succès de la réalisation des possibilités économiques de la province. Les principaux projets relatifs à l'usage de l'énergie pourraient connaître certains problèmes d'insuffisance de fonds et de pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, à moins que les différents échéanciers des principaux projets ne soient suffisamment coordonnés. La croissance d'une industrie pétrochimique sera

soumise aux conditions du marché international, de même qu'au prix mondial futur du pétrole brut. La transformation des produits agricoles et la performance de l'agriculture en général dépendront de l'accès aux marchés et de l'efficacité du système de transport.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

La population de l'Alberta est passée de 1.6 million d'habitants en 1971 à 1.9 million en 1977, ce qui fait que l'Alberta a surpassé la Colombie-Britannique en tant que province où le taux de croissance démographique est le plus rapide. Le taux annuel de croissance démographique s'est accéléré durant cette période et a atteint 3.4 pour cent en 1977. On s'attend à ce qu'il baisse légèrement au cours de la période de 1977-1979 et remonte de nouveau lorsque les taux d'immigration refléteront des possibilités d'emploi suscitées par les projets dont la phase de construction commencera durant la période de 1979-1982. D'ici à 1982, la population de la province devrait théoriquement dépasser 2.2 millions d'habitants dont la majorité sera concentrée dans le corridor Edmonton-Calgary.

Le marché du travail

Le taux de chômage de l'Alberta au début des années 70 se situait à 5.1 pour cent et la croissance annuelle de l'emploi dans cette province s'établissait à 1.6 pour cent. Les grands changements intervenus dans le secteur de l'énergie ont stimulé son économie si bien qu'en 1974 le taux de chômage avait considérablement diminué. Le taux annuel de croissance de l'emploi enregistré au milieu de la présente décennie ne s'est toutefois pas maintenu en 1977 et le taux de chômage a grimpé à 4.4 pour cent. On prévoit qu'il se maintiendra à ce niveau au cours de l'année 1978. La construction d'un certain nombre de grands projets reliés à l'utilisation de l'énergie devrait avoir pour effet de faire remonter le taux de croissance de l'emploi au niveau du début des années 70. Cette croissance pourrait amener une pénurie de personnel qualifié et des pressions à la hausse sur les traitements et les salaires.

Le climat des investissements

L'Alberta a bénéficié d'un climat très favorable pour ce qui est des investissements au cours des années 70. Au début de la présente décennie, les nouvelles dépenses d'immobilisations ont augmenté considérablement pour atteindre un chiffre record de 30 pour cent, en 1976. En 1977, les nouvelles dépenses d'immobilisations devraient augmenter d'environ 18 pour cent. On s'attend à ce que des augmentations annuelles fortes persistent au cours des années 1979-1982, époque durant laquelle l'exploitation des sables bitumineux, la construction du gazoduc et d'autres grands projets devraient susciter des investissements d'envergure.

Aperçu sectoriel

- Le revenu agricole net de l'Alberta est passé de \$270 millions en 1970 à \$815 millions en 1975, essentiellement du fait de l'augmentation des prix du grain. Les recettes des agriculteurs ont commencé à diminuer en 1976, marquant ainsi une tendance qui s'est poursuivie en 1977. La médiocrité relative de la performance économique dans le secteur agricole est attribuable à l'augmentation des coûts d'exploitation associée à des conditions climatiques peu favorables et aux bas prix mondiaux du grain, ainsi qu'à divers problèmes dans le secteur du bétail. Le revenu agricole devrait rester stable, voire diminuer légèrement au cours des quelques prochaines années à moins que ne se produise une remontée du prix des produits agricoles.
- La production albertaine de charbon bitumineux et sous-bitumineux a doublé de 1970 à 1976 et a atteint 14.5 millions de tonnes courtes. On a planifié la construction, d'ici à 1982, d'un certain nombre d'usines d'énergie thermique, ce qui amènerait des augmentations continues de production de charbon thermique à l'intérieur de la province.
- La production de pétrole brut a atteint son chiffre record en 1973 avec 523 millions de barils et, en 1976, cette même production est descendue à 386 millions de barils. La tendance actuelle à la baisse des niveaux de production se poursuivra jusqu'en 1982, mais ce déclin sera partiellement ralenti par l'augmentation de la production des sables bitumineux de l'Alberta. La production de gaz naturel albertain a augmenté chaque année depuis 1970. De nouvelles découvertes laissent penser que les niveaux de production pourraient continuer à s'accroître au cours des quelques prochaines années. Le taux d'accroissement augmentera de façon très nette si c'est la partie sud du pipeline de la route de l'Alaska qui est construite la première et si elle est utilisée de façon temporaire pour transporter le gaz albertain vers les États-Unis.
- Depuis 1975, les activités manufacturières se sont accrues à un rythme plus rapide que celui de l'économie provinciale. Il convient toutefois de noter qu'en 1976, elles n'ont représenté que près de 10 pour cent du total de la production en Alberta, par rapport à plus de 20 pour cent pour la moyenne nationale. L'industrie des aliments et des boissons, qui représente 25 pour cent de la valeur manufacturière ajoutée, s'accroît à un rythme modéré. L'industrie pétrochimique de la province est en pleine expansion et devrait continuer d'accroître sa part de la valeur manufacturière ajoutée si elle parvient à surmonter les problèmes de commercialisation au niveau international. Parallèlement, on constate que la situation de l'industrie du bois d'oeuvre s'est améliorée au cours des deux dernières années, mais sa viabilité à moyen terme dépend encore de la demande sur le marché international. Les perspectives de l'industrie des pâtes et papiers dans cette province au cours des cinq prochaines années sont bonnes.

- Comme dans le cas des autres provinces, le secteur des services constitue la plus grande source d'emplois en Alberta. À mesure que la population de l'Alberta s'accroissait et que son économie devenait plus complexe, la part représentée par les industries de services dans l'emploi augmentait. En 1977, ce secteur a produit la moitié de la valeur ajoutée provinciale et représenté approximativement les deux tiers de la main-d'oeuvre employée. Stimulé par l'augmentation rapide du secteur des ventes au détail et l'implantation d'activités de services d'un plus haut niveau associées aux questions de financement et d'ingénierie, le secteur des services devrait continuer à s'accroître au cours des cinq prochaines années.

La situation économique sous-provinciale

Le fait que l'Alberta dépende de son énergie, de son agriculture et des travaux de construction a suscité un déséquilibre géographique au chapitre de la distribution des profits de la croissance économique. Ce déséquilibre économique s'est traduit par une croissance rapide du corridor Edmonton-Calgary et par un changement limité au niveau des collectivités rurales, en particulier celles situées dans les régions du nord et du centre est de la province. En dépit du ralentissement de cette tendance, la population rurale de l'Alberta continue de venir s'installer dans ce corridor à la recherche de meilleures possibilités d'emploi. Edmonton et Calgary continuent d'être les deux pôles de croissance démographique de la province.

Malgré ces tendances, de nombreuses collectivités rurales connaissant actuellement des problèmes économiques ont néanmoins la possibilité de diversifier leur base économique et de participer à la croissance économique générale. La décision de traiter davantage sur place les produits agricoles et forestiers pourrait se traduire par un regain d'activités dans tous les secteurs économiques du monde rural.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La construction de la partie située en Alberta du gazoduc de la route de l'Alaska devrait commencer vers la fin de l'année 1978 et se terminer en 1982. Ce projet devrait grandement stimuler l'économie de l'Alberta du fait qu'une forte proportion de la main-d'oeuvre et des matériaux proviendra de la province.

Trois entreprises d'exploitation de gisements de sables bitumineux pourraient être lancées au cours des cinq prochaines années. La société Imperial Oil Ltd. a proposé la construction d'une usine d'extraction et de traitement sur place des sables bitumineux au coût de \$4 milliards dans la région de Cold Lake. Les travaux de construction pourraient débuter en 1981 et se poursuivre jusqu'en 1985. On s'attend à un accroissement des opérations inscrites dans le cadre du projet Syncrude et il est également possible qu'on ouvre une troisième usine de traitement de sables bitumineux extraits d'une mine à ciel ouvert; on prévoit que cette usine coûtera \$3.5 milliards.

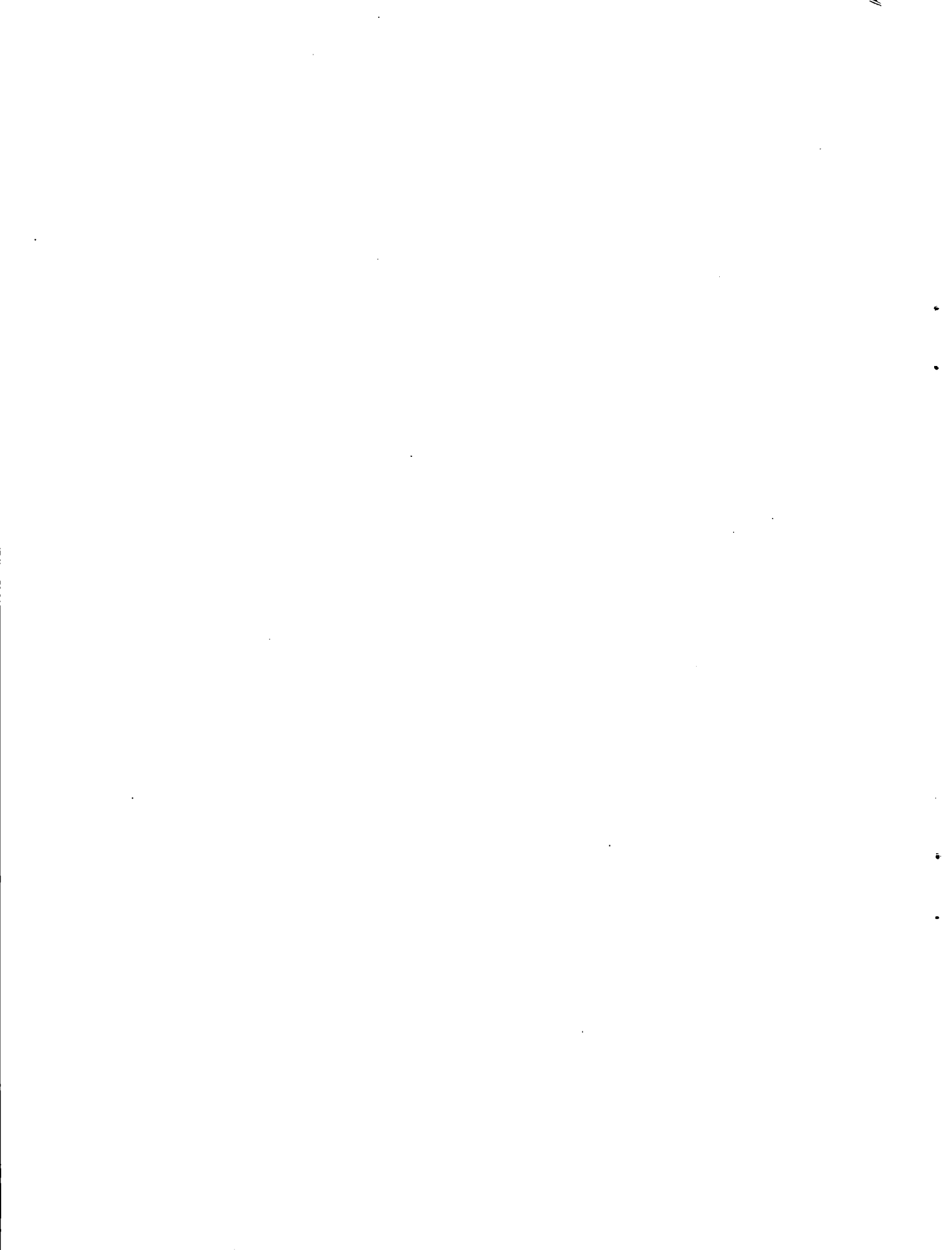
L'échelle à laquelle l'exploitation des sables bitumineux s'effectuera dépendra toutefois de ce que sera plus tard le prix international du pétrole brut. Ces travaux d'exploitation pourraient fort bien remplacer les activités de construction du gazoduc et devenir la principale source de croissance de la province au cours des années 80.

On a proposé de construire d'ici à 1982 une usine de traitement du pétrole lourd au coût de \$520 millions dans la région de Lloydminster. Les gisements de pétrole chevauchent la frontière de l'Alberta et de la Saskatchewan, et aucune décision n'a encore été prise quant à l'emplacement du projet.

Le développement d'une grande industrie pétrochimique a été reconnu par le gouvernement provincial comme constituant une très importante possibilité de développement pour l'Alberta. Toutefois, vu la capacité excédentaire de l'Amérique du Nord, il existe encore, à moyen terme, des incertitudes quant aux débouchés.

Il existe en Alberta des possibilités de transformation et d'emballage des produits agricoles. Il serait également possible d'accroître les travaux d'irrigation dans le sud de l'Alberta. Il faudra au préalable résoudre des questions d'approvisionnement en eau et de technologie d'irrigation à l'intérieur même des exploitations avant que ces possibilités ne puissent se réaliser.

On prévoit commencer la construction, en 1982, à Whitecourt, d'un moulin à fibre de papier de \$250 millions. Il serait possible de réaliser une usine de pâtes à fonctionnement thermique et mécanique, ce qui représenterait éventuellement un autre grand investissement en capital. La réalisation de ces projets est liée à la disponibilité des capitaux, aux prix du marché et aux coûts du transport.



LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

APERÇU GÉNÉRAL

On prévoit que la production réelle de la Colombie-Britannique augmentera de 4.8 pour cent en 1978, soit un peu plus du taux envisagé pour le Canada tout entier. En 1977, la production réelle aura augmenté de 4 pour cent, chiffre sensiblement inférieur au 5.9 pour cent enregistré en 1976, mais qui dénote cependant une reprise soutenue par rapport à la baisse subie en 1975. Au cours des dernières années, on a pu constater une convergence des tendances à la croissance entre la Colombie-Britannique et le Canada, à la différence de la croissance plus rapide enregistrée par cette province avant le milieu des années 70. Le déclin du taux de croissance de l'économie de la Colombie-Britannique découle de la conjoncture mondiale et de la faiblesse des marchés qui en a résulté pour les ressources naturelles de la Colombie-Britannique. Cette faible croissance réelle de l'économie ne s'est pas traduite par des réductions des taux de chômage habituellement élevés, qui estimés à 8.5 pour cent en 1977, ont été les plus forts de toutes les provinces situées à l'ouest du Québec. Le taux de croissance démographique, qui était traditionnellement le plus élevé au Canada, s'est sensiblement ralenti depuis 1974. Les immobilisations nouvelles en 1977 devraient avoir augmenté de 14.1 pour cent en dollars courants, ce qui représente une amélioration par rapport au taux de 10.3 pour cent enregistré en 1976. Le gouvernement provincial préconisant de restreindre les dépenses de l'État et d'envisager une plus grande responsabilité fiscale prévoit un budget équilibré se chiffrant à \$3.8 milliards pour l'année 1977-1978.

Les perspectives à moyen terme de l'économie de la Colombie-Britannique laissent prévoir une certaine stabilité et une croissance modérée. Il ne semble pas y avoir lieu de s'attendre à de fortes augmentations de la demande internationale pour les produits d'exportation de cette province avant le début des années 80.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'évolution démographique

D'après le recensement de 1976, la population s'établissait à 2.5 millions d'habitants. Traditionnellement la principale bénéficiaire des migrations interprovinciales, la Colombie-Britannique a, au cours des deux dernières années, perdu cette position au profit de l'Alberta. Durant la période 1971-1976, la population totale de la province a cependant augmenté de 12.9 pour cent, ce qui représente une baisse par rapport au chiffre de 16.6 pour cent pour la période 1970-1971. La répartition géographique de la croissance démographique en Colombie-Britannique entre 1971 et 1976 a contrasté nettement par rapport à la croissance des centres urbains enregistrée dans la plupart des régions du pays. Entre 1971 et 1976, la population du Lower Mainland concentrée à Vancouver s'est accrue de 6.1 pour cent, tandis que la région métropolitaine de Victoria a enregistré une augmentation de 9.7 pour cent. Par comparaison, la partie non métropolitaine de la Colombie-Britannique a enregistré le plus fort taux de croissance démographique, soit 16.2 pour cent.

Le marché du travail

Le marché du travail de la Colombie-Britannique se caractérise par un taux de chômage élevé et constant, dont la moyenne a été de 8.5 pour cent au cours des trois dernières années. On a enregistré une réduction du taux de croissance de la population active en 1977, phénomène partiellement dû à la baisse du taux de croissance démographique. La création d'emplois au cours des deux dernières années n'a cependant pas suffi à réduire les taux de chômage. Les traitements et salaires hebdomadaires moyens versés en Colombie-Britannique ont continué d'être les plus élevés du Canada durant l'année 1977, se situant approximativement à 12 pour cent au-dessus de la moyenne nationale.

Le climat des investissements

Les investissements en Colombie-Britannique devraient se chiffrer à \$5.4 milliards en 1977, ce qui représenterait une légère amélioration par rapport à l'année 1976. Le total des dépenses d'immobilisations devrait avoir augmenté de 14.1 pour cent; il avait augmenté de 10.3 pour cent en 1976. En termes relatifs, c'est le secteur manufacturier qui enregistrera le gain le plus fort. Une grande partie de ces investissements représente cependant des efforts de modernisation et ne contribuera que fort peu à la création d'emplois nouveaux. Il est probable qu'on assistera à une croissance beaucoup plus lente des investissements au niveau du commerce, des services financiers et commerciaux (9.0 pour cent) et des services institutionnels et gouvernementaux (8.4 pour cent). En ce qui concerne les grandes sociétés, les investissements prévus pour 1978 devraient demeurer relativement élevés, et peut-être même dépasser de 24 pour cent le chiffre de 1977.

Aperçu sectoriel

- Les revenus agricoles des huit premiers mois de l'année 1977 se sont élevés à \$269 millions, soit un niveau de 4.7 pour cent inférieur à celui de la période correspondante en 1976. Aux dernières nouvelles, il semblerait cependant qu'une excellente récolte dans le domaine des arbres fruitiers viendra gonfler le chiffre total définitif de l'année écoulée.
- L'industrie des pêches a enregistré une bonne année et la valeur marchande à terre des prises s'est établie à un niveau comparable à l'année record que fut 1976. Les perspectives pour 1978 semblent favorables.
- Les problèmes causés par des prix moins élevés et une faiblesse de la demande internationale pour certains des principaux minerais extraits en Colombie-Britannique n'ont cependant pas empêché la valeur de la production minière de la province d'atteindre un chiffre record de \$1.8 milliard au cours de l'année, ainsi qu'il avait été prévu, soit \$316 millions de plus qu'en 1976. Des prix de base plus élevés ainsi qu'une faible augmentation de la production ont fait du gaz naturel le principal produit de l'industrie minière, la valeur de ce dernier s'établissant à \$403 millions. Malgré le marasme des marchés internationaux et la baisse des prix, la production de cuivre (étroitement liée à une forte demande pour le molybdène, son sous-produit) a augmenté de plus de 10 pour cent et sa valeur s'est établie à \$397 millions. La valeur de la production de charbon devrait s'élever à \$392 millions, et cette production elle-même devrait passer de 7.5 millions de tonnes en 1976, époque où les principaux producteurs ont été touchés par des grèves, à 8.7 millions de tonnes en 1977. Reflétant la baisse de la demande mondiale, les expéditions de zinc et de plomb au cours des neuf premiers mois de l'année n'ont pas été considérables. Une baisse dans la production de pétrole brut a été plus que compensée par l'augmentation de son prix.
- Le raffermissement du secteur manufacturier est largement attribuable à l'augmentation de la production du bois d'oeuvre et des prix de ce produit, phénomène relié à la vigueur du marché de la construction domiciliaire aux États-Unis. La production du bois d'oeuvre a augmenté de 15 pour cent au cours du premier semestre de 1977. Les prix ont baissé par rapport au chiffre record enregistré au milieu de l'année 1977, mais la demande globale, en 1978, devrait rester élevée, compte tenu des prévisions de mise en chantier de logements aux États-Unis. La production de pâtes et papiers a été faible au cours des huit premiers mois de l'année 1977, la production de papiers demeurant stable, mais celle des pâtes régressant de 7.4 pour cent. Les stocks de pâtes s'élèvent d'ailleurs à 800 000 tonnes d'après les rapports, ce qui représente le double du niveau normal. Certains producteurs estiment qu'un arrêt de travail de trois mois sera nécessaire en 1978. La valeur totale des expéditions faites par les usines dans toutes les

industries de fabrication concernées a été de 16.1 pour cent plus élevée durant les huit premiers mois de 1977 par rapport à la période correspondante en 1976.

La situation économique sous-provinciale

L'annonce récente de la construction du pipeline de la route de l'Alaska, ainsi que du projet du barrage de Revelstoke, pourrait avoir des répercussions importantes sur l'économie provinciale - particulièrement dans les régions non métropolitaines. D'un autre côté, l'annonce de la modernisation des installations existantes dans le domaine des industries fondées sur l'utilisation des ressources, ainsi qu'un certain nombre d'autres projets dans le domaine de l'industrie minière, forestière et dans celui des services publics, laisse prévoir une certaine croissance future à l'intérieur de la province. Il convient de noter, cependant, qu'une grande partie de ces investissements sont à fort apport de capitaux et, bien qu'ils se traduisent par des activités de construction, ils ne conduisent pas nécessairement à des changements structureaux, ni à la création à grande échelle d'emplois permanents.

PRINCIPALES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Des facteurs externes continueront de dominer l'avenir économique à moyen terme de la province. Des décisions d'investissement touchant les réserves en charbon, celles en cuivre, la capacité des scieries de l'intérieur, ainsi que l'exploitation des pâtes et papiers dans la province dépendront toutes de l'état de la demande du marché des exportations.

L'exploitation du charbon de Hat Creek, près de Kamloops, pour produire de l'électricité d'origine thermique pourrait constituer l'un des principaux projets réalisables à moyen terme. La production de charbon exporté pour les centrales thermiques, principalement du Japon et de la Corée, pourrait provenir des mines de charbon existantes de Kootenay-Est, des nouveaux producteurs sur l'île Vancouver et, éventuellement de Hat Creek. En raison des problèmes actuels de l'industrie mondiale de l'acier, il est difficile de signer de nouveaux contrats de ventes de charbon métallurgique. Ceci influence les prix à la baisse. Ce n'est pas avant 1980 que le charbon du Nord-Est de même que l'exploitation accélérée des mines des Kootenays trouveront des débouchés. À la suite de ces développements, les installations portuaires en eau profonde de produits en vrac à Prince-Rupert et à Vancouver et les installations ferroviaires de transport en vrac devraient prendre de l'expansion.

Il existe des possibilités de développement additionnelles qui pourront se réaliser au cours des prochaines années : les nouvelles découvertes de gaz dans le Nord-Est, le gazoduc de l'Alaska et la construction de centrales hydro-électriques supplémentaires dans le nord de la Colombie-Britannique.

Les mines de cuivre subissent la stagnation des marchés mondiaux. À moyen terme, une amélioration des prix pourrait favoriser l'ouverture de mines à ciel ouvert dans le centre et le Nord-Ouest. Il y serait possible d'ériger une nouvelle usine de raffinage du cuivre.

Le potentiel des scieries dans le Nord n'est pas pleinement réalisé. Une activité accrue pourrait conduire à la construction de nouvelles scieries. Il y a des possibilités d'expansion de la capacité du secteur des pâtes et papiers. On a même suggéré des localisations sur la côte et au centre de la province; toutefois, leur aménagement dépend de l'amélioration des conditions du marché mondial par rapport à l'état médiocre du marché actuel.

L'industrie de la pêche côtière pourrait enregistrer une importante augmentation de production à mesure que le programme d'accroissement des stocks d'espèces salmonidées sera mis en oeuvre. Parallèlement, les industries relatives à l'agriculture et au bétail devraient bénéficier de nouveaux programmes visant essentiellement à une meilleure gestion des ressources et à l'amélioration de l'irrigation.

Le fait que l'Alberta jouit d'une saine conjoncture pourrait contribuer à maintenir la croissance démographique de la Colombie-Britannique au taux moins élevé qu'elle connaît depuis peu et peut-être même se traduire par une baisse de la demande locale en ce qui concerne les logements résidentiels. D'un autre côté, des investissements en matière de transport, plus particulièrement au niveau des installations portuaires, pourraient se révéler nécessaires pour répondre aux besoins de complémentarité suscités par la croissance de l'Alberta.

